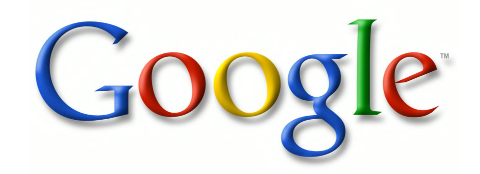
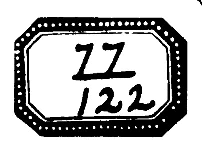



HARVARD LAW LIBRARY
3 2044 057 621 575

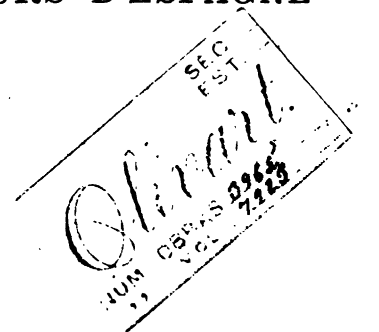

77
122





LES

INQUISITEURS D'ESPAGNE



A LA MÊME LIBRAIRIE

Ouvrages déjà publiés dans la Bibliothèque Sociologique :

1. — **La Conquête du Pain**, par PIERRE KROPOTKINE. Un volume in-18, avec préface par ELISÉE RECLUS, 5e édition. Prix . . . 3 50
2. — **La Société Mourante et l'Anarchie**, par JEAN GRAVE. Un volume in-18, avec préface par OCTAVE MIRBEAU. (*Interdit* — Rare). Prix . . . 5 fr.
3. — **De la Commune à l'Anarchie**, par CHARLES MALATO. Un volume in-18, 2e édition. Prix . . . 3 50
4. — **Œuvres** de MICHEL BAKOUNINE. Fédéralisme, Socialisme et Antithéologisme. Lettres sur le Patriotisme. Dieu et l'Etat. Un volume in-18, 2e édition. Prix . . . 3 50
5. — **Anarchistes**, mœurs du jour, roman, par JOHN-HENRY MACKAY, traduction de LOUIS DE HESSEM. Un volume in-18. (*Epuisé.*) Prix . . . 5 fr.
6. — **Psychologie de l'Anarchiste-Socialiste**, par A. HAMON. Un volume in-18, 2e édition. Prix . . . 3 50
7. — **Philosophie du Déterminisme**. Réflexions sociales, par JACQUES SAUTAREL. Un volume in-18, 2e édit. Prix. 3 50
8. — **La Société Future**, par JEAN GRAVE. Un volume in-18, 6e édition. Prix . . . 3 50
9. — **L'Anarchie**. Sa philosophie. — Son idéal, par PIERRE KROPOTKINE. Une brochure in-18, 3e édition. Prix . . . 1 »
10. — **La Grande Famille**, roman militaire, par JEAN GRAVE. Un volume in-18, 3e édition. Prix . . . 3 50
11. — **Le Socialisme et le Congrès de Londres**, par A. HAMON. Un volume in-18, 2e édition Prix . . . 3 50
12. — **Les Joyeusetés de l'Exil**, par CHARLES MALATO. Un volume in-18, 2e édition. Prix . . . 3 50
13. — **Humanisme Intégral**. Le duel des sexes. — La cité future, par LÉOPOLD LACOUR. Un volume in-18, 2e édition. Prix . . . 3 50
14. — **Biribi**, armée d'Afrique, roman, par GEORGES DARIEN. Un volume in-18, 2e édition. Prix . . . 3 50
15. — **Le Socialisme en danger**, par DOMÉLA NIEUWENHUIS. Un vol. in-18, avec préface par ELISÉE RECLUS. Prix. 3 50
16. — **Philosophie de l'Anarchie**, par CHARLES MALATO. Un volume in-18. Prix . . . 3 50
18. — **L'Individu et la Société**, par JEAN GRAVE. Un volume in-18. Prix . . . 3 50

Sous Presse :

Au Pays des Moines (**Noli me tangere**), par le Dr RIZAL.
L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par ELISÉE RECLUS.
Sous l'aspect de la révolution, par BERNARD LAZARE.
L'Etat, par PIERRE KROPOTKINE.

EMILE COLIN — IMPRIMERIE DE LAGNY

BIBLIOTHÈQUE SOCIOLOGIQUE N° 17.

F. TARRIDA DEL MARMOL

LES INQUISITEURS D'ESPAGNE

MONTJUICH — CUBA — PHILIPPINES



PARIS
P.-V. STOCK, ÉDITEUR
(Ancienne Librairie TRESSE & STOCK)
8, 9, 10, 11, GALERIE DU THÉATRE-FRANÇAIS
PALAIS-ROYAL

1897



A

M. Alexandre NATANSON.

Veuillez, mon cher ami, accepter la dédicace de ce livre, paru à la suite des iniquités dont vous avez bien voulu accueillir les premières révélations dans votre estimable et blanche revue.

F. TARRIDA DEL MARMOL.

PRÉFACE

Huit années de profonde amitié nous lient, Tarrida del Marmol et moi. Cependant, en eût-il été autrement, la conviction que tous les faits énoncés dans ce livre, si invraisemblables puissent-ils paraître, sont rigoureusement vrais, eût suffi pour me faire accéder avec empressement, et en m'en sentant très honoré, à l'invitation de collaborer par quelques pages de préface à une œuvre toute de justice.

Ce livre, écrit par un homme de cœur, qui a vu, entendu et souffert, est à la fois un plaidoyer et un réquisitoire : un plaidoyer en faveur de l'humanité outragée; un réquisitoire contre les bourreaux.

Depuis longtemps, des philosophes ont ré-

clamé l'abolition de la peine de mort, estimant avec Beccaria que la société doit se défendre et non se venger. Bien des théories ont été formulées sur la responsabilité, le droit de punir, la limite à tracer entre l'attentat politique et celui de droit commun; mais quelles qu'aient été les idées émises, audacieuses ou pondérées, logiques ou paradoxales, tous ceux qui avaient un cerveau d'homme s'étaient trouvés unanimes sur ce point : ne pas commettre un crime plus grave que celui qu'on prétend punir en torturant l'individu réduit à l'impossibilité de se défendre.

Les partisans attardés du libre arbitre; et, par suite, de la responsabilité, demandaient le maintien de la peine de mort, qu'ils s'imaginaient efficace : ils flétrissaient la torture comme une horreur du passé.

Et, de fait, on avait quelque droit de croire qu'un siècle après cette Révolution française dont les idées se répandirent sur l'Europe, la torture était véritablement une chose du passé ou, tout au plus, abandonnée aux despotes orientaux. Quelques personnes disaient bien que dans certaines prisons espagnoles, les pro-

cédés de l'Inquisition n'avaient jamais cessé d'être en vigueur, mais on considérait ceux qui tenaient ce langage comme des imposteurs ou des gens égarés par l'esprit de parti.

Eh bien, il faut se rendre à l'évidence : la torture nominalement abolie existe en Espagne comme au temps où Torquemada et ses disciples faisaient griller les corps à pétit feu pour le plus grand bien des âmes.

Certes, en France aussi, l'instruction secrète et le régime pénitentiaire ont leurs horreurs ; la tradition du « passage à tabac » est soigneusement entretenue dans les postes de police ; enfin l'anthropométrie est une formalité passablement répugnante. Est-il là, cependant, quoi que ce soit de comparable à ces mutilations de la chair accomplies sous les yeux et sous les ordres des Enrique Marzo, des Narciso Portas et des Alfredo Peña, dont les noms mériteraient d'être inscrits au ban de l'humanité, si semblables créatures pouvaient appartenir à l'humanité. Pour le philosophe qui, s'élevant à des considérations supérieures, conclut à l'irresponsabilité, de tels monstres ne peuvent être que ce que la nature les a faits : des bêtes fé-

roces ayant de l'homme seulement le masque et la parole.

Lorsque ces fauves ont entre leurs griffes des intellectuels, c'est terrible : l'être cérébralement inférieur veut affirmer sa supériorité en broyant par la force celui qui lui fait l'insulte de penser.

La fustigation, l'immersion dans la mer, la marche forcée, la privation d'eau et de sommeil, l'arrachement des ongles, les brûlures au fer rouge, la torsion des organes génitaux, l'emprisonnement du crâne dans un casque relié à une pile électrique — ne sommes-nous pas à une époque de progrès scientifique? — tels sont les procédés par lesquels, de l'autre côté des Pyrénées, les défenseurs de l'ordre affirment la sublimité de leur mission. Les bourreaux chinois, qui ont pourtant une belle réputation d'ingéniosité, n'ont rien trouvé de mieux.

De pareilles atrocités ne sont pas un rêve; les témoins et les témoignages n'en sont que trop nombreux. Aussi, lorsque Tarrida del Marmol, les yeux et les oreilles encore emplis de ce qu'il avait vu et entendu, eut, le premier, jeté un cri d'indignation, cri vibrant qui

trouva de l'écho, mille preuves écrites et verbales vinrent-elles corroborer celles qu'il apportait. Les documents irréfutables affluèrent. De ces documents, le lecteur trouvera, reproduits dans ce livre, les principaux.

L'auteur, homme de science et avant tout de vérité, n'a point recouru à des artifices de romancier pour exciter la terreur et la pitié, ces deux grands moteurs de l'âme humaine. Il a dit simplement ce qu'il avait vu et ce qu'il savait ; les faits étaient assez tragiques par eux-mêmes pour qu'il se dispensât de les rehausser par des effets de style et de composition.

L'épilogue de l'horrible tragédie se prépare et sera sans doute accompli quand aura paru ce livre. Un instant l'auteur en avait arrêté la publication, craignant de donner un prétexte à de nouvelles rigueurs contre les victimes et pensant que la protestation qui s'est élevée dans tous les pays d'Europe serait de quelque efficacité. Les nouvelles qui parviennent au dernier moment montrent que les bourreaux, tout d'abord apeurés, n'ont pas renoncé à perpétrer jusqu'au bout leur œuvre de sang. Puisse, du moins, ce livre, qui ne contient ni

un fait hasardé ni une simple exagération, montrer dans toute sa hideur ce qu'est ce prétendu régime d'ordre social et hâter à jamais sa disparition.

CH. MALATO.

Paris, 1er mai 1897.

P.-S. — Trois jours après qu'était écrite cette préface, le gouvernement espagnol donnait l'ordre de meurtre : Aschéri, Molas, Noguès, Mas et Alsina, expiaient sous les balles du peloton d'exécution un acte qu'aucun d'entre eux n'avait commis !

LES
INQUISITEURS D'ESPAGNE

CHAPITRE PREMIER

Coup d'œil rétrospectif : Xérès (1892) ; Barcelone (1893-1896).

I

LES ÉVÉNEMENTS DE XÉRÈS EN 1892

L'Andalousie est la partie de l'Espagne où l'on trouve la richesse la plus exubérante à côté de la plus grande misère.

Le sol de cette fertile région est accaparé par quelques privilégiés et le peuple y meurt de faim. Aussi les Andalous ont-ils pris une part active à tous les mouvements révolutionnaires depuis 1812,

date de la proclamation, à Cadix, de la première constitution espagnole.

En 1892, la misère des ouvriers et des laboureurs était à son comble. Le 8 janvier, quelques centaines de travailleurs, armés de fourches et de faux, surprirent Xérès pendant la nuit, aux cris de « Vive la Révolution sociale ! » Les armes dont disposaient les révolutionnaires étaient inoffensives devant les fusils des soldats. Ceux-ci dispersèrent sans peine les insurgés et le lendemain il ne restait de ce mouvement qu'une impression profonde.

Trois personnes avaient trouvé la mort dans la mêlée : un ouvrier et deux propriétaires. Accusés de la mort de ces derniers, deux agriculteurs, Lebrijano et Busiqui, furent arrêtés. Lamela, Zarzuela et trois autres laboureurs subirent le même sort. Quelques jours après, on emprisonnait Félix Gravalo, surnommé *El Madrileño*. Homme exalté, mais peureux, Gravalo se laissa effrayer par la menace des tortures qu'on devait lui faire subir et il obéit aveuglément aux moindres indications de ses bourreaux. Dès lors, les accusations, fondées ou non, se multiplièrent. El Madrileño affirma que Caro et Busiqui étaient les meurtriers des deux propriétaires qui avaient succombé le 8 janvier, que Lamela et Zarzuela étaient à la tête des séditieux, et que Diaz Caballero et Sanchez Rosa étaient allés à Cadix se mettre d'accord avec l'ex-

député républicain fédéral Fermin Salvoechea. C'est aussi Gravalo qui dénonça un grand nombre de travailleurs qui furent soumis à la torture et, malgré leurs protestations d'innocence, traduits devant un tribunal militaire.

L'émotion énorme qu'avait causée ce coup de main fut habilement exploitée par le gouvernement, qui prétendit que les travailleurs de Xérès avaient eu l'intention de saccager la ville et d'assassiner tous les bourgeois. Les faits mêmes démontrent la fausseté d'une telle accusation. Il ne faut pas oublier, en effet, que les insurgés furent maîtres de la ville pendant toute la nuit. Il leur était aisé de s'emparer de toutes les richesses de Xérès ; de pénétrer dans les casinos ou dans le théâtre où ils auraient trouvé des proies faciles, d'interrompre les communications, d'arrêter les trains, de disposer de moyens considérables, de s'emparer de la ville et de s'y défendre. Ils ne firent rien de tout cela.

On ne pouvait donc les faire responsables d'un acte individuel qui avait été accompli au cours des événements. N'empêche que le conseil de guerre condamna Lamela, Zarzuela, Busiqui et Lebrijano à la peine de mort ; Gravalo, Romero, Macias et Caro aux travaux forcés à perpétuité.

Le 10 février, les quatre condamnés à mort furent exécutés. Avant de mourir, Zarzuela, le plus énergique des quatre, prononça ces mots : « Peuple

de Xérès, qu'on ne dise pas que nous avons succombé comme des lâches. J'espère que tu nous vengeras de cette nouvelle inquisition ! » Ce n'est pas en vain que l'Andalous poussa ce cri de haine. Le désir de le venger fut une des principales causes qui poussèrent plus tard Pallas à commettre l'attentat de la Gran-Via. C'est pour venger Pallas que Santiago Salvador lança deux bombes sur les spectateurs du Liceo. C'est enfin pour venger les victimes innocentes qu'à propos de cet horrible crime avaient sacrifiées les autorités espagnoles — victimes dont il faisait partie — que X..., le sauvage auteur de l'attentat de la rue de Cambios-Nuevos, qui a la lâcheté impardonnable de permettre que tant d'innocents payent pour lui, a lancé contre la procession de la Fête-Dieu la bombe qui a causé tant de victimes en permettant aux autorités cléricales de Barcelone de poursuivre, non le coupable, mais les ennemis de l'église et de sa politique.

Le lendemain de l'exécution des quatre condamnés de Xérès, Caro succombait aux tortures qu'il avait endurées.

Pendant une année, les autres prisonniers furent soumis à des procédés inquisitoriaux, jusqu'au moment où le conseil de guerre se réunit de nouveau. Mais alors le principal accusateur, Gravalo, déçu dans ses espérances (puisqu'on l'avait condamné à la réclusion perpétuelle au lieu de lui ac-

corder la liberté qu'on lui avait promise), déclara que toutes les accusations qu'il avait portées étaient absolument fausses, qu'il avait agi sous la menace des plus affreuses tortures et dénoncé les personnes qu'on lui avait ordonné de dénoncer.

Le tribunal ne tint aucun compte de ces déclarations, pourtant si importantes. Il est vrai qu'il ne pouvait pas ressusciter les morts, mais il aurait dû au moins épargner les vivants, parmi lesquels beaucoup d'innocents avaient subi déjà les plus horribles tourments. Le conseil de guerre préféra se montrer impitoyable.

Il condamna : Diaz Caballero, Sanchez Rosa, Crespo, Barrera, Andrès Dominguez, Juan Dominguez, Borea, Sanchez Santo, Gomez et Marquez à la réclusion perpétuelle ; Lozano, Maza, Gonzalez, Agis, Reguera et Gaspar Dominguez à quinze ans de prison ; enfin, l'ex-député Salvoechea, le seul à qui l'on en voulait réellement dans ce second procès et à cause de qui on ne voulut point l'interrompre lors des graves rectifications de Gravalo, fut condamné à douze ans de travaux forcés, *malgré qu'il était depuis longtemps emprisonné à l'époque où se passèrent les événements.* Le gouvernement l'avait fait comparaître devant les tribunaux cinq fois consécutives, sous des prétextes différents, et toutes les fois le jury l'avait acquitté au milieu des acclamations du peuple de

Cadix. L'occasion était maintenant trop belle pour le laisser échapper.

Pour condamner Salvoechea, il fallait sans doute châtier d'autres innocents plus compromis que lui par les fausses déclarations de Gravalo. Mais ce sont là des détails insignifiants pour nos modernes inquisiteurs. L'honnête républicain qui n'a jamais voulu transiger avec la réaction est actuellement au bagne de Valladolid, en train de purger sa condamnation. La haine qu'on lui porte est si grande, que je me souviens d'avoir vu dernièrement à Montjuich un ancien forçat nommé Mateo Roca qui avait purgé sa condamnation au bagne de Valladolid où il avait connu Salvoechea. On voulait lui faire déclarer que celui-ci lui avait remis des lettres à destination des groupes anarchistes de Barcelone. Roca ignorait absolument ce dont il s'agissait. « J'ai été un voleur, lui entendis-je dire un jour, mais j'ai subi la peine que la société m'avait imposée. Est-ce ma faute si, étant au même bagne qu'une autre personne, j'ai fait là sa connaissance et doit-on me punir pour cela ? » Ce n'est pas logique en effet ; mais ce n'est pas chez les tortionnaires de Barcelone, pas plus que chez ceux de Xérès, qu'il faut aller chercher de la logique.

Pour pouvoir condamner Salvoechea, il fallait absolument profiter d'une occasion comme celle-là. Chef des autonomistes andalous, ancien président

du canton de Cadix, aimé et respecté de tous ses concitoyens, cet honnête homme, qui avait sacrifié sa fortune et sa liberté à ses idées démocratiques, n'aurait jamais été condamné par un jury de Cadix, où ses amis, aussi bien que ses adversaires, savaient parfaitement à quoi s'en tenir sur les persécutions dont était victime depuis longtemps leur honorable concitoyen.

Nous avons résumé très brièvement ces faits passés, afin que le lecteur soit à même d'apprécier quelques documents qui prouvent que, déjà à cette époque, on employait en Espagne des procédés indignes d'un pays civilisé.

Voici d'abord une lettre de José Fernandez Lamela, coiffeur, âgé de vingt-quatre ans, un des exécutés :

« Le 9 janvier, à quatre heures de l'après-midi, je fus arrêté par deux gendarmes qui me conduisirent devant le juge. Celui-ci me demanda si j'avais reçu un paquet de journaux ouvriers. Sur ma réponse affirmative, on m'envoya en prison.

» Le 22, mon compagnon Diaz et moi fûmes conduits à la caserne. On nous sépara, et quelques instants après j'entendis les cris déchirants que poussait l'infortuné Diaz. Dix minutes plus tard, c'était moi qui étais introduit dans la chambre que le malheureux venait de quitter et, après m'avoir rou de coups, l'un de mes bourreaux m'ordonna

de déclarer des choses qui étaient absolument fausses. Sur mon refus, on me suspendit au plafond et on me donna des coups de verge jusqu'au moment où je perdis connaissance.

» On m'a fait ensuite soigner par le médecin, mais je crois que c'est dans le seul but de me torturer de nouveau, car, jusqu'à présent, on n'a pas réussi à me faire déclarer les faussetés qu'on prétend.

» Prison de Xérès, 25 janvier 1892.

» J. Fernandez Lamela. »

Cette lettre, ainsi que beaucoup d'autres, fut publiée dans le journal de Barcelone *El Productor*.

Voici un extrait de la lettre que Manuel Diaz écrivit quelque temps après à un journal de Madrid :

« Après l'exécution de Lamela, le juge militaire Cipriano Alba appela ma femme et lui promit ma liberté à la condition qu'elle déclarerait que j'avais empêché les séditieux de Xérès de couper les fils télégraphiques, et en outre, que Salvoechea avait donné à Gravalo une lettre pour moi. Il ajouta que, dans le cas contraire, je serais de nouveau mis à la torture. Affolée, ma femme déclara et signa tout ce qu'on voulut.

» Quand je fus appelé de nouveau, j'affirmai que mes premières déclarations étaient absolument fausses et qu'elles avaient été arrachées par la torture. Mais on refusa de prendre note de cette rectification.

» Je pourrais vous écrire des chapitres entiers, si je voulais détailler les faits inouïs de ce procès digne de Torquemada et de l'Inquisition.

» Malgré mon innocence, malgré les promesses faites à ma femme, je viens d'être condamné à la réclusion perpétuelle.

» Xérès, 20 décembre 1892.

» MANUEL DIAZ CABALLERO. »

Encore un extrait d'une lettre qui prouve quelle grande influence exerçait la question religieuse sur le choix des victimes :

« Le lendemain de notre supplice, Lamela et moi fûmes enfermés dans un petit cachot dans lequel se trouvaient quelques autres prisonniers, en punition de leur refus d'aller à la messe. Après les déclarations, j'ai observé que, parmi les personnes qu'on a impliquées dans le procès, se trouvent celles qui avaient refusé d'accomplir des actes religieux. J'en connais même qui n'ont jamais fait de mal à personne, et qui se trouvent enveloppées dans trois procès différents. »

Ajoutons que les autorités ont profité un peu trop de ces événements pour priver de toute liberté d'association les agriculteurs andalous. Ces malheureux, qui gagnent de dix à vingt sous par jour pendant la bonne saison, meurent littéralement de faim lorsque les pluies viennent arrêter le travail, cependant que leurs maîtres, possesseurs d'immenses terrains d'une fertilité étonnante, exportateurs du Xérès, du Malaga, de la Manzanille, sont dans l'abondance sans vouloir jamais s'occuper d'améliorer le sort des producteurs de leurs richesses.

Le jour où un mouvement démocratique quelconque agitera cette région, la secousse sera formidable.

II

LES ÉVÉNEMENTS DE BARCELONE EN 1893-94

En 1893, le maréchal Arsenio Martinez de Campos, le vainqueur des carlistes, le pacificateur de Cuba au Zanjon, le restaurateur de la monarchie à Sagonte, était capitaine général de la Catalogne. Au moment où il passait la revue des troupes dans la belle rue de Cortes de Barcelone, connue sous le nom de *Gran-Via*, un anarchiste exalté, Paulino Pallas, lança une bombe de dynamite contre lui et le blessa légèrement.

Au lieu de profiter de la confusion générale pour s'enfuir, Pallas jeta son béret en l'air en criant : « Vive l'anarchie ! », se laissa arrêter sans opposer la moindre résistance, se déclara seul auteur de l'attentat et ajouta qu'il ne se repentait point de l'avoir commis.

Il fut jugé sommairement, mais ne fut point torturé, le maréchal ayant renoncé à toute pour-

suite personnelle et ayant noblement déclaré qu'il pardonnait pour sa part à l'agresseur.

Devant le conseil de guerre, Pallas déclara qu'en attaquant le maréchal il avait seulement voulu attaquer celui qu'il considérait être le représentant de la réaction en Espagne. Il ajouta que la mort ne l'effrayait point et qu'il ne sollicitait aucune indulgence de la part de ses juges.

Condamné à être fusillé, il marcha au supplice sans faiblesse, et, avant de mourir, il ne prononça que ces mots : « La vengeance sera terrible ! »

Elle le fut, en effet.

Le jour de la réouverture du Grand Théâtre du Liceo, un anarchiste ami de Pallas, Santiago Salvador, lançait, des galeries du cinquième étage, deux bombes de dynamite qui semaient, parmi les spectateurs, l'épouvante et la mort. Cet acte odieux produisit une indignation profonde. Les autorités, représentées par le général Weyler et le gouverneur Larroca, en profitèrent pour établir le régime de la terreur. L'état de siège fut déclaré, les garanties constitutionnelles furent suspendues et les persécutions commencèrent. Anarchistes terroristes, — très peu nombreux en Espagne, — anarchistes collectivistes — qui ont cent fois répudié la propagande par le fait, — suspects de toutes nuances, furent impitoyablement arrêtés et soumis aux plus mauvais traitements. Une police spéciale, payée par les contribuables et

à la tête de laquelle se trouvaient les lieutenants de gendarmerie Peña, Portas et Canales, ne cessait de remplir les prisons; et quand celles-ci furent au complet, c'est dans des vaisseaux de guerre ancrés dans le port qu'on envoya les prisonniers.

L'opinion publique exigeait, avec raison, le châtiment du coupable, mais non la persécution des innocents. Ce ne fut pourtant que neuf mois après, et lorsque des centaines d'innocents avaient déjà souffert les plus effroyables persécutions, que Santiago Salvador fut arrêté en Aragon.

Mais il fallait donner le change à l'opinion. C'est ainsi que l'on apprenait à chaque moment que l'auteur de l'attentat venait d'être arrêté et qu'il avait fait des aveux complets. Quelques jours après, on rectifiait la nouvelle : il ne s'agissait que d'un complice; quant au véritable auteur du crime, on venait de l'arrêter quelques heures auparavant. Et ainsi de suite. De ces auteurs d'un crime, qui poussaient comme des champignons, quelques-uns, comme Codina, furent fusillés avant la capture de Salvador; d'autres, comme Borrás, se suicidèrent pour ne pas prolonger leur agonie; d'autres enfin, comme Rugiero et Fruitos, furent acquittés après avoir subi les plus horribles souffrances. Quelques-uns, comme Bernich, Alcoy et Nager, moururent à la suite des mauvais traitements qu'ils avaient endurés.

Lorsqu'on apprit que l'auteur de l'attentat s'appelait Santiago Salvador et qu'il s'était réfugié en Aragon, dix personnes étaient sur le point de comparaître devant le tribunal : Cerezuela, Archs, Sabat, Codina, Bernat, Sogas, Miralles, Mir, Carbonnell et Villarrubias. On songea alors, pour ne pas lâcher la proie, à reprendre le procès de la *Gran-Via* qui avait été clôturé par l'exécution de Pallas. On accusa ces prévenus d'avoir connu Pallas et d'avoir assisté avec lui à des réunions secrètes. On martyrisa Cerezuela afin de le lui faire avouer, et, sur ces fausses déclarations, les six premiers furent condamnés à mort et exécutés, les autres aux travaux forcés à perpétuité. D'ailleurs, tout porte à croire qu'il n'y avait pas eu de réunions secrètes ; mais, aux dénégations formelles des prisonniers, on répondit par la torture, ensuite par la fusillade.

Voici l'extrait d'une lettre que l'accusateur Cerezuela adressa, avant de mourir, au journal républicain *El Pais* de Madrid :

« Le 20 décembre, à deux heures du matin, deux gendarmes et un lieutenant vinrent me chercher au cachot et me conduisirent, bien ligotté, au Champ de Bota, près de la mer. On chargea les fusils et on menaça de me fusiller si je ne déclarais tout ce que voulait me faire dire le lieutenant. Sur mon refus, on baissa mes pantalons et on commença à tordre

mes organes génitaux. Fou de douleur, je réussis à me jeter dans la mer, mais je fus repêché et conduit de nouveau à la préfecture. Pendant cinq jours et six nuits, je fus, à coups de baguette, forcé de me promener sans pouvoir m'asseoir un instant ; ma seule nourriture consistait en pain et en morue sèche, sans une goutte d'eau. Je fus aussi suspendu pendant des heures entières à la porte de mon cachot, et l'on répéta plusieurs fois le supplice des organes sexuels qu'on est ainsi parvenu à atrophier. Enfin je déclarai tout ce qu'on voulut et, dans un moment de faiblesse et de lâcheté, je signai ma déclaration. »

Le document qu'on vient de lire est de la plus haute importance, car il démontre comment les inquisiteurs espagnols arrachent des déclarations qui doivent servir de base à des procès où la tête d'un grand nombre de citoyens est en jeu.

Nous pourrions reproduire beaucoup de lettres relatives à ces mêmes événements, lettres qui ne font que confirmer les déclarations de Cerezuela ; mais nous y renonçons parce qu'elles se rapportent à des faits passés et dont personne ne doute plus aujourd'hui. Elles ont été d'ailleurs reproduites dans une brochure publiée par J. Monseny, professeur de l'Ecole laïque de Reus (1).

(1) Voir *El proceso de un gran crimen*, par J. Monseny. La Corogne, 1895.

Inutile d'ajouter que Monseny est actuellement à Montjuich et qu'il payera sans doute fort cher le noble courage dont il a fait preuve en voulant dévoiler les crimes du Saint-Office moderne. Il s'y attendait, du reste, quand il écrivait dans ce même livre (page 45) : « Si nos lecteurs apprennent un jour que nous avons déclaré que ces documents sont faux, ou que leurs auteurs encore vivants ont affirmé qu'ils ne sont pas authentiques, ils peuvent être certains que ces déclarations auront été arrachées par les mêmes procédés employés pour faire déclarer à Codina qu'il était l'auteur de l'attentat du Liceo. » Quant à moi, je crois inutile de prévenir mes lecteurs dans le même sens, comptant bien, tant que durera l'actuel régime, ne point rentrer vivant en Espagne.

Lorsque les procédés employés par les subordonnés de Weyler et de Larroca commencèrent à être connus du public, il se produisit un grand courant d'indignation, surtout chez les travailleurs qui comptaient presque tous, soit un parent, soit un ami, parmi les victimes. Un ouvrier, Ramon Murull, tira deux coups de pistolet sur M. Larroca et le blessa au visage. Il fut cruellement torturé, de même que deux autres citoyens dont le seul crime était d'être connus de Murull. Ces deux malheureux informèrent le tribunal que leurs déclarations avaient été arrachées par les tourments.

Murull fut condamné à dix-sept ans de travaux forcés et ses deux prétendus complices, dont l'innocence avait été complètement établie, furent acquittés. Mais ils supplièrent le tribunal de les retenir en prison, hors des atteintes de la police, qui, dirent-ils, les arrêterait à leur sortie et leur ferait subir de nouveaux supplices pour avoir dit la vérité. Et, en effet, lorsque, quelques jours plus tard, ils quittèrent la prison, croyant n'avoir plus rien à craindre, ils tombèrent de nouveau entre les mains de la police qui ne les épargna guère. L'un d'eux mourut à la suite de mauvais traitements ; l'autre, nommé Felip, vit encore.

Quant à Salvador, l'auteur du crime qui plongea dans le deuil tant de familles et pour lequel tant d'innocents avaient été poursuivis, il ne fut point tourmenté. Dès les premiers jours de son arrestation, les jésuites essayèrent de le convertir. L'anarchiste feignit de se laisser convaincre et, grâce à ce stratagème, il fut traité avec tous les égards. Le P. Goberna, un des jésuites les plus influents de Barcelone et directeur spirituel du néophyte, faisait grand bruit autour de cette conversion. Il écrivait au clérical *Diaro de Barcelona* des lettres dans lesquelles il parlait de *nuestro querido Salvador* (notre cher Salvador). Mais voilà qu'au dernier moment, quelques minutes avant de monter à l'échafaud, le très cher jeta le masque et déclara à grands cris qu'il n'avait joué la comédie que

pour éviter les tourments et qu'il était bien aise d'avoir su tromper, avant de mourir, des gens dont le métier consistait à tromper tout le monde.

III

LES ÉVÉNEMENTS DE BARCELONE EN 1896

Le 7 juin 1896 eut lieu l'attentat qui servit de prétexte au gouvernement espagnol pour englober dans un immense coup de filet tous ceux qui, à Barcelone, le principal foyer intellectuel de la péninsule, étaient non point convaincus mais simplement suspectés d'opposition au régime établi.

C'était le dimanche qui suivait le jour, si solennisé en Espagne, de la Fête-Dieu. Sur tous les points du pays l'encens fumait, les cantiques s'élevaient dans les églises, les reposoirs enguirlandés de fleurs multicolores décoraient les maisons sur les voies parcourues par les longues théories de fidèles.

A Barcelone, la procession était conduite par l'évêque entouré de son haut clergé et des autorités militaires supérieures; le général Despujols, commandant en chef du 7e corps d'armée, mar-

chait au premier rang du cortège, le drapeau à la main.

Il était neuf heures du soir; la procession suivait la rue de Cambios-Nuevos, se dirigeant vers l'église Santa-Maria-del-Mar.

Tout à coup, une détonation retentit : une bombe venait de faire explosion au milieu de la foule.

Qui l'avait lancée ? C'est ce qui, malgré le procès de Montjuich, n'a pas encore été légalement établi.

Cet attentat était-il l'œuvre d'un fou, d'un criminel, d'un anarchiste ? Toutes les suppositions demeurant possibles, on pouvait aussi se rappeler le vieil axiome « *Cui prodest?* » (A qui l'acte a-t-il profité ?)

En effet, chose qui n'échappa point, c'est que la bombe, très probablement lancée d'une fenêtre, le fut non sur la tête du cortège où se trouvaient les plus hauts représentants du clergé et de l'armée, mais sur le peuple qui formait la queue de la procession. Aussi, les morts, au nombre de douze, et les blessés, au nombre de trente-cinq, parmi lesquels il y eut à déplorer des enfants, se trouvèrent-ils pour la plupart appartenir à la classe ouvrière. Enfin, quelques simples soldats furent atteints.

Les autorités militaires profitèrent de ce dernier fait pour déclarer que l'attentat était une attaque à la force armée. Et, aussitôt, un décret des ministres substitua la juridiction militaire à la juri-

diction civile : l'état de siège fut proclamé dans toute la Catalogne, les garanties constitutionnelles furent suspendues.

Certes, l'attentat avait été sauvage, odieux : la répression fut aveuglément féroce.

Les arrestations commencèrent aussitôt et s'étendirent à toute la région ; leur nombre, en quelques jours, s'éleva à environ quatre cents. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir qu'on avait emprisonné des personnes absolument opposées à ces attentats, voire même des journalistes comme Llunas, qui n'avaient cessé d'écrire contre les partisans de la propagande par le fait, ainsi que des personnes qui, depuis longtemps, avaient quitté Barcelone.

Ce ne fut bientôt un secret pour personne que l'omnipotente association des Pères de famille et son alliée, la Compagnie de Jésus, s'étaient mises à la tête du mouvement répressif et profitaient de la situation pour faire main basse sur tous les éléments qui pouvaient leur porter ombrage. Toutes les personnes qui s'étaient distinguées dans la lutte contre la réaction cléricale qui opprime l'Espagne furent impitoyablement poursuivies, notamment les socialistes, les républicains, les anarchistes, les libre-penseurs et les francs-maçons les plus actifs, surtout quand la nationalité cubaine ou philippine de la victime pouvait donner à la persécution un certain cachet capable de flatter le patriotisme des Espagnols, exalté par la lutte coloniale.

Les professeurs des écoles laïques n'étaient guère épargnés : Tudury Pons, de Barcelone ; Monseny, de Reus ; Bartomeu, de Gracia ; Serra, de San-Gervasio ; Montenegro, de Sallent, etc., sont encore sous les verrous.

Mais ce qu'on était loin de soupçonner en Espagne, et surtout à l'étranger, c'était que les prisonniers fussent soumis à des traitements indignes pour leur arracher des déclarations mensongères, capables de servir de base à un ou à plusieurs procès monstrueux.

Un emprisonnement arbitraire qui a brisé ma carrière et ma vie, mais que je ne regrette point, puisqu'il m'a permis de faire œuvre de justice, m'a fourni le moyen d'apprendre des choses auxquelles on peut difficilement ajouter foi, si on ne les a vues et touchées de près.

Le 21 juillet dernier, et au moment où j'allais monter les escaliers de l'Académie Polytechnique de Barcelone, où je remplissais les fonctions de Directeur, je fus bien surpris de me voir arrêté par un agent de la police secrète qui me pria, fort poliment du reste, de l'accompagner pour répondre à une petite question que devait me poser le juge militaire, M. Henri Marzo.

Je me rappelais bien qu'on avait fait récemment de minutieuses perquisitions à mon domicile et à mon bureau ; je savais aussi que la Catalogne était en état de siège et que, par conséquent, les ga-

ranties constitutionnelles étaient supprimées et à la merci de la cléricaille conservatrice qui est en train de donner le coup de grâce à la malheureuse nation espagnole; je n'ignorais point la haine sourde et lâche dont m'honorait la très chrétienne « Association des Pères de famille » depuis mes campagnes démocratiques et anti-cléricales dans la Catalogne et l'ancien royaume de Valence, et surtout, depuis la célébration du Congrès universel des libre-penseurs, tenu à Paris en 1889, et auquel j'avais assisté, en y prononçant un énergique discours, au nom de quelques cercles libertaires et anti-cléricaux de l'Espagne orientale. Mais ayant négligé depuis quelques années de remplir mes devoirs de citoyen libéral pour ne m'occuper que de mes affaires personnelles, j'étais loin de penser que la vieille rancune des fauteurs de l'obscurantisme viendrait encore me poursuivre, en profitant de l'exceptionnelle situation de la Catalogne, situation qui leur permettait, et leur permet encore impunément, les monstruosités les plus incroyables.

Quand j'arrivai à la caserne d'Atarazanas, point de juge, point de question : deux soldats s'emparèrent tout simplement de moi et me poussèrent dans un immonde cachot où se trouvaient déjà six individus dont deux m'étaient parfaitement connus : c'étaient le président et le secrétaire d'une société de mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer,

société dont j'avais été dans le temps ingénieur-conseil. Grâce à eux, je sus qu'ils avaient été *enrôlés* de la même façon que moi, et sans doute pour les mêmes motifs, vu que c'étaient deux garçons d'une honnêteté à toute épreuve, mais fort peu amis des gens d'église.

Ce cachot, qui devait être quelques jours plus tard le logement de dix-sept chefs républicains, dont trois ex-députés et un ex-ministre — M. Nicolas Estevanez — ce cachot, dis-je, était d'une malpropreté repoussante : et pas un petit banc, pas même la permission d'avoir un journal pour s'asseoir sans toucher le plancher, qui était dégoûtant ; pas même la permission de sortir un moment pour ses besoins naturels : il fallait les faire dans un coin, de sorte qu'on respirait là un air empoisonné. C'est en vain que nous demandions à voir le juge, il était trop occupé ailleurs : car plus de trois cents arrestations avaient été opérées dans les jours précédents, sous prétexte de rechercher l'auteur de l'attentat de la rue de Cambios Nuevos, mais, en réalité, pour faire main basse sur toutes les personnes qui, par leurs idées, portaient ombrage à la réaction toute-puissante.

Vers minuit, la gendarmerie vint nous chercher. Les arrestations continuaient et il fallait céder la place à de nouveaux venus qui, à leur tour, la céderaient à d'autres, car une vraie fièvre de persécution s'était emparée de ces insensés qui

croient éviter par la terreur la tempête qu'ils ont amoncelée eux-mêmes. Les bras liés et les mains enchaînées, nous partîmes vers la Prison Nationale, à l'exception d'un pauvre boiteux qui venait d'arriver de Llansá après seize jours de trajet à pied. C'est à coups de baguette qu'avait pu arriver jusqu'à Barcelone ce malheureux, coupable d'avoir inscrit au registre civil ses deux filles, sans les faire baptiser, et poursuivi surtout comme correspondant à Llansá d'un journal libre-penseur de Madrid. Ce pauvre garçon était très estimé dans son village, qu'il ne quittait jamais, et on profitait de ce qu'un attentat avait été commis à Barcelone pour poursuivre une personne qui n'y avait jamais mis les pieds, et dont le crime était d'avoir fait ce que la Constitution lui permettait de faire.

Nous arrivâmes donc à la prison à une heure du matin et l'on nous distribua dans différents cachots. Dans celui où l'on me fit entrer, il y avait de la place pour dix personnes, et nous étions là, entassés, vingt-neuf ! Vingt-neuf détenus qui ne pouvaient voir personne et qui, ne pouvant sortir que lorsque le juge les interrogerait, devaient manger, boire, dormir et faire là même toutes choses, avec une seule fenêtre, juste de quoi ne pas mourir asphyxiés ! Et avec cela, pas un banc, pas une table, pas un lit, pas une chaise ! L'entrée des couteaux et des fourchettes était également interdite : la cuillère était seule permise, mais à la

condition qu'elle fût en bois. On nous donnait tous les jours un petit pain et deux plats d'une soupe grasse dont les chiens ne voudraient pas.

Le juge venait une ou deux fois par semaine et alors il interrogeait un ou deux prisonniers : parmi mes vingt-huit compagnons de cachot, il y en avait quinze qui étaient là depuis sept semaines et qui n'avaient pas encore vu le juge une seule fois; la plupart ne savaient seulement pas pourquoi ils étaient détenus.

Quant à moi, j'eus la chance d'être interrogé dès le troisième jour et je sus alors que j'étais poursuivi : 1° comme ayant attaqué la force armée ! ! 2° comme ayant *fondé* l'anarchie en Espagne, et 3° comme ayant écrit une lettre compromettante à un forçat de Valence. Je ne pus m'empêcher de rire, et il me coûta fort peu de démontrer au juge combien étaient ridicules les accusations qui pesaient sur moi. Je le mis même dans l'impossibilité de maintenir aucune de ces accusations et je finis par réclamer ma mise en liberté immédiate, vu que mes nombreuses occupations comme ingénieur, comme directeur de l'Académie Polytechnique et comme professeur à l'École des Arts-et-Métiers de Gracia, réclamaient ma présence ailleurs que dans une infecte prison qui ne devait être, en aucune façon, le logement de gens honnêtes et laborieux.

Le juge me répondit qu'il ne suffisait pas que

lui, personnellement, fût convaincu de mon innocence, mais qu'il fallait que celle-ci apparût comme conséquence du procès ; or, celui-ci étant fort compliqué, je devais m'attendre à rester longtemps enfermé, quoiqu'innocent.

C'était d'autant plus fort pour un juge que celui-ci seul décrétait les arrestations et les mises en liberté !

Ce juge était un lieutenant-colonel, dévot comme pas un, et remplissant les fonctions de juge militaire au grand contentement de la gent de soutane. Bref, je regagnai mon cachot, sachant à quoi m'en tenir et, quelques jours après, je fus conduit avec la plupart de mes compagnons d'infortune à la forteresse de Montjuich, célèbre dans l'histoire de la Catalogne, et qui est actuellement l'endroit que les modernes inquisiteurs ont choisi comme théâtre de leurs prouesses.

Outre les nombreux cachots destinés aux détenus, il y en a trois qui méritent une mention spéciale et dans lesquels on a des moyens tout particuliers pour faire déclarer ce qu'on veut et même signer ces déclarations ; ces cachots, dont l'image lugubre était constamment gravée dans notre pensée, s'appellent le *zéro*, le *double zéro* et le *contre-zéro* : c'est là que quelques gendarmes, déguisés en bouchers, exercent volontairement leur horrible besogne. Les procédés employés actuellement sont les mêmes qu'on employa il y a deux ans.

Voici quelques fragments d'une lettre qui fut adressée à un de ses amis par M. Joseph Bernat, l'un de ceux qu'on fusilla en 1894 à cause de ses déclarations, arrachées par la torture :

« Je vais te parler, dit-il, de ce que la presse a dit de nous. Tu peux affirmer que c'est faux et que nos déclarations ont été arrachées par le tourment. Pour que tu en sois convaincu, je vais te raconter mon martyre qui est à peu près le même que celui souffert par mes malheureux camarades. Le 22 décembre 1893 commença mon supplice : on me donna d'abord des coups de verge pendant plus d'une heure, après quoi je reçus l'ordre de me promener vite, sans m'arrêter un instant. Le soir, je demandai de la nourriture et de l'eau, car j'étais en proie à une fièvre qui me faisait souffrir d'une soif ardente. Quelques heures après, on me donna un grand morceau de morue sèche que je mangeai avec avidité. Quant à l'eau, c'est en vain que j'en demandai. Je dus continuer à me promener toute la nuit, car à peine je m'arrêtais, on m'obligeait à marcher à coups de baguette. Le lendemain, je continuai à être privé d'eau et de repos; mes épaules étaient sanglantes et je tombai sans connaissance. Je ne sais plus ce qui arriva ; je me rappelle seulement qu'on me donna une tasse de bouillon. Le gouverneur m'interrogea de nouveau, et alors, sous la menace qu'on recommencerait,

j'affirmai tout ce qu'on voulut. Juge combien doit être exacte ma déclaration ! Toujours à toi.

» JOSEPH BERNAT. »

*
* *

Un autre de ceux qui furent fusillés, presque un enfant, Joseph Codina, écrivit quelques jours avant sa mort, au journal *Corsario* de la Corogne, une lettre dont voici un extrait :

« J'ai déclaré tout ce qu'on a voulu. J'ai souffert le tourment de me promener continuellement, sans dormir et sans boire pendant huit jours, traînant des chaînes et ne mangeant que de la morue sèche. Le lendemain je fus jeté à la mer trois fois de suite, juste le temps nécessaire pour ne pas mourir, et les autres nuits, pendant quatre ou cinq heures chaque fois on tordait mes organes sexuels, jusqu'à ce que j'eusse déclaré être l'auteur de l'attentat du Liceo. Ce dernier tourment je l'ai souffert dans le cachot spécial du château de Montjuich.

» JOSEPH CODINA. »

*
* *

Or, quelque temps après, le véritable auteur de l'attentat, Santiago Salvador, fut arrêté en Aragon, et, à ce propos, mon ami le député républi-

2.

cain Lostau écrivit au ministre de la guerre une lettre qu'il me lut à la Brasserie Péninsulaire et dont voici le commencement :

« *A Son Excellence le général Lopez Dominguez.*

» Monsieur et cher ami : le malheureux Codina, poussé par les souffrances, déclara qu'il était l'auteur du crime horrible du Liceo, et il signa cette déclaration.

» Plus tard et sans besoin d'employer la torture, Santiago Salvador, arrêté en Aragon et enfermé actuellement dans la prison de Barcelone, s'est déclaré auteur de l'attentat, et il a prouvé qu'il était seul coupable.

» Ce fait très certain, que j'ai pu vérifier moi-même, prouve l'iniquité des moyens employés pour envoyer des innocents au supplice. Je ne peux pas croire que le gouvernement ignore tout cela, et, d'un autre côté, je ne peux pas comprendre, s'il le sait, comment il n'a pas tâché de préciser les responsabilités. »

Ce ne fut que le 27 août que je parvins à sortir de Montjuich, par un vrai hasard. Mes nombreux amis et mes parents, parmi lesquels mon cousin, le marquis de Mont-Roig, sénateur de Barcelone, demandaient incessamment ma mise en liberté, vu que mon innocence était prouvée. Le juge qui, pa-

raît-il, avait sur moi des vues aussi *paternelles* que spéciales, s'excusait toujours, car il paraît que l'expert calligraphe avait déclaré que l'écriture de la fameuse lettre de Valence était bien la mienne. Or, un beau matin, apparut le véritable auteur de cette lettre, qui n'était qu'une fumisterie. Alors on décréta ma liberté en même temps que celle de trois autres individus arrêtés *comme auteurs de la même lettre;* c'est le juge lui-même qui me le dit quand il me fit signer ma mise en liberté.

Et cet expert, alors? Je ne peux pas résister à la tentation d'en parler. C'est M. Montfort, professeur à l'Ecole Normale de Barcelone, ancien ami et compagnon au Lycée Polyglotte où j'enseignais les Mathématiques tandis qu'il était professeur de calligraphie. Et il peut dormir tranquille, ce monsieur Montfort, MONSIEUR MONTFORT, après avoir fait une expertise d'après laquelle un de ses amis, innocent, devait être fusillé!! Y avez-vous pensé, monsieur Montfort, professeur à l'Ecole Normale de Barcelone? Cela en vaut la peine, car, moi, je ne l'ai point oublié.

Mis en liberté, je gagnai la France, non sans quelque peine, car tout forcés qu'ils avaient été de me relâcher, les bourreaux conservaient toujours l'espoir de me ressaisir. A Barcelone, la terreur cléricale demeurait à l'ordre du jour; partout régnaient l'espionnage, la surveillance la plus tracassière, et, certainement, si mon projet de départ

se fût ébruité, il n'eût pas manqué de me susciter de nouvelles épreuves. La crainte de voir leurs forfaits divulgués aurait très certainement amené une nouvelle incarcération dont toutes les relations et toutes les démarches n'auraient pu me tirer.

J'arrivai heureusement à Paris, et, le 15 octobre, paraissait dans la *Revue blanche*, sous ce titre : *Un mois dans les prisons d'Espagne*, un article dans lequel je retraçais tant mon odyssée personnelle que la situation générale.

Si sommaire qu'il fût, cet article ne laissa pas de produire une sensation profonde.

La rentrée en scène de l'Inquisition, en l'an de grâce 1896, ce n'était pas, certes, un fait banal.

Des écrivains de cœur et de talent vinrent seconder l'effort de celui qui, sans autre arme qu'une entière sincérité, s'était jeté dans la mêlée. Les plumes devinrent des épées : Séverine, Paule Minck, Rochefort, Clémenceau, Henri Bauer, Faure, Laporte, Malato, et une foule d'autres en France; Pi y Margall, le vieux républicain vénéré, en Espagne, attaquèrent le monstre sorti de la nuit, avide de sang et de tortures. Le vieil esprit français s'affirma, une fois de plus, dans sa noble générosité. A Paris et dans toutes les villes importantes de province, des réunions publiques retentissantes s'organisèrent pour protester contre les atrocités de Barcelone. Elles eurent bientôt leur répercussion dans les autres capitales d'Europe, notam-

ment à Londres, La Haye, Berlin et Christiania.

Le lecteur pourra lire plus loin, sinon toutes, au moins une partie des appréciations de la presse à ce sujet.

Il est toujours désagréable et pédantesque d'abuser du *moi*, et je ne le fais que trop, ayant été acteur et spectateur dans le drame épouvantable dont je m'occupe. Je renonce donc à parler des infâmes persécutions que m'ont values mes révélations. Fort de mon innocence et de mon droit, je compte bien me défendre et déjouer les inavouables manœuvres de mes persécuteurs. Qu'il me suffise de dire que je jugeai prudent, à un moment donné, de quitter la France. Mis en demeure d'opter entre ma tranquillité et ma conscience, je préférai écouter la voix de cette dernière et franchir le Rubicon, malgré les conseils amicaux de mes parents et d'autres personnes que j'aime bien et auxquelles je demande pardon de leur causer de la peine en poursuivant une campagne que mon amour de la justice et l'humanité ne me permet point d'interrompre.

La lutte continuait : le 25 janvier de cette année, de Portsmouth, où j'avais dû me réfugier pour déjouer la malice infernale du gouvernement espagnol qui cherchait, en m'impliquant dans une ridicule histoire de bombes, à obtenir mon extradition, j'adressai à la *Revue blanche* un nouvel article, confirmant tout ce que j'avais dit dans le premier

et donnant quelques nouveaux détails. Je racontai très sommairement le cas du malheureux Alfredo Rugiero Rinaldi et du forçat Pujol.

Le premier est un des exemples les plus lamentables de l'infamie de ce qu'en Espagne on veut bien appeler la justice. Bien qu'ignorant le premier mot de politique ou de sociologie, étranger à tout mouvement révolutionnaire, il fut livré aux inquisiteurs, lors des événements précédents, par le préfet des Pyrénées-Orientales, grâce à la coupable complaisance du gouvernement français qui viola, en cette circonstance, les lois les plus sacrées de l'hospitalité, et se fit de la sorte le complice inconscient — mais complice quand même — de ceux qui durent finir par déclarer que Rugiero n'était pas coupable, après lui avoir fait, pendant treize mois, subir les plus horribles tortures.

Quant à Pujol, condamné de droit commun, son cas montre quels sont les instruments des Marzo et des Portas : des forçats ou des gens qui méritent de l'être. Pujol, après avoir accompli sa mission à Montjuich, est de nouveau parmi les détenus de la Prison Nationale. Y est-il encore en qualité d'espion ? Aura-t-il plus tard les 2,500 francs qu'on lui a promis et la rémission des huit ans de prison qui lui restent à faire ? C'est ce que le temps seulement pourra nous apprendre.

Voici, du reste, l'article en question :

« *Aux inquisiteurs d'Espagne.*

» Le gouvernement espagnol, au moyen de la terreur, des mensonges, des calomnies, espère pouvoir cacher les crimes qu'il ne cesse de commettre aussi bien dans la péninsule que dans ses malheureuses colonies. Il se trompe, et l'heure de l'expiation n'est pas lointaine. Il a beau être soutenu par le clergé et par la sinistre « Association des Pères de famille », il suffit que la lumière se fasse pour qu'il s'effondre avec fracas.

» Je ne prétends pas attaquer l'Espagne, mais ceux qui la déshonorent. A propos de mes derniers articles, quelques journaux espagnols ont affirmé, dans la bonne intention que l'on devine, que j'insultais ma patrie. Je trouve au contraire que c'est eux qui l'insultent, puisqu'ils ont l'air de l'identifier avec les misérables que j'ai démasqués. L'Espagne n'est que la victime ; ceux qui régissent ses destins en sont les bourreaux, ceux qui soutiennent ces bourreaux sont leurs complices.

» Je ne prétends pas non plus que les crimes, quels qu'ils soient, demeurent impunis. Mais je proteste contre la spéculation monstrueuse que les inquisiteurs modernes font sur ces crimes, avides de poursuivre aisément tous les éléments vraiment démocratiques et anti-cléricaux. Leurs procédés sont toujours les mêmes : la torture, les exécutions,

les calomnies. Si le malheureux qu'ils veulent perdre demeure à Cuba, c'est un flibustier ; si dans la péninsule, un anarchiste ; si aux Philippines, un franc-maçon. Moi, par exemple, j'ai été gratifié par eux de ces trois qualificatifs. Et notez bien que je suis Cubain, mais point flibustier ; autonomiste, mais point anarchiste ; libre-penseur, mais point franc-maçon, puisque, en dépit de ma sympathie pour la franc-maçonnerie, je n'ai jamais appartenu à aucune loge. Quant aux moyens qu'ils emploient, il faut avouer que ces gens-là ne doutent de rien ; mais on doit reconnaître aussi que leur esprit est bien pauvre et qu'ils ne sont inventifs que pour imaginer de nouvelles tortures. Après la piteuse invention de cette prétendue lettre dont j'ai parlé dans mon article du 15 octobre, voilà qu'ils inventent une autre lettre, d'après laquelle j'aurais conseillé le crime. Inutile d'ajouter que je n'ai point écrit une telle monstruosité. Ce n'est pourtant point à Barcelone que j'irai le prouver ; on y a des moyens trop spéciaux de faire déclarer tout ce qu'on veut, et M. Portas serait vraiment trop heureux de tenir la promesse qu'il a faite de me faire souffrir les tortures que j'ai signalées afin, aurait-il dit, que je me plaigne une autre fois à meilleur escient. Mais hors de l'Espagne il y a des experts qui ne sont pas des Montfort et il ne me coûtera guère, en temps et lieu, de demander raison d'une telle infamie. Vous êtes habitués, messieurs de

l'Inquisition, à faire des faux et cela n'a jamais eu de fâcheuses conséquences pour vous. Vous prétendez maintenant, au moyen de ces faux, surprendre la bonne foi d'un gouvernement étranger, et cela est un peu plus grave quant aux conséquences. Du reste, cela ne vous a conduits à rien. Vous voulez m'empêcher de parler, et je ne fais que commencer. Pour pouvoir parler plus à mon aise, j'ai quitté l'Espagne d'abord, la France ensuite; je quitterai l'Europe, s'il le faut, mais JE PARLERAI. Vous avez la force et le mensonge pour défendre les monstruosités les plus révoltantes. J'ai la raison et la vérité pour défendre vos victimes. C'est le beau rôle que vous me donnez, et je vous remercie. On pourrait rire de vos bourdes; mais le souvenir d'organes broyés, de chairs brûlées, d'ongles arrachés, de lèvres fendues, en ôte l'envie.

» Je n'entre pas dans des détails que tout le monde connaît déjà aujourd'hui et qui ne sont pas à votre honneur.

» Quoique les malheureux innocents n'aient réclamé que la lumière qu'on ne refuse pas même à des coupables; malgré les protestations accompagnées de preuves convaincantes que je suis en train de collectionner pour vous les offrir en bouquet; malgré la sensation produite par les premières révélations de *la Revue blanche*, révélations qui ont trouvé un écho chez tant d'écrivains de cœur et de

talent, Séverine, Paule Minck, Rochefort, Clémenceau, Faure, Malato, Pi Margall et tant d'autres ; malgré les manifestations indignées qui ont lieu un peu partout, notamment en France et en Hollande, vous avez couvert du manteau du silence vos hauts faits. Mais chacun sait aujourd'hui que vous avez ressuscité le règne de l'Inquisition et vous n'avez pas pu vous justifier aux yeux de l'Espagne et du monde civilisé. Vous avez tenu à juger le procès à huis clos : vous ne pouviez pas faire autrement.

» Vos ténébreux procédés, vos mensonges, votre soin de ne laisser publier par la presse que des comptes rendus officiels, n'ont rien empêché. La presse a dû l'avouer : que les principaux inculpés ont déclaré devant le conseil de guerre que leurs aveux avaient été arrachés par des procédés atroces. Mais cela ne vous a pas arrêtés un moment, pas plus que les protestations indignées des défenseurs, pas plus que les provocations que certains de ces derniers lancèrent aux accusateurs, pas plus que le suicide de l'honorable capitaine Moralès qui a mieux aimé se donner la mort que de survivre à de pareilles iniquités.

» Vous avez pris vos victimes au hasard et, faute de mieux, vous avez fabriqué un tissu de mensonges si maladroits, qu'ils prouvent que votre férocité a pour égale votre sottise. J'en sais moi-même quelque chose. D'après les renseignements

fournis par une lettre très documentée adressée à Rochefort par une personne qui est parfaitement au courant de vos projets présents, passés et futurs, c'est moi-même qui, le premier, étais destiné à souffrir les tortures qui devaient me faire dire que j'avais rapporté des bombes de l'étranger. Le correspondant ajoute que l'influence de certains personnages haut placés que je m'abstiens de nommer, mais qu'il nomme fort bien (me prouvant ainsi qu'il est parfaitement renseigné), empêcha que ce plan fût exécuté.

» Pour donner satisfaction à l'épiscopat espagnol, vous m'avez remplacé par Corominas, jugeant qu'un avocat valait bien un ingénieur, mais sachant fort bien qu'il était tout aussi innocent que moi. Or si moi j'ai assisté à plus de cent réunions anti-cléricales et si j'ai attaqué toute ma vie les abus des jésuites, ce dont je suis passablement fier, Corominas, lui, était à la tête de la manifestation dirigée contre l'évêque de Barcelone lorsque celui-ci voulut faire interdire les ouvrages de mon ami le docteur Odon de Buen, professeur d'histoire naturelle à l'Université de Barcelone, décoré par le gouvernement français. La tête de Corominas, qui devait être fusillé, mais que vous n'avez osé condamner qu'à vingt ans de travaux forcés (1),

(1) La Haute-Cour vient de casser cette sentence et d'acquitter Corominas.

devait consoler l'épiscopat de n'avoir pas la mienne : c'était toujours un bon républicain centraliste et un ardent libre-penseur que vous faisiez ainsi disparaître.

» Et maintenant, j'ai des comptes à vous demander à propos du dernier verdict, puisque le gouvernement français, dont vous avez surpris et dont vous continuez à surprendre la bonne foi, ne songe pas à vous en demander. Lors de l'attentat du Liceo, vous demandâtes à la France, et celle-ci vous l'accorda, l'extradition du citoyen Alfredo Rugiero Rinaldi, comme étant l'auteur du crime. Après avoir enduré tous les supplices, après qu'on l'eût jeté deux fois à la mer pour qu'il déclarât des choses qu'il ignorait absolument, il fut acquitté. Je ne le connaissais pas, mais il vint me trouver à mon bureau. Quand je vis cet homme qui n'était plus qu'un cadavre, quand j'entendis le récit de son épouvantable et long calvaire (environ treize mois), quand je pus me rendre compte qu'il ne me disait que la vérité, puisque sur son corps étaient encore visibles les traces des tortures les plus affreuses, je songeai à la responsabilité qu'avait encourue le gouvernement français en livrant de la sorte un innocent au supplice, et surtout à votre infamie, car vous étiez à peu près les mêmes qu'aujourd'hui, les Portas, les Tressols, etc. Bref, je donnai à ce pauvre homme, qui mourait de faim, de l'argent et une lettre pour le député

Lostau. Celui-ci le fit entrer, comme receveur, à la compagnie Catalane des omnibus et, quelque temps après, à celle des tramways à vapeur de Sarria. Or, cet homme est de nouveau à Montjuich; c'était un de mes compagnons de cachot.

» On l'avait arrêté tout simplement, comme beaucoup d'autres, parce qu'il avait déjà été arrêté précédemment. Ce malheureux ne sait pas un mot de politique ni de sociologie, à tel point que le Conseil de guerre, qui condamne à vingt ans de travaux forcés des hommes sur lesquels ne pèse d'autre accusation que leur présence à des réunions publiques, a dû l'acquitter de nouveau (1). Quelle indemnité donnerez-vous à cet homme? Sans aucun doute, la prison ou le bagne à la première occasion. C'est si incroyable qu'on a peine à croire ce que vous osez faire, mais je me chargerai bien de fournir toutes les preuves et de préciser les responsabilités. Il y a en Espagne, même parmi les chefs du parti conservateur, des personnes d'une parfaite honorabilité, qui réprouvent vos actes et déplorent de ne pouvoir les empêcher. Vous savez bien que vous agissez presque toujours à leur insu et vous abusez pour cela des facultés exceptionnelles que vous fournit la suspension des garanties constitutionnelles.

» La disparition du forçat Pujol que vous allâtes

(1) Et la Haute-Cour vient de confirmer cet acquittement.

chercher à la prison pour en faire un espion en lui offrant 2,500 francs et la liberté — C'EST VOUS-MÊME, MONSIEUR PORTAS, QUI ME L'AVEZ DIT — et des services duquel vous étiez si mécontent parce qu'il s'indigna de voir torturer des êtres qu'il savait innocents; cette disparition, dis-je, nous en parlerons un autre jour. Nous avons tout le temps et vous ne perdrez rien pour attendre. Je vous l'ai dit, je ne fais que commencer.

» Portsmouth, 25 janvier 1897. »

La publication de ce livre est donc la suite, mais non la fin sans doute, de l'article ci-dessus.

CHAPITRE II

Dans les cachots.

CHAPITRE II

Dans les cachots.

Je m'abstiendrai, autant que possible, de parler de mes souffrances personnelles, plutôt morales que physiques. Elles sont petites, comparées à celles endurées par bien d'autres victimes, sans doute aussi innocentes que moi. Du reste, elles n'ont qu'une importance secondaire. Ce qu'il convient surtout de préciser, c'est une suite de faits qui jettent une étrange lumière sur ce ténébreux procès et sur les moyens employés par les bourreaux pour essayer de donner à leurs horribles méfaits une apparence de légalité.

Dans le premier cachot que je visitai, celui de la caserne d'Atarazanas, les prisonniers ne restent jamais longtemps; fort heureusement, car c'est le plus sale, le plus malsain et le plus dégoûtant de tous. Et dire qu'on ne permet seulement pas d'avoir un morceau de papier pour s'y asseoir sans

toucher terre ! Il faut absolument se vautrer dans la saleté et passer la nuit sur la dure pierre en compagnie des punaises, rats et autres habitants incommodes qui se chargent de ne vous point laisser dormir. C'est là que j'eus la première entrevue avec le lieutenant Portas qui vint accompagné de son secrétaire, un jeune homme nommé Camps, qui avait été mon élève au collège Ibérique. Le pauvre garçon pâlit en me voyant et deux larmes jaillirent de ses yeux, mais il ne dit mot et se contenta d'écrire ce que Portas lui dictait. Mon interrogatoire fut de courte durée, après quoi le lieutenant me fit écrire et signer quelques phrases, et me laissa tranquille.

C'est à Atarazanas que je fis la connaissance d'un ouvrier tisserand, Bautista Cervera, qui est actuellement à la Prison Nationale, après avoir été à Montjuich avec moi. Cet honnête ouvrier, excellent père de famille, voyant qu'on arrêtait tous les membres du syndicat dont il faisait partie et craignant de ne pouvoir, si on l'arrêtait, subvenir aux besoins de sa femme et de ses enfants, était allé trouver son patron, M. Cabot, un riche et très honorable fabricant chez lequel il travaillait depuis longtemps. Il lui exposa ses craintes et M. Cabot, connaissant l'honnêteté à toute épreuve de son ancien ouvrier, lui permit de manger et de coucher à la fabrique afin que la police ne pût l'arrêter dans son domicile. Mais, un jour, on sut l'affaire et

on arrêta, non seulement l'ouvrier, mais aussi son patron qui est un républicain et un libre-penseur convaincu. On fut enchanté de saisir cette occasion pour lui faire goûter les douceurs des prisons espagnoles. Ajoutons que M. Cabot, après avoir enduré de grandes souffrances, après avoir été conduit d'Atarazanas à la Prison et de la Prison à la caserne des Docks, obtint la liberté un mois plus tard, grâce à l'énergique et incessante réclamation de l'Association des fabricants de la Catalogne, sans quoi il en serait encore à méditer sur les inconvénients d'avoir des sentiments libéraux et généreux dans un pays dominé par les Jésuites et par M. Canovas.

Ligotté comme un criminel et entouré de gendarmes, je fus conduit le lendemain à la Prison Nationale, où les parricides même peuvent, en payant, choisir une cellule séparée, soit de première, soit de deuxième, soit de troisième classe. Mais les libre-penseurs doivent être plus coupables que les parricides, car il ne nous fut permis, à aucun prix, d'aller ailleurs que dans les cachots communs. On m'enferma donc dans un local grand et malsain où il y avait trois fois plus de monde que ne le permettent les règles les plus rudimentaires de l'hygiène. Si j'ajoute que nous étions tous au secret le plus rigoureux, on comprendra aisément qu'il y avait là tout ce qu'il fallait pour y perdre la santé et à la longue, la vie.

Parmi mes compagnons de cachot, je n'en vis pas un seul qui ne me parût propre, relativement instruit et parfaitement honorable. La plupart étaient des ouvriers, mais c'était vraiment l'élite de la classe ouvrière qu'on avait enfermée là, des gens intelligents, courageux, propagandistes de l'émancipation sociale et de la libre-pensée, anarchistes les uns, socialistes les autres, simplement républicains ou libéraux la plupart, mais tous anti-cléricaux à l'exception de Ramon Archs, ancien sergent de l'armée de Don Carlos, carliste et clérical convaincu, mais qui avait le malheur d'être le frère d'un des fusillés en 1894, lors de l'affaire du Liceo. Du reste, ce Ramon Archs est encore en prison et il y restera sans doute longtemps.

Un autre de mes compagnons de cachot était aveugle. Joseph Margarit, c'était son nom, tenait un kiosque à Gracia et gagnait sa vie en vendant des journaux. Mais voilà! les journaux qu'il vendait n'étaient pas précisément catholiques. On ne pouvait pourtant pas supposer que ce pauvre aveugle fût un fabricant ni un lanceur de bombes!

Citons encore : Monseny, écrivain très distingué et professeur de l'école laïque de Reus qu'on fit venir à pied de cette ville; Mateu, un épicier de Gracia qui avait eu le malheur de fonder un cercle anti-clérical; Huffel, un Allemand, à propos duquel Bebel vient d'interpeller le gouvernement impérial; Bonfiglio, un chirurgien italien, fort

étonné de se trouver parmi nous; Claramunt, un Cubain, rédacteur du journal républicain *El Diluvio*. Tous les autres — je n'ai point oublié leurs noms, je ne les oublierai jamais — sont d'excellents ouvriers, pères de famille pour la plupart.

A la Prison, je fus interrogé trois fois par le juge militaire, M. Henri Marzo. Au cours du troisième interrogatoire, le juge me demanda si je savais où se trouvait un Italien dont il me dit le nom. Et il me nomma précisément la personne qui, d'après l'interview de la *Libre Parole* que le lecteur pourra lire plus loin, serait précisément le seul auteur de l'attentat et ne se trouve point parmi les prisonniers de Barcelone. Je lui répondis évidemment que j'ignorais son domicile, ce qui était du reste absolument vrai. Mais il lui fallait des victimes. L'opinion publique s'était émue de ces détentions continuelles, surtout en voyant que les semaines s'écoulaient et que les coupables n'apparaissaient point. On commençait à comprendre qu'on faisait la guerre à des idées, non à des criminels. Il fallait absolument donner le change à l'opinion.

— Que savez-vous de Borras? me dit alors le juge.

— Je sais, lui répondis-je, qu'il s'empoisonna à Montjuich lors des derniers événements, afin d'échapper aux souffrances qu'on lui faisait endurer.

— Vous savez qu'il était terroriste?

— Oui, dis-je simplement.

Je ne pouvais pas le nier, Borras ayant été le directeur et fondateur d'un journal, *Tierra y Libertad*, qui défendait la propagande par le fait. Au surplus, l'homme étant mort, je ne lui faisais aucun mal en disant simplement la vérité.

Marzo et Portas échangèrent quelques paroles à voix basse et l'on me fit rentrer dans mon cachot. J'ai compris, dans la suite, que ma réponse avait été pour eux un trait de lumière. J'étais, il est vrai, la première victime qu'ils avaient choisie, le premier détenu destiné à souffrir la torture et à être fusillé, comme on le verra par la suite. Mais il fallait me donner des complices : c'est dans l'entourage de Borras qu'on les chercherait. Les idées exaltées du défunt donneraient une certaine couleur de vérité à la comédie infâme qu'ils préparaient.

Après la mort de Borras, sa veuve était devenue la maîtresse d'un jeune Français nommé *Thomas Ascheri;* sa fille aînée était devenue la compagne d'un jeune homme nommé *Louis Mas* et la cadette, âgée de 16 ans, s'était unie à *Juan-Bautista Ollé*, presque un enfant. Parmi les anciens amis de Borras, se trouvaient *José Molas* et *Francisco Gana,* ce dernier républicain, mais élément très actif dans le mouvement syndical. Retenons ces noms, ils vont revenir tantôt sous ma plume.

Le 6 août 1896, à quatre heures du matin, la

plupart de mes compagnons de cachot et moi, enchaînés et ligottés, fûmes conduits à la forteresse de Montjuich, située sur la cime d'une montagne. Quelle ascension ! quel calvaire! Mais passons...

Distribués dans plusieurs cachots, plus de trois cents personnes étaient là depuis deux mois. Plusieurs d'entre elles furent enfermées avec les nouveaux venus dans le cachot n° 1 du département du Pont, dont on me fit l'*honneur* de me nommer *contremaître*. Les soldats préposés à notre garde étaient commandés par un lieutenant d'artillerie, Robustiano Garrido, un charmant garçon dont j'avais été le professeur de mathématiques.

— Vous! vous ici! ne put-il s'empêcher de dire.

— Vous voyez bien, lui répondis-je simplement.

Il me serra affectueusement la main devant ses chefs, malgré les conséquences que cette action pouvait avoir pour lui. Je la bénirai toujours, cette main jeune, brave et honnête, qui tremblait dans la mienne, non de crainte assurément, mais d'indignation et de douleur.

Le même jour, à neuf heures, on appelait José Molas et, depuis lors, je n'ai plus revu ce pauvre garçon. Qu'était-il devenu? Lui-même va nous l'apprendre.

Lettre de Molas.

« Voici le récit de mes tortures :

» Le 6 août, à neuf heures quarante-cinq du matin, le garde Mayans me mit les menottes et me dit qu'il fallait marcher au pas accéléré. Le 7, à quatre heures du soir, je ne pouvais plus faire un pas.

» Alors, le garde Parrillas entra dans le cachot, tenant un fouet par le bout, et m'administra plus de vingt coups avec le manche par tout le corps. A neuf heures du soir, Carreras entra à son tour et recommença la bastonnade en augmentant la dose. Je tentai de me tuer en me précipitant tête première sur la pierre aiguë de la fenêtre et je restai étendu sur le sol, baignant dans une mare de sang, et criant : « Assassins! Assassins! » Alors vint le lieutenant Portas, flanqué de huit gardes. Cet officier me demanda ce que ces cris signifiaient ; je le lui dis et, de mes deux mains jointes et formant un volume plus gros que la tête, à cause de la non-circulation du sang, je lui donnai un coup de poing. Alors les bourreaux me lièrent les coudes et m'assénèrent plus de cent coups de bâton sans regarder où ils frappaient.

» Lorsque je fus étendu à terre, Mayans me bâillonna avec la « mordaza », me donnant des coups de poing sur le visage afin d'ouvrir ma

bouche, qu'il écarta brutalement de chaque côté, puis il me frappa la tête contre le mur jusqu'à ce que des flots de sang m'envahissent. Ils voulurent me faire marcher; comme je ne pouvais pas, Parrillas me donna des coups de bâton; puis ils me lavèrent la figure. Le caporal Botas, voyant que je buvais mon sang et l'eau, me donna deux coups de poing dans les... (*parties génitales, sans doute*).

» Le 8 août, bastonnade encore; le 9, Mayans me mit la « mordaza » à six heures, et me la laissa jusqu'à minuit.

» Le 13, Parrillas m'administra une telle bastonnade que je tombai comme mort.

» Le 14, ils ne me battirent pas et, le 15, Mayans avec Estorqui sans gourdin me menèrent devant le lieutenant. Ce dernier me dit : « Si tu veux que cessent tes souffrances et si tu veux manger, tu vas signer cette déclaration. » Alors il rédigea l'écrit. Voyant que ce qu'il écrivait n'était pas conforme à la vérité, je protestai, mais je signai à la condition que lorsque le juge serait présent...

» Le juge me demanda si j'avais quelque chose à ajouter. Je lui répondis que tout ce que j'avais signé était faux. Portas alors, une fois de plus, ordonna de me torturer. Je puis affirmer que j'ai subi la torture du feu. J'ai passé de la sorte neuf jours et neuf nuits sans prendre aucune nourriture, sans boire, toujours marchant et sans dormir — tout ensanglanté, avec dix blessures à la tête et

le corps noir de coups. Ce récit est très court, forcément, car il me faudrait bien du papier pour le détailler comme il le mérite. Pour ce qui est des souffrances morales, je puis dire que jamais durant ma vie je n'ai souffert autant : les épithètes les plus douces étaient celles de « granuja », d'assassin, etc. Les gardes qui m'ont assassiné avec le plus de sauvagerie sont : Mayans, qui peut avoir quelque quarante-cinq ans ; il est décoré ainsi qu'Estorqui, ce qui leur rapporte 20 réales (1) par mois, pour les martyres qu'ils exécutèrent lors de l'affaire du Licéo. Les deux autres sont Parrillas et Carreras — celui-ci est de la police spéciale — âgés de vingt-neuf ans, plus ou moins.

» Moi la victime,

» José Molas. »

Parmi mes nouveaux compagnons de cachot, se trouvaient trois torturés de 1893 : Fruitos et Rugiero qui semblaient des cadavres, malgré le temps écoulé ; et Talarn, si malade qu'on dut, sur ma demande, l'emmener mourant quelques jours plus tard. J'appris alors tout ce qu'on savait faire dans les cachots spéciaux de Montjuich ; je sus également que la veuve et les filles de Borras étaient emprisonnées et que, trois jours auparavant, la

(1) 5 francs.

gendarmerie s'était emparée d'Aschéri, de Juan Ollé et de Gana.

Que le lecteur me dispense, malgré sa curiosité bien naturelle, de lui parler de mes compagnons de Montjuich; de lui donner des détails sur nos moyens de rendre moins horrible notre situation et de pouvoir parfois communiquer entre nous et avec l'extérieur, moyens qui me permirent de déjouer quelques plans des bourreaux et grâce auxquels je pus éviter la torture. La plupart des victimes sont encore emprisonnées et toute indiscrétion peut leur être funeste. Je ne produis dans ce livre que les documents — trop éloquents, hélas ! — dont les auteurs ont autorisé la reproduction.

Un jour que je sortis du cachot, escorté par des soldats, pour aller répondre à quelques questions que M. Marzo devait me poser, je vis, derrière une grille, un homme et un enfant, grinçant des dents et qui ne ressemblaient plus à des êtres humains : c'étaient Gana et Ollé. Que s'était-il passé ? Je n'ai besoin de rien raconter pour mon compte. Les récits des victimes, dans leur horrible simplicité, sont plus éloquents que tous les commentaires. Elles-mêmes vont nous révéler leurs souffrances et livrer au mépris de la postérité le nom de leurs ignobles bourreaux.

Lettre de Francisco Gana.

« Le 4 août, jour de San Domingo de Gusman, fondateur de l'Inquisition en Europe, à huit heures du soir, me trouvant dans le cachot n° 13 de la place d'Armes avec dix-sept autres détenus de toutes sortes, un officier et quatre soldats du régiment Alphonse XIII ouvrirent la porte et appelèrent Tomas Aschéri, Juan Ollé et Francisco Gana. On nous conduisit à l'autre bout de la place; une porte s'ouvrit comme par enchantement: l'officier et les soldats, se retirant, nous laissèrent entre les mains de l'excellente garde civile (gendarmerie).

» Au milieu d'un escalier grand et large faisant face à la mer, il y avait un corridor et cinq cachots : dans le cachot n° 1, ils mirent Juan Ollé, moi dans le n° 2 et Aschéri dans le n° 3. Dans le cachot n° 4 se trouvaient six gendarmes et deux caporaux, et dans le n° 5 se tenait le lieutenant Portas.

» Arrivé là, ils me lièrent fortement les mains avec des « manillas » (menottes), allumèrent une lampe et me laissèrent. « Ta mission, *granuja* (1),
» est de marcher vite et correctement d'un bout à
» l'autre du cachot », me dirent-ils; puis ils se

(1) Coquin.

retirèrent et me surveillèrent par l'ouverture de la porte.

» Au bout de vingt-quatre heures je ressentis des douleurs intolérables dans les bras et dans les mains. Je les priai de me délacer un peu : ils me donnèrent des coups de fouet. Je leur demandai de l'eau : ils me donnèrent de la morue sèche. Comme je leur demandais encore à boire, ils me répondirent en me donnant des coups de fouet par tout le corps et me dirent que si je déclarais qui avait lancé la bombe, j'aurais du pain, du vin et qu'ils me laisseraient dormir. Je leur répondis que je n'étais pas, et n'avais jamais été anarchiste, parce que j'avais ces procédés en horreur, et que j'étais républicain. Ils me répondirent que je leur dirais bien la vérité, car ceci n'était que la première partie de la torture.

» J'ai passé de la sorte, sans dormir ni manger ni boire et toujours marchant, quatre jours et quatre nuits ! La dernière nuit, les murs me semblaient choses de rêve, je croyais voir à la porte des hommes armés et les pierres me semblaient des morts. Je délirais.

» Dans la matinée du 9, les bourreaux entrèrent et me demandèrent si je voulais leur dire le nom de celui qui avait jeté la bombe. Je leur dis que je ne savais de quoi ils parlaient. L'un d'eux, alors, me lia les organes génitaux et me les tordit. Ce faisant, il me dit que ceci était la seconde partie.

Je tombai sans connaissance, et quand je revins à moi, je ne pus faire un pas, tant les ongles des pieds me faisaient mal. Je ne sais ce qu'ils ont fait de moi. Quelle nuit horrible! que de cris pitoyables j'entendais, venant des autres cachots! Ce sont là des tourments auxquels on ne peut résister. Si ce n'eût été le nom sans tache de mes parents, je me serais déclaré l'auteur d'un crime aussi horrible que celui de la rue de Cambios, pour ne-plus souffrir.

» J'ai tenté de me suicider avec une pointe de Paris, très longue, que je plantai par la tête dans le sol et sur laquelle j'essayai de me percer la poitrine et le cœur; mais ils me virent et me retirèrent.

» Portas alors me dit: « — Tu vois, Gana, on m'avait dit que tu étais l'un des principaux auteurs; mais aujourd'hui je suis renseigné, je sais que c'était une fausse déclaration. Je sais que tu n'es pas anarchiste, mais seulement républicain, etc.; tout ceci est une plaisanterie... » Ils me retirèrent les menottes et me donnèrent de l'eau, puis du bouillon et me laissèrent dormir. Je me jetai sur l'unique lit que j'avais, le sol, encore humide de mon sang. Je ne pouvais dormir, tant étaient horribles les cris que j'entendais. C'étaient les autres que l'on torturait comme moi. Peu après j'entendis des coups, puis plus rien autre que les cris rauques des bâillonnés.

» Le 9 août, dans la soirée, ils me montèrent dans un autre cachot, bien aménagé celui-là, en me disant qu'il fallait me taire sur ce qui s'était passé.

» Les mouches s'emparèrent de mes mains et de mes bras où j'avais des plaies depuis huit jours et me firent beaucoup souffrir. J'ai les mains et les bras marqués pour toute ma vie. Le 24 août, j'eus le bras droit paralysé, je ne pouvais me dévêtir : ceci me dura cinq jours, mais disparut peu à peu.

» Le 20 novembre, l'ongle du pouce de mon pied droit tomba, puis celui du gauche — je veux les garder comme souvenir de la barbarie des temps modernes.

» Je ne suis pas impliqué dans le procès. J'ignore qui est le juge, je ne l'ai jamais vu et ne tiens pas à le voir; mais ici je suis privé de toute communication depuis le 9 août.

» FRANCISCO GANA. »

Voici maintenant le récit de l'enfant :

Lettre de Juan B. Ollé.

« Récit de mon martyre à Montjuich,

» Amis, salut !

» Le 4 août 1896, vers 8 heures du soir, nous fûmes appelés, Aschéri, Gana et moi. Les bour-

reaux bien connus, Portas et ses sbires avilis, s'emparèrent de nous. Ils me firent entrer dans le cachot n° 1 et me mirent immédiatement les menottes. Surveillé de près par des gendarmes armés de fouets, je fus obligé de me promener : au bout de deux heures j'étais fatigué et, à partir de ce moment, le travail ne manqua pas aux bourreaux. Quand je marchais, c'étaient Gana ou Aschéri qui s'arrêtaient. Quoique nous fussions séparés, chacun entendait distinctement les cris d'angoisse que poussaient les deux autres. Je restai dans cette situation pendant trente-sept heures, sans boire, et n'ayant à manger que de la morue sèche. Après quoi, deux bourreaux entrèrent dans le cachot et l'un d'eux me demanda si je voulais « déclarer ». Je lui répondis que « l'on ne peut rien tirer de là » où il n'y a rien », et alors il me fit descendre au souterrain (endroit où l'on brûle les chairs avec des fers incandescents). Lorsque j'y fus, ils répétèrent leur question et ajoutèrent que, si je ne répondais pas, ils feraient de mon corps un cadavre. Ils prétendaient que j'avais déposé, avec une autre personne, des bombes qu'ils avaient trouvées rue Fivaller : parce que je ne répondis pas affirmativement à de pareils propos, ils me flagellèrent cruellement, en ajoutant que cela n'était encore rien, qu'ils ne faisaient que commencer, et que la deuxième partie aurait lieu là-bas, et ils me montrèrent le *Zéro*. Après cette première épreuve, à la

suite de laquelle mon corps était couvert de blessures, ils me firent monter au cachot. Là, je commençai à vomir du sang. Quinze jours après, j'en crachais encore, et je conservais la marque d'un grand nombre de blessures sur toutes les parties de mon corps. Je vous dirai seulement que je perdis connaissance alors, mais plus tard je perdis toutes mes forces. Ils m'ont, en effet, changé en un cadavre. Une heure après, bien que je fusse couvert de sang, ils me conduisirent devant l'inquisiteur qui me dit : « Tu ne veux donc rien déclarer ? » Et il me fit des questions sur plusieurs personnes dont quelques-unes seulement m'étaient tant soit peu connues. Il me renvoya, et l'un des bourreaux s'écria : « Tu le diras bien ! » Alors, ils me délièrent et me donnèrent deux doigts d'eau et un bouillon. Je regardai ma montre pour voir l'heure. Mais elle était dans le même état que mon corps... complètement brisée !

» Le soir, Portas entra de nouveau dans mon cachot et me dit : « Quels sont les terroristes ? »
» — Je n'en sais rien, répondis-je. — Mais si, dit-il,
» tu es ami de Louis Mas et tu dois le savoir. Je te
» donne dix minutes de temps, après quoi, la danse
» va recommencer. »

» Après ce laps de temps, je dus me lever et recommencer à me promener. Les pieds me faisaient tellement souffrir, que je dus me déchausser. Voyant que je m'arrêtais et que je disais que je

n'en pouvais plus, un de mes gardiens au cœur... d'or, entra et me donna des coups de bâton au visage et sur le reste du corps. Je perdis connaissance. Quand je me relevai, il me dit : « Si tu ne » peux pas faire autrement, marche en t'appuyant » contre le mur. » C'est ce que je fis.

» J'avais une soif ardente, et ma faiblesse me faisait voir des visions, aussi je tombais à la renverse à tous moments et je donnais de la tête contre les murs. Ce supplice ne dura que jusqu'au lendemain matin, car je tombai alors brisé par la fatigue. Ils me relevèrent, mais je tombai de nouveau. Voyant que je ne pouvais plus marcher, ils me donnèrent des coups de pied et me maltraitèrent d'une façon horrible, après quoi ils partirent satisfaits comme s'ils avaient accompli un devoir sacré.

» Une heure après, on me donna quelque nourriture, et je demandai de l'eau. Il me fut répondu que j'en aurais après avoir mangé, mais je l'attendis en vain. « Si tu veux de l'eau, dirent-ils, il » faut que tu nommes ceux que tu connais là-haut, » et que tu racontes tout ce que tu sais. — « Ceux » qui sont là-haut, je ne les connais que pour avoir » été enfermé avec eux ; quant au reste, je ne sais » pas de quoi vous me parlez. — « Tu le diras bien, » va ! »

» Vers midi, on me ligotta d'une manière féroce. Entre le fouet et les menottes, je souffris jusqu'à dix heures du soir ; je m'évanouis alors et je me

souviens seulement que j'eus un horrible cauchemar. Le lendemain matin, on m'obligea à me relever. A midi, on ôta mes menottes, on me donna de l'eau et de la nourriture. Le soir, je pus encore manger et boire et on me permit de me reposer. Avant le second repas, on m'avait fait changer de cachot ; Portas m'avait dit qu'il fallait en finir, que je devais lui dire où était Louis Mas. Je lui répondis qu'on aurait beau me tuer, je ne pouvais pas dire ce que je ne savais pas. Mais ses paroles m'avaient tellement effrayé, que je fis mille folies. Je mangeai du chlorure, du sable, des morceaux de chaux que j'arrachai du mur, de l'eau destinée aux latrines (dissolution de sulfate de fer) ; je bus l'huile de la lampe, mais je ne parvins pas, avec tant de saletés, à me tuer. Comme je l'ai déjà dit, on me permit de manger et de dormir. Malgré tout, je ne pus fermer les yeux à cause des cris horribles que j'entendais. C'était la nuit du 8 août. Le lendemain on me donna trois fois de la nourriture et toute l'eau que je désirai ; mais je ne touchai pas aux aliments, j'étais résolu à ne point manger tant que je serais entre leurs mains. Le soir, Portas entra et me dit « qu'il avait cru une » chose, mais qu'il voyait qu'il s'était trompé ; que » lorsque je serais en liberté, je ne devrais rien dire ».

» Je suis accusé comme les autres. Sans commentaires.

» JUAN-BAUTISTA OLLÉ Y SOLÉ. »

En effet, tout commentaire serait pâle après une telle lecture.

Dans le chapitre réservé aux documents, le lecteur trouvera le récit des tortures infligées aux autres prisonniers, tortures auxquelles on ne peut songer sans frémir. Aussi, lorsque je pus sortir de mon cachot; quand je descendis, la tête en feu et le cœur meurtri, la montagne qui soutient cette nouvelle Bastille, honte de l'Espagne, je songeai avec amertume aux malheureux que je laissais derrière moi et me promis bien de dévoiler un jour les iniquités dont ils étaient les victimes. Et j'ai tenu ma promesse.

Qu'il me soit permis d'exprimer en quelques lignes ma reconnaissance infinie envers les personnes aimées qui ne m'ont point abandonné un moment et ne se sont donné un instant de repos tant qu'elles n'ont réussi à prouver mon innocence à des tyrans qui ne voulaient pas qu'on la leur prouvât, précisément parce qu'ils en étaient parfaitement convaincus ! Je sais bien que l'apparition de ce livre causera à quelques-uns de mes amis et à mes parents une profonde tristesse. Je sais aussi à quoi je m'expose en bravant le courroux de gens qui m'ont offert la paix et auxquels je préfère déclarer la guerre, quitte à briser ma vie et à amonceler des tempêtes effroyables sur ma tête. Je n'ignore pas non plus que j'irrite des ennemis puissants qu'aucun moyen, qu'aucune infamie n'est

capable d'arrêter. N'importe ; fort de mon droit et de mon honnêteté, je ne crains ni leurs manœuvres ni leurs menaces. Au surplus, quoi qu'il advienne j'aurai fait mon devoir. Cela me suffit.

CHAPITRE III

Le conseil de guerre.

CHAPITRE III

Le conseil de guerre.

Quoique ce conseil ait tenu ses séances à huis clos, quoique la presse ne reçût que les communications *officielles* que dictait aux journalistes le lieutenant Portas, le chef des bourreaux, nous avons pu connaître quelques détails de la mémorable séance du 15 décembre, la seule vraiment importante, dans laquelle, malgré que toutes les portes fussent fermées et prêts les instruments de supplice, les accusés ont fait crânement leur devoir. C'était un échange continu d'apostrophes et de défis entre les défenseurs et les juges. A un moment donné, on put croire que ces derniers perdraient la bataille et seraient forcés de reculer devant l'accablante réalité des faits.

Malheureusement, les défenseurs n'avaient qu'une force illusoire, puisqu'on leur avait limité d'avance tous les moyens d'action et que leur

ministère se bornait à défendre les accusés, *mais sans avoir le droit de mettre en doute la légalité des moyens employés par le juge instructeur.*

Or, c'est là précisément le point culminant de l'affaire, celui qui réduit à néant les accusations qui pèsent sur toutes les victimes de ce monstrueux procès.

Dans cette séance du 15 décembre, Noguès affirme que tout ce qu'il a antérieurement déclaré, aussi bien contre lui que contre tous les autres compagnons, est absolument faux et que tous ses aveux lui ont été arrachés par les tortures.

Callis, Molas et Sunyer ont aussi déclaré qu'on les a soumis à divers supplices, afin de leur faire accuser d'autres prisonniers et de leur arracher des aveux contre eux-mêmes.

Tous les défenseurs sont dans la salle d'audience. La lecture des documents présentés par ceux-ci prend fin vers une heure et quart de l'après-midi.

A deux heures, la séance est suspendue. A trois heures, on introduit tous les accusés; mais on les fait sortir sans que la séance soit reprise. Les accusés restent dehors.

Alors, on fait entrer Ascheri.

Il reconnaît avoir avoué qu'il était l'auteur de l'attentat, mais il ajoute qu'il n'a fait cette déclaration qu'*obligé par une force majeure.*

C'est le tour de Callis. A peine a-t-il prononcé quelques paroles qu'un grand mouvement se pro-

duit dans le tribunal. Ce que voyant, le juge instructeur Enrique Marzo ouvre la porte en la frappant avec son pied et pousse Callis hors la salle. Immédiatement, les bourreaux l'appréhendent et l'emmènent dans un appartement supérieur, d'où, quelques moments après, on entend sortir de grands cris.

Le juge s'empresse de faire introduire un autre accusé dans la salle d'audience, afin que le conseil ne fasse pas attention à ce qui vient de se passer. Plusieurs défenseurs sont restés debout et l'émotion qu'a soulevée l'attitude de Callis dure longtemps encore.

On fait alors entrer l'avocat Pierre Corominas. Celui-ci commence par attirer l'attention du tribunal sur certains points qui, dans le procès, sont obscurs. Il dit, notamment, qu'au cours de sa confrontation avec Noguès, lequel l'accusait d'avoir assisté aux réunions secrètes, il lui demanda de nommer les autres assistants; que Noguès désigna Aschéri, Mas et quelques autres, et que ceux-ci l'ont formellement nié.

Corominas fait observer qu'ayant été confronté avec Aschéri, celui-ci a déclaré n'avoir jamais vu Corominas aux réunions secrètes. Ceci, ajoute l'accusé, est constaté dans la procédure, mais le juge l'a supprimé dans son résumé. Mas a fait la même affirmation, et celle-ci n'a pas été constatée davantage dans le dit résumé.

Corominas ajoute qu'il demanda d'être confronté avec le président et le concierge du *Cercle des Charretiers*, afin qu'il leur fût demandé s'ils l'avaient aperçu au Cercle dans d'autres circonstances qu'à l'occasion des conférences. Or, on lui refusa ces confrontations, rendant ainsi impossible une preuve sollicitée conformément aux règles de la procédure.

Avec l'accusé Molas, le scandale est porté à son comble.

A peine introduit à l'audience, Molas affirme qu'on l'a martyrisé pour l'obliger à déclarer des faussetés. Le président veut lui retirer la parole. Mais Molas s'exprime en termes si énergiques, qu'un membre du tribunal se lève et, se dirigeant vers le président, s'écrie : « Monsieur le président, il faut laisser parler cet accusé, car il a le droit de le faire ! »

Sur tous les bancs des défenseurs, un murmure d'approbation accueille ces paroles qui couvrent Marzo de confusion.

Molas alors raconte tout *son calvaire*. Dans la salle règne un silence sépulcral. Le récit de Molas, empreint d'un indéniable accent de sincérité, produit une profonde émotion. Marzo est terrifié. On avait menacé Molas de le soumettre à la torture, s'il parlait devant les tribunaux des cruautés qu'il a souffertes.

C'était placer cet accusé entre une condamnation à mort ou le martyre.

Quand Molas, conduit par son bourreau, quitte la salle d'audience pour regagner son cachot, il est serein et tranquille et semble envisager sans crainte le martyre dont on l'a menacé.

Après Molas, on fait entrer un des accusés non torturés.

Quand Noguès descend de son cachot pour comparaître, il pleure, car on l'a martyrisé avant. Voici ce que déclare Noguès; après avoir été plusieurs fois soumis à la torture, la souffrance lui fit avouer être l'auteur de l'attentat. Mais les tortionnaires lui dirent que ce n'était pas là ce qu'il devait déclarer, qu'il fallait avouer autre chose et accuser ses compagnons. Il dit au Tribunal qu'après quatre mois de prison, il porte encore aux fesses les traces des brûlures qu'on lui a infligées. Il ajoute qu'il a passé huit jours sans manger ni dormir; qu'on lui a arraché les ongles; qu'il a reçu d'innombrables coups de baguette; qu'on lui a appliqué le bâillon et comprimé les testicules avec une corde de guitare.

Quand Noguès sort de la salle, son visage est contracté par la souffrance, ses yeux sortent de l'orbite; mais son allure fière et son air hautain semblent dire: « Vous pouvez me torturer, vous pouvez me priver de nourriture et de sommeil, je suis maintenant satisfait! »

Mas succède à Noguès.

Mas est devenu fou. Il n'a pu résister aux souf-

frances, et les tortures lui ont fait perdre la raison. Aux paroles qu'on lui adresse, il ne comprend absolument rien; il a le corps couvert de telles infirmités, il est si atrocement mutilé, qu'on a dû lui enlever les menottes, dans la crainte de lui briser les poignets. Pendant sa comparution, le médecin du régiment l'a examiné.

Enfin on entend Sunyer qui fait également le récit des tourments qu'il a dû subir. Il le fait en présence de Portas. Ses déclarations font sur l'assistance une impression d'horreur telle que plusieurs gendarmes quittent la salle en clamant : « Assassins! Assassins !!...

Un jeune défenseur, en proie à l'émotion que lui communique le poignant récit de l'accusé, ne peut en entendre davantage et s'éloigne. Quelques défenseurs font entendre de véhémentes protestations et le bruit court que celui d'Aschéri a provoqué le lieutenant des gendarmes Portas.

Les gendarmes qui n'ont pas fait fonction de bourreaux criaient qu'on a « déshonoré » leur profession et, dans leur colère, ils détachaient les menottes aux prisonniers qu'on leur avait confiés.

Ceci se passait dans une salle contiguë à celle du conseil de guerre où étaient groupés, sur deux rangs, les accusés non torturés. Quand ceux-ci eurent été détachés, ils entourèrent les gendarmes qui leur racontèrent avec force imprécations ce qui venait de se passer devant le tribunal.

L'émotion ressentie par les accusés fut telle, qu'un moment on craignit de les voir s'élancer contre le conseil de guerre.

Sur le champ, ils rédigèrent une *Adresse* au président du conseil, réclamant que leurs camarades torturés soient sortis de leur isolement et tirés des griffes de leurs bourreaux.

Dans cette *Adresse*, qui fut rejetée, ils réclamaient aussi une enquête immédiate, disant qu'ils étaient prêts à faire connaître tout ce que les torturés sont parvenus à leur raconter, en profitant du défaut de surveillance momentané de leurs bourreaux, pendant les suspensions de séance.

Les malheureux ont eu là un moment d'espoir, — vite déçu, hélas !

Le conseil de guerre est resté le conseil de guerre !

***

Dans leur défilé devant ce conseil de sang, plusieurs prisonniers affirmèrent avoir vu, dans leurs confrontations avec leurs accusateurs forcés, les poignets ensanglantés de ceux-ci.

Le compagnon Casanovas a raconté, outre les tortures connues et souffertes dans les cachots d'en bas, que les bourreaux s'amusaient à gifler, au passage, les détenus qu'on faisait circuler dans les corridors.

Ollé dit qu'on l'a torturé comme tant d'autres, pour l'amener à se déclarer complice.

Un autre a donné lecture d'un billet écrit par les torturés isolés.

Une scène dramatique a été celle où le citoyen français Thioulouze, fouetté parce qu'il ne savait pas l'espagnol et pour avoir demandé un interprète, s'est trouvé en face du juge d'instruction Marzo. Le montrant du doigt il s'écria : « C'est lui qui m'a fait fouetter ! »

Mais tous — tous sans exception, — ont affirmé leur innocence ! Tous ont déclaré ne pas garder rancune à leurs accusateurs, car ils savent que les aveux tombés de leurs lèvres ont été arrachés par la violence.

L'accusateur demandait la peine de mort pour vingt-huit inculpés et le bagne à perpétuité pour cinquante-neuf.

Le verdict rendu par le conseil de guerre portait huit condamnations à mort, quarante condamnations à vingt ans de travaux forcés et vingt-sept condamnations à huit ans de réclusion.

Les condamnés à mort sont : Thomas Aschéri, Antonio Noguès, José Molas, Jaime Vilella, José Vilas, José Pons-Vilaplana, Luis Mas et Sébastian Sunyer.

Les condamnés aux travaux forcés : Francisco Callis, Juan Alsina, Antonio Ceperuelo, Jacinto Melich, Epifanio Caus, Juan-Bautista Ollé, Juan

Casanova-Villapreda, Juan Sala-Cortacans, Cristobal Soler, Mateo Ripoll-Boldéo, José Mesa Valderrama, Pedro Corominas, Baldomero Oller, Rafael Cusido, Juan Torrens-Ros, *Jean Catala-Parrau*, Ramon Pitxot, Francisco Llis, Antonio Costa-Pons, Jaime Condaminas, Tomas Codina, Andrès Villarubias, Marcelino Vila, José Guillermot, Pédro Botifoll, Manuel Enrique-Joaquim, Narciso Piferrer, Mateo Coll, José Pons, Antonio Gurri, Caralampio Trillas, Esteban Vallribera, José Tarrès, Narciso Puig, Cándido Andreu, José Artigas, Jaime Roca, Bienvenido Mateu, Francisco Plana-Morell et Salvador Prats-Font.

Les condamnés à la réclusion : Pedro-Campos Saëz, Juan Gascon, Clemente Valls-Borbonet, Emilio Navarro, José Cels, *Joseph Thioulouze*, Tomas Oliva-Estang, Antonio Prats-Vila, Manuel Melich, José Ferrer, Cayetano Oller Minguella, Francisco Bartomeu Tomas, Gabriel Brias, Francisco Ros-Guilera, Casimero Balart, Manuel Barrera, José Testar, José Puig, Magin Funoll, Pablo Bo, José Moreno, Enrique Sanchez, Juan Reig-Font, Juan-Oliveras Tura, Pedro Eroles, Vicente Pi-Arnau et Juan Casanovas-Brugat.

Il y a douze acquittés : José Funoll, Francisco Abaya, Baldomero Garcia-Masip, Francisco Perez-Coloma, Afredo Ruggiero, Jaime Torrens-Ros, José Climent Pascual, Tomas Vidal-Carbonell, Cristobal Ventosa Artigas, Teresa Claramunt,

Lorenzo Serra Balmes et José Bisbal Godoy.

Huit jours après que le tribunal eut prononcé son verdict, l'honorable capitaine Moralès, défenseur de Noguès dont il avait demandé l'acquittement, se suicidait.

Quelques jours auparavant, l'illustre vétéran Pi Margall adressait à ses coreligionnaires la proclamation suivante :

« Fédéralistes !

» Il est urgent de réorganiser notre parti. L'Espagne se trouve dans une situation critique et des événements originaires de grands changements peuvent survenir.

» Jamais plus qu'à présent il ne nous convint de vivre préparés et compacts. Seul, notre parti peut présenter des solutions aux problèmes dans lesquels est engagé le sort de la Patrie !

» Nous sommes menacés d'une réaction sans terme connu. C'est dans l'intérêt du parti et de la liberté de la nation que votre coreligionnaire vous adresse ces paroles.

« F. Pi y Margall. »

Ajoutons qu'après plus de trois mois de doutes et d'hésitations, la Haute-Cour de guerre et marine s'est enfin décidée à s'occuper de cette affaire

qui ne peut être tranchée sans qu'elle dise le dernier mot. Je ne sais quelles seront ses décisions. J'apprends seulement que le Procureur demande la peine de mort pour neuf des prisonniers, les travaux forcés à perpétuité pour cinq, vingt ans, pour quarante-trois et la mise en liberté pour trente *dont la culpabilité n'a pu être suffisamment établie !* Et c'est pour ceux-là que Garcia Navarro demandait à Barcelone les travaux forcés à perpétuité !!

Quant à la réalité des tortures grâce auxquelles on est parvenu à forger ce monstrueux procès, les autorités espagnoles ont toujours cherché à le nier. A deux reprises, le *Journal*, dirigé par M. Fernand Xau, démentait l'exactitude des faits qui avaient provoqué l'indignation générale. Il supposait même, à un moment donné, que c'était moi qui avais inventé tout cela. Voilà ce qu'un soi-disant correspondant de Barcelone lui écrivait à ce propos :

« Quelle peut donc être l'origine des lettres qui ont été publiées d'accusés se plaignant de mauvais traitements? Il est à observer que tant que la procédure était dans la période d'instruction, aucune plainte ne se produisit. Mais, parmi ceux qui furent favorisés d'une ordonnance de non-lieu, se trouvait un jeune homme très bien élevé, d'esprit cultivé, connu comme un des plus chauds propagandistes de l'anarchie à Barcelone, et qu'on disait

corrigé de ses opinions depuis qu'il était devenu directeur assez aisé d'un collège de la ville. Or, dès qu'il fut libre, il se rendit à Paris, et là, il s'efforce, me dit-on, de travailler le milieu anarchiste. Ce jeune Catalan connaît parfaitement les faits et gestes de ses coaccusés d'hier, et, dans le but de les favoriser, il a inspiré toute une campagne. Il s'est servi, en cette circonstance, de certains faits qu'on prétendait avoir été commis lors d'un des précédents attentats, et qu'il a pris dans une brochure anarchiste imprimée à La Corogne, en leur donnant une couleur d'actualité. Cette brochure, dont j'ai pu me procurer un exemplaire, est intitulée : *Le procès d'un grand crime.* »

C'est donc moi, monsieur Xau, qui ai inventé toutes ces histoires ? Diable ! je ne me croyais pas possesseur d'une imagination aussi fertile ! Mais ce correspondant barcelonais si bien informé, ne serait-il pas M. Portas lui-même ? Car tout ce que vous racontez là, le chef des inquisiteurs de Montjuich l'avait précédemment raconté à une autre personne, et dans les mêmes termes. Quant à votre correspondant, le vrai alors, c'est, si je ne me trompe, M. Lucien Corne, que je ne crains pas d'ennuyer en le nommant, puisque c'est une des personnes les plus honorables de la colonie française de Barcelone, très modéré quant à ses opinions politiques, et par conséquent hors de toute

atteinte. Or, M. Lucien Corne, à qui j'avais envoyé mon premier article, m'envoya la carte ci-jointe :

LUCIEN CORNE

Correspondant du *Journal*,

» Remercie beaucoup M. T. (Marmol) de l'attention qu'il a eue de lui faire parvenir son article : *Un mois dans les prisons espagnoles*. Bravo ! Il espère bien qu'il y aura une suite intéressante et dans ce cas il le prie de ne pas l'oublier.

» Il présente ses plus sincères salutations à madame et le prie d'accepter avec son bon souvenir une bien cordiale poignée de main.

» L. CORNE. »

Quel est donc ce correspondant, puisque ce n'est pas M. Corne ? Deux rédacteurs du *Libertaire* ont eu la même curiosité. Voilà ce que dit ce journal à la date du 21 janvier 1897 :

« Deux de nos amis ont eu la curiosité bien naturelle de savoir quelle est cette personne venant de Barcelone et en situation d'être bien informée. A cet effet, ils se sont rendus au *Journal*.

» Mis en présence de M. Fernand Xau, ils ont prié d'abord, sommé ensuite celui-ci de leur fournir les moyens de savoir ce qu'il y avait de fondé dans les démentis infligés par cette personne aux

documents publiés par la *Revue Blanche*, l'*Intransigeant*, le *Libertaire*, les *Temps nouveaux* et le *Père Peinard*.

» Comme on pouvait en être certain, M. Xau n'a pu fournir sur cette personne aucune indication.

» N'empêche que nous savons qui elle est et d'où émanent les démentis un peu tardifs du *Journal*.

» Cette personne n'est autre que l'ambassade d'Espagne elle-même, fort contrariée, cela se conçoit, des révélations faites au monde entier, par la presse indépendante, sur les procédés d'instruction en usage dans la monarchie alphonsiste. A cette contrariété est venue se joindre la frouss inspirée par la manifestation qui suivit la réunion du Tivoli-Waux-Hall.

» Il était à présumer que la révélation publique de telles atrocités soulèverait l'indignation de tous les hommes de cœur. Il était à craindre pour le gouvernement espagnol que des complications ne vinssent, de ce fait, s'ajouter à celles qu'il a présentement sur les bras.

» Il n'y a pas loin de certains départements français à certaines provinces espagnoles, et des informations de cette nature pouvant, par le moyen des voyageurs, ou par la voie des journaux étrangers, franchir les Pyrénées, il était à redouter que ces divulgations ne missent le comble à l'exaspération d'un peuple ruiné par une double

insurrection et menacé de perdre ses plus belles possessions coloniales.

» Magnifique occasion pour l'homme d'affaires — que de curieuses circonstances ont placé à la tête du *Journal* — de vendre ses services à l'ambassade péninsulaire et d'ajouter la forte somme aux petits bénéfices que rapportent les annonces, à la quatrième page, des Messieurs vieux mais riches, exprimant le désir d'être mis en relation avec de jeunes ouvrières jolies, distinguées..., aimantes, et des femmes du monde demandant à la *Petite correspondance* du *Journal* la discrétion qu'elles ne sont pas sûres de trouver en leur femme de chambre. »

Ces deux rédacteurs étaient MM. Louis Matha et Edouard Cousin. Voici comment ils racontent l'entrevue :

Chez Fernand Xau.

« Nous sommes allés demander à la Direction du *Journal* des explications au sujet de l'article dont il est question plus haut.

» Nous devons à la vérité de dire qu'il nous a été fait par M. Xau, directeur, et par M. Lauze, secrétaire de la Rédaction, un accueil des plus empressés.

» Il nous a paru que ces Messieurs, désireux d'éviter des explications trop vives, se montraient

par trop révérencieux à l'égard de gens récemment traités, dans leur journal, de mystificateurs. Nous ne croyons pas avancer quelque chose de contraire à la vérité en affirmant que cette attitude était dictée par cette crainte que l'on appelle en latin le commencement de la sagesse et que, dans un autre langage, on nomme « la frousse ».

» Inutile de dire que ces Messieurs ont été fort embarrassés par l'insistance avec laquelle nous demandâmes à être mis en présence de la personne qui aurait fourni les éléments de l'article en question, ou tout au moins à connaître la source à laquelle le *Journal* avait puisé ses informations.

» Nos amis pensent bien qu'on ne pouvait nous présenter sur un plateau l'Ambassadeur d'Espagne ou un de ses attachés.

» Fernand Xau, qui était dans ses petits souliers, ne cessait de répéter : « Mais, Messieurs, vous attachez une importance exagérée à cet incident. »

» Pour prononcer de telles paroles, il faut que cet homme ait le sens moral prodigieusement oblitéré.

» Comment ! A la fin du dix-neuvième siècle, dans un pays limitrophe, trois cents personnes sont arrêtées sans motif plausible, soumises aux plus atroces tortures ; soixante-quinze d'entre elles sont condamnées pour un attentat qui ne peut avoir été commis que par une seule personne.

» Voilà un événement d'une exceptionnelle gravité : l'Inquisition ressuscitée, cent personnes martyrisées, huit condamnées à mort.

» Or, des hommes qu'exaspèrent de tels procédés élèvent la voix en faveur des victimes, ils parlent, ils écrivent, ils se multiplient.

» Mus par le noble désir d'arracher à la mort huit innocents, indignés par le récit des tourments imposés à des êtres sans défense, ils en appellent au sentiment populaire de ces procédés d'un autre âge, procédés dont, demain, si les circonstances le comportent, ils seront peut-être personnellement victimes ; ils mettent en mouvement les élans les plus généreux de l'humanité.

» Et cet événement d'une portée historique considérable, un « Xau » le déclare « sans importance » ; et ces hommes qui, appuyés sur des documents authentiques, se dépensent en faveur d'une urgente et nécessaire protestation, sont traités de fumistes, de mystificateurs !

» Quel état d'inconscience et de légèreté révèle une telle attitude !

*
* *

» Notre énergie correcte, froide, mais significative, avait engagé M. Xau à nous donner sa parole qu'il placerait sous les yeux de son public une notable partie des documents publiés il y a quinze jours par le *Libertaire*, afin que les lecteurs du

Journal pussent se prononcer en connaissance de cause.

» Le *Journal* de ce matin, mercredi, ne se conforme qu'hypocritement et de mauvaise grâce à la parole donnée.

» Il ne rétracte rien des démentis injurieux contenus dans l'article paru il y a quatre ou cinq jours.

» Ce n'est pas même une timide rectification.

» Nous défions qui que ce soit d'y comprendre un traître mot.

» L'affaire n'en restera pas là.

» Louis MATHA. Edouard COUSIN. »

Je ne sais quels sont les avantages qu'aura pu obtenir M. Xau en suivant une conduite si peu en rapport avec celle des rédacteurs de son journal, dont l'un des plus distingués, Séverine, publiait en même temps un article superbe et retentissant dans l'*Écho de Paris*, en faveur des victimes de l'Inquisition moderne. En tout cas, les lettres indignées n'ont pas manqué. En voici une, entre autres, publiée dans le même *Libertaire* du 4 février 1897, et qui est on ne peut plus expressive :

« LACHE !

» *A Fernand Xau.*

» Les murmures d'un peuple indigné, les cris d'innocents torturés, tu n'entends pas cela...

» Les soupirs étouffés, les hurlements bâillonnés par l'épais rempart de Montjuich, tu n'entends pas cela...

» L'ivresse des soldats, la joie des bourreaux autour des pleurs et des gémissements, tu n'entends pas cela...

» Et ce vent d'humanité qui, par delà les frontières, à travers les États, souffle et devient tempête, tu n'entends pas cela...

» Mais l'or jeté pour que les torturés soient nommés criminels et la torture châtiment, tu entends cela...

» La bourse tombant près de toi plus garnie selon que ta plume va plus menteuse, tu entends cela...

» Plus ignoble que ces soldats, plus misérable que ces bourreaux, tu es un lâche et nous ne t'oublierons pas.

» Entends-tu cela ?

» AUGUSTE B...,

» *du groupe révolutionnaire de Plaisance.* »

Certes, il faut avoir une bonne dose de... prudence pour écouter, sans broncher, de semblables propos !

*
* *

Ce n'est pas seulement en France, c'est surtout en Espagne que les tortionnaires ont essayé de

cacher leurs méfaits. On a même fait des semblants d'enquête et, à un moment donné, on a essayé de faire signer à quelques torturés des déclarations démentant les faits. Le journal *Les Temps nouveaux* a reçu à cette occasion des renseignements fort suggestifs, dont l'extrait suivant a une importance exceptionnelle :

« On a formé une commission d'enquête pour contrôler les affirmations des torturés. Cette commission se compose de six membres, dont le général en chef de Barcelone comme président.

» Ces six individus ont pénétré dans les cachots où sont Aschéri, Molas, Noguès, Luis Mas, Sunyer et Callis. Ils ont présenté à chacun une déclaration toute préparée ainsi conçue :

« Je, soussigné, déclare formellement n'avoir été
» torturé, ni même maltraité par aucun de mes
» gardiens ; je n'ai, au contraire, qu'à me louer
» d'eux; par conséquent, je qualifie de mensonge
» tout ce que la presse a raconté, etc. »

En échange de leur signature, on leur a promis :

» 1° La grâce;

» 2° Bon vin, bon pain et bonne nourriture, en attendant leur acquittement qui viendrait sous peu de Madrid.

» Aucun d'eux n'accepta, sauf Aschéri qui eut la faiblesse de signer. En présence du refus catégorique des autres condamnés, les membres de la

commission changèrent de tactique; ils usèrent de prières, de supplications, mais n'obtinrent pas un meilleur résultat; alors ils supplièrent les victimes de pardonner à leurs bourreaux, disant que *c'était un malentendu*, etc. A quoi tous répondirent par un refus catégorique. Aschéri garda le silence... »

Et après cela, quelle que soit l'issue de ce procès, je crois que l'opinion publique est suffisamment renseignée sur la valeur des accords pris par le Conseil de guerre.

CHAPITRE IV

L'Inquisition et la Presse française.

CHAPITRE IV

L'Inquisition et la Presse française

Il serait trop long de reproduire *in extenso* les nombreux articles publiés en France à la suite des condamnations prononcées par le tribunal militaire de Barcelone. Les prisonniers de Montjuich ont trouvé, notamment dans l'élite généreuse de la presse parisienne, des défenseurs déterminés qui ont plaidé leur cause devant le monde civilisé et buriné pour l'histoire de demain le martyrologe des victimes de M. Canovas.

C'est ce martyrologe que je vais faire passer sous les yeux de mes lecteurs; c'est l'histoire même des supplices, sans nom, dont la prison de Montjuich a été le théâtre, histoire sortie de la plume d'écrivains dont la valeur et l'autorité ne sauraient être mises en question.

Au premier rang de ceux dont la voix s'est fait entendre en faveur des torturés vient l'infatigable

polémiste qui bataille, sans relâche ni trêve, marquant impitoyablement au front tous les bourreaux des peuples, qu'ils s'appellent Thiers, Abd-ul-Hamid ou Canovas : j'ai nommé Henri Rochefort.

Le premier ministre de l'Espagne cléricale a été littéralement cloué au pilori de l'histoire par le redoutable pamphlétaire. Mes lecteurs sauront, de ce dernier, que les prisonniers de Montjuich, « parmi lesquels il y a des prisonnières », *ont* été et sont peut-être encore mis à la question au moyen d'instruments retrouvés dans les oubliettes de l'Inquisition ; pour obtenir d'eux des aveux qu'ils étaient dans l'impossibilité de faire, les bourreaux leur brisaient les jambes à coups de maillet, leur arrachaient les ongles avec des tenailles, ou les laissaient sans manger ni boire, tant qu'ils n'avaient pas obtenu satisfaction.

Rochefort a su aussi que « l'infâme et monstrueux Canovas » ne se contentait pas de supplicier hommes et femmes et s'en prenait aussi aux enfants. L'un d'eux, après avoir, huit heures durant, couru à travers les corridors de la prison, sous les coups de bâton des chiourmes qui se relayaient, est tombé épuisé en promettant de répondre à tout ce qu'on lui demanderait.

Ce sont les détenus eux-mêmes qui ont pu faire parvenir au rédacteur en chef de l'*Intransigeant* les horribles détails qui précèdent. C'est par eux que Rochefort a appris le chiffre exact des citoyens

incarcérés à propos de l'attentat de la rue de Cambios-Nuevos.

Ce chiffre doit dépasser quatre cents à l'heure actuelle. Le fait d'avoir ainsi maintenu pêle-mêle, dans les cachots de Montjuich, un nombre aussi élevé de pauvres diables contre lesquels aucune preuve de culpabilité n'a pu être établie, pèsera d'autant plus lourdement sur le nom de M. Canovas qu'il n'en est certes pas à ignorer que le véritable auteur de l'attentat n'a jamais été arrêté et qu'il est actuellement en sûreté.

*
* *

C'est à Charles Malato, le sympathique et si distingué publiciste, que j'emprunte ensuite des détails puisés aux bonnes sources sur l'attentat de la rue de Cambios-Nuevos, et sur les traitements odieux dont on a usé à l'égard d'Aschéri, de Noguès, de Callis, et de bien d'autres.

Prêtres et soudards accomplirent en commun l'œuvre infâme de répression. Il s'agissait, pour ces suppôts de la réaction cléricale et militaire, de venger sur de malheureux prolétaires les défaites successives de la monarchie espagnole à Cuba et aux Philippines. Il s'agissait enfin de continuer cette besogne louche d'oppression de la pensée que les dirigeants de la péninsule ibérique poursuivent sans relâche, sous une apparence constitutionnelle.

Avoir procédé, en bêtes fauves, à la strangulation de Busiqui, de Lamela, de Zarzuela, de Lebrijano, à l'exécution de Bernat, de Codina, de Sabat, de Sogas, d'Archs, de Cerezuela, n'était-ce pas aller au-devant d'inévitables représailles ?

On semblait donc revenu en Espagne aux temps de Torquemada. L'armée avait frappé, sans trêve ni merci, le clergé tenant et dirigeant la main des assassins officiels. C'était bien la conspiration du sabre et du goupillon. Aussi quand éclata, en pleine procession de la Fête-Dieu, le 7 juin *1896*, la bombe de la rue de Cambios-Nuevos, il y a lieu de croire que prêtres et officiers étaient également visés.

Pour cet acte qu'un seul avait pu et dû vraisemblablement commettre, trois cent quatre-vingts citoyens, affirme Charles Malato, furent incarcérés.

Quelques-uns allèrent remplir la cale d'un navire de guerre ancré dans le port de Barcelone; les autres, on les jeta dans la prison-tombeau de Montjuich.

Ce qui se passa alors fut d'une invraisemblable cruauté, d'une horreur dépassant toutes les limites. Les clameurs des victimes atteignirent un tel diapason qu'elles purent, par dessus les murailles de la prison si tristement célèbre, arriver jusqu'à ceux qui s'érigent aujourd'hui en accusateurs impitoyables de Canovas et de ses complices.

Il y eut, Malato le dit hautement, — débauche de tortures inouïes, fustigation, privation de sommeil, marche obligatoire de jour et de nuit, alimentation exclusive de morue salée ; on arracha les ongles, on brûla les hanches, on tordit les testicules, on emprisonna les têtes dans des casques reliés à une pile électrique !

L'excès des souffrances fit faiblir certains prisonniers. Quelques-uns s'avouèrent coupables, d'autres accusèrent leurs compagnons. Les bourreaux croyaient avoir atteint leur but. Il n'en fut heureusement rien.

« J'ai été torturé, forcé de dénoncer faussement, déclara Ascheri. — Et moi aussi, déclara Molas. — Et moi aussi, déclara Noguès. — Tout est mensonge et infamie dans ce procès », cria Callis. Et tous se montraient leurs chairs brûlées, leurs membres brisés, leurs lèvres mutilées, leurs mains sans ongles, tous exhalant leur rage ; tous ? non. Mas, lui, ne disait rien. Soumis au supplice du casque électrique, il était devenu fou ! !

En face de pareil spectacle, l'indignation fut si grande, qu'elle en arriva à gagner soudards et geôliers. Les juges reculèrent et, au lieu de vingt-huit condamnations à mort qui leur étaient demandées, ils n'osèrent en prononcer que huit !

Ici, je crois bon de reproduire textuellement les grandes et éloquentes paroles de Ch. Malato en faveur de ces huit hommes frappés par la loi

pour un acte dont ils ne sont pas coupables.

« Eh bien, non ! a-t-il écrit, il ne faut pas que pareille infamie s'accomplisse ; et si la conscience humaine n'est pas un vain mot, si l'opinion publique pèse de quelque poids dans la marche du monde, le pâle soleil de janvier n'éclairera pas les fossés de Montjuich rougis du sang de nouveaux martyrs. »

Les protestations indignées qui se sont élevées de toutes parts en Europe ont fait jusqu'ici reculer le bourreau. Elles ne manqueront pas de se reproduire avec plus de force encore si Canovas tente de donner à la monarchie alphonsiste ce nouveau baptême de sang. Pareil assassinat mettrait cet homme au ban de l'humanité !

*
* *

Séverine, toujours prête à combattre le bon combat en faveur des vaincus, n'a pas manqué de prendre en main, avec son talent habituel, la cause des martyrs de Montjuich.

Elle a dépeint, en cette magnifique langue dont elle a le secret, l'entrée à l'audience des victimes marquées par le bourreau, semblables à des spectres et sur lesquelles s'apitoyaient jusqu'aux gendarmes chargés de les escorter devant leurs juges.

Elle n'ignore pas, la vaillante femme, elle est

même certaine qu'en Espagne on ne doute guère de l'innocence des condamnés du tribunal militaire. Aussi a-t-elle retracé, émue, les épouvantables tortures auxquelles ont été soumis Mas, Molas, Noguès, Sunyer, le français Thioulouze, Ollé, Callis : brûlure des hanches, ongles arrachés, etc., etc., etc.

On doit même à Séverine certains détails inédits qui lui sont parvenus et qui ont trait à François Gana, maçon, non inculpé dans le procès, arrêté on ne sait pourquoi au cours d'une râfle et compris dans l'atroce répression.

Une partie des renseignements adressés à Séverine ne pourraient, paraît-il, être publiés qu'en latin (*sic*), — mais ce qui suit est bien digne de figurer au martyrologe que j'ai entrepris de dresser.

« Sous la pression de l'étau de fer broyant, Gana s'évanouit plusieurs fois. Quand il put se rendre compte de son état, il s'aperçut que le sang coulait aussi de ses doigts de pied. Il trouva par terre une pointe qui avait servi à lui arracher les ongles. Ses souffrances étaient tellement terribles qu'il tenta alors de se tuer, appuyant la pointe contre sa poitrine et se laissant retomber de tout son poids sur le sol. Mais il n'arriva qu'à se blesser. Bientôt il tomba dans un tel état de prostration qu'on le porta dans les fossés de la forte-

resse, à l'heure du soleil, pour qu'il se pût remettre. »

Quel était le crime de celui-là ? Il était si parfaitement innocent qu'il ne figura même pas au procès.

On ne désirait de lui que ceci :

Lui faire accuser les autres.

*
* *

C'est ensuite Lucien Descaves qui, de sa plume vengeresse, flagelle les assassins de peuples, les bourreaux de Cuba, de Constantinople, d'Arménie, d'Espagne.

L'ogre est sur les dents, dit le brillant écrivain ; les exécutions sommaires ne lui suffisent plus. Il s'amuse avec les accusés de Barcelone. Il raffine sur leur châtiment, il aiguise lentement et cruellement son grand couteau sur les pierres de la Loi. . . . .

... Attendrons-nous que l'ogre las, distrait ou repu, sommeille pour le déchausser et porter à grandes enjambées d'un bout du monde à l'autre la bonne nouvelle de l'impuissance où nous l'aurons réduit et des représailles que nous lui aurons infligées ? »

*
* *

Louise Michel ne pouvait manquer de s'élever contre les crimes perpétrés par les monstres à face humaine de Montjuich et de Barcelone. C'est un vrai cri d'alarme qu'elle a fait entendre contre l'invasion de cruauté qui menace l'Europe et le monde.

« On a vraiment honte, a écrit Louise Michel, de parler de la férocité déployée dans le repaire de fauves où les fils dégénérés de la vieille Espagne tourmentent leurs victimes. »

Il faudrait, selon elle, raser, au nom de l'humanité, la prison maudite comme on détruit les lieux hantés par la folie du suicide. Quant aux tortionnaires d'Espagne, ils sont en dehors de l'humanité.

Les juges d'Angleterre ont reconnu à l'éléphant torturé qui a tué son bourreau le droit de légitime défense, et les hommes menacés de si épouvantables répressions seraient privés du même droit ?

Il n'y a qu'un remède à la situation : ouvrir l'Espagne toute grande à la liberté.

*
* *

Élisée Reclus, le savant illustre qui honore la science, a voulu s'associer, lui aussi, aux protestations qui se font entendre, de toutes parts,

contre les tortures sans nom infligées aux victimes de Canovas.

Il s'est demandé, en quelques lignes empreintes d'autant d'émotion que de tristesse, si derrière la foule des tortionnaires de Montjuich ne se pressaient pas les mânes des inquisiteurs pour se désaltérer dans le sang des victimes. Les vieux instruments de supplice tirés des souterrains des églises ont été, de nouveau, mis en usage et comme aux beaux temps de l'Inquisition; ceux qui vivent de l'autel ont pu déchirer des chairs et écorcher des peaux humaines.

« L'amour du sang, estime Elisée Reclus, a tellement enivré, tellement affolé les cléricaux espagnols, qu'ils acceptent volontiers de perdre leurs colonies de Cuba et des Philippines pourvu qu'avant l'abandon définitif, ils aient pu fusiller, massacrer, assassiner des milliers d'hommes combattant pour la liberté. »

Et pour donner une idée de la férocité des dirigeants espagnols, Elisée Reclus cite le cas de l'archevêque de Manille faisant destituer un général parce qu'il n'avait pas couché sur le sol assez de cadavres. Or, le soudard en question avait, en un court espace de temps, signé cinquante arrêts de mort !

*
* *

M. Amand de Corné, un publiciste justement apprécié a tenu à flétrir, au nom de l'humanité, les bourreaux immondes à la solde du gouvernement alphonsiste.

« Toutes les tortures qu'on croyait disparues avec le moyen âge, a-t-il écrit, ont été exécutées, mises en œuvre. Ici, c'est un prisonnier qu'on suspend par les pieds au plafond jusqu'à ce que sa tête congestionnée soit prête à éclater. Là, c'est un autre, dont on tord les parties génitales avec un appareil ou sous les ongles duquel on enfonce des pointes de fer ; ailleurs, un autre encore qu'on dépouille de ses vêtements et fustige sans relâche pour le forcer à marcher jour et nuit dans sa cellule sans prendre ni repos, ni sommeil.

» Le système employé avec tous les prévenus, pour les amener à des aveux, est de les nourrir exclusivement de morue salée, sans leur donner à boire. Avec un procédé pareil, on est toujours sûr d'obtenir des aveux aussi complets que sincères. »

Suivant M. Amand de Corné, la plupart des citoyens arrêtés à la suite de l'explosion de la rue de Cambios-Nuevos sont, non des révolutionnaires, mais de simples républicains ou de pacifiques libéraux, tout au plus coupables de manquer à l'accomplissement de leurs devoirs religieux. Des femmes, notamment, ont été incarcérées pour le

simple crime de s'être unies sans passer les unes par l'église, les autres peut-être par la mairie, ou d'avoir négligé de faire baptiser leurs enfants.

Il y a, en outre, le fait est affirmé par M. Amand de Corné, une association de bourgeois féroces et ridicules, dite des *Pères de famille*, qui signale les couples irréguliers et, en général, tous ceux qui, dans une mesure quelconque, contreviennent à la morale officielle.

C'est M. Prudhomme voyant rouge et devenu bourreau.

*
* *

Kropotkine, en une page émue et indignée, a tenu à jeter quelques dures vérités à la face de la bourgeoisie et des prêtres de tous pays auxquels il faut des transportations et des tueries de prolétaires.

L'éminent écrivain a bien eu soin de rappeler *et* les tortures après la bombe du Liceo, et les noyades des anarchistes dans le Guadalquivir, et la transportation clandestine à destination inconnue de quarante révolutionnaires, et il en conclut, avec quelque raison, que si l'Inquisition a été abolie dans la péninsule, ses mœurs n'ont, en réalité, jamais disparu des cachots espagnols :

« Oui, certainement, a affirmé Kropotkine, on a

voulu se débarrasser, sous prétexte de bombe, de tous les hommes actifs du mouvement catalan ; oui, certainement, *ils ont été mis à la torture.*

» Oui, on les a fouettés avec des tiges de fer, on les a empêchés de dormir pendant des semaines entières, on les a forcés de boire leur propre urine après les avoir nourris de morue salée et leur avoir refusé de l'eau ; on leur a écrasé les parties génitales...

» Et ce n'est la première fois qu'on l'a fait. Cela date de longtemps. C'est tout un système. L'Inquisition est restée dans les mœurs. »

Selon l'auteur de la « Conquête du Pain », c'est une guerre d'extermination qui se prépare et aucune force ne saura l'empêcher.

*
* *

Un journaliste de la presse libertaire, connu et apprécié de tous, André Girard, est venu apporter son témoignage basé sur des lettres de la véracité desquelles il n'est pas permis de douter.

Les faits révélés plus haut sont d'une indiscutable authenticité, toutes les dénégations intéressées du gouvernement espagnol n'y feront rien. On a bien écrasé des testicules entre les deux branches d'un roseau fendu, on a arraché des ongles, fendu des lèvres, suspendu les prisonniers dans leur

cachot la tête en bas ; on les a obligés à marcher nuit et jour sans sommeil, imparfaitement couverts d'une chemise. Il est vrai encore que quelques-uns de ces malheureux succombèrent à d'aussi barbares traitements.

Toujours d'après André Girard, il n'est pas possible de nier que le 3 octobre dernier, encore à Montjuich, des prisonniers succombèrent sous les coups des tortionnaires de Canovas.

Ces tueries abominables, perpétrées froidement derrière les murailles d'une prison, n'atteignent-elles pas le comble de l'horreur? N'est-ce pas un devoir strict de les signaler, sans relâche, à l'indignation du monde civilisé?

*
* *

J'emprunte maintenant à Cosmo, un de ces vaillants qu'on trouve toujours au poste de combat quand il y a une noble cause à défendre, divers documents qui confirment d'indiscutable façon quels supplices furent infligés aux malheureux prisonniers. Je tiens à citer les passages ci-après de lettres écrites par un ex-gardien de Montjuich.

« Beaucoup d'autres ont subi des brutalités, mais les susnommés (Ascheri, Noguès, Molas, Sunyer, Gana, Mas, Ollé, Thioulouze) peuvent montrer leurs pieds sans ongles, leur corps fla-

gellé, leurs poignets décharnés, sans parler des organes sexuels mutilés.

» Je puis vous certifier tout ce que je vous dis, car j'ai été un des gardiens du Français Joseph Thioulouze, et j'espère que vous le ferez connaître. (Lettre du 5 décembre 1896.)

» Le soir du troisième jour, tous les accusés ont comparu devant le tribunal et TOUS ont protesté de leur innocence avec la dernière énergie. »

Thomas Aschéri déclara qu'à bout de forces, il s'était dit l'auteur de l'attentat de la rue de Cambios-Nuevos.

Callis taxa hautement le procès d'inique et de mensonger.

Nogués rétracta tous ses aveux.

Molas avoua qu'il avait accusé des innocents.

Mas avait perdu la raison sous le casque électrique.

Tous, en un mot, firent l'unanime déclaration qu'ils avaient été les victimes de terribles supplices et de fausses accusations.

Peut-être n'est-il pas inutile de donner quelques détails sur un supplice désigné comme le plus terrible parmi tous ceux subis par les malheureux prisonniers. J'entends parler du supplice du casque électrique.

La tête du patient est étroitement emprisonnée

dans un appareil métallique mis en contact avec une pile. On établit ensuite un courant insuffisant pour foudroyer, mais assez fort pour torturer d'épouvantable façon. Le malheureux dont le corps résiste voit sa raison sombrer. C'est le dernier mot de l'horrible.

Que faut-il penser, dès lors, d'une affirmation du *Pais*, organe de Madrid, simplement républicain d'après lequel « *ce qu'a publié la presse étrangère au sujet du procès anarchiste de la rue de Cambios-Nuevos est pâle, très pâle, à côté de ce qu'on nous dit?* » De quelles effroyables débauches de férocité la prison de Montjuich a-t-elle donc été le théâtre? Les détails qui précèdent semblaient atteindre les plus extrêmes limites de la barbarie. Mais il semblerait que les vampires de la réaction cléricale et militaire ont fait plus encore? Qui pénétrera jamais ce sombre mystère? Qui vengera ces martyrs?

*
* *

Jean Grave, après Reclus, après Kropotkine n'a pas manqué de s'élever contre les atrocités sans nom qui ont suivi le procès de Barcelone.

« Les exploiteurs, dans le monde entier, nous dit Grave, se cramponnent à leurs richesses, ils ne

veulent pas être dépossédés de leurs moyens d'exploitation. Une société où ils pourraient, quand même, satisfaire leurs besoins, ne dit rien à leur cerveau affolé, du moment où ils seraient attelés à la besogne pour produire. La peur du ventre est la pire de toutes. Elle transforme l'homme en bête féroce qui a besoin de déchirer de la chair vivante pour calmer la frénésie qui l'agite. »

*
* *

Je laisse, pour un instant, la parole à Sébastien Faure, l'infatigable et brillant conférencier :

« Il s'est passé, a dit Sébastien Faure, de l'autre côté des Pyrénées, d'épouvantables choses. A la suite de l'explosion de la rue de Cambios-Nuevos à Barcelone, le gouvernement espagnol a procédé à d'innombrables arrestations. Sur ce nombre, quatre cents ont été maintenues.

» On a pratiqué, à l'égard des prisonniers, la torture comme au temps de Torquemada. Avec un appareil en fer, on a comprimé les testicules, on a arraché les ongles, on a tailladé les lèvres, brisé les poignets, tordu les pieds, on a suspendu ces malheureux au plafond, la tête en bas, on les a soumis au régime de la morue salée en les privant de boisson.

» Comment veut-on qu'un individu, soumis à

ces tortures, ne finisse pas par confesser tout ce qu'on voudra?

. . . .

» Et dire que ces bourreaux appellent cela « la » Justice! »

» Ces monstres ne comprennent donc pas que de pareilles monstruosités sont faites pour provoquer l'universel dégoût. Ne craignent-ils pas de déchaîner les représailles des exaspérés? Ignorent-ils que les victimes de leurs infamies ont des parents, des amis à qui peut venir la résolution de les venger? »

*
* *

C'est Séverine qui va encore donner à nos lecteurs des renseignements circonstanciés sur les épouvantables agissements des chiourmes espagnoles.

Il ne s'agit pas seulement de la répression qui a suivi l'explosion de la rue de Cambios-Nuevos. Certains des faits remontent à 1893.

Au cours de cette année, des arrestations arbitraires, décrétées follement, avaient été opérées à Bilbao, à Girone, à Valladolid, à Xérès, à Cordoue, à Séville, à Tarragone, à Cadix, à Madrid, à Barcelone, à Valence.

Dans la dernière de ces villes, quarante-six incarcérés furent littéralement roués de coups au

moyen d'un nerf de bœuf. A la prison de San-Gregorio, huit de ces malheureux, chargés de déplacer une grille pesant près de 1,500 kilogrammes et ne pouvant y parvenir, furent assommés à coups de trique. Un journal espagnol, *El Productor*, relata ce fait à l'époque.

En 1894, la période de barbarie commence dans toute son horreur, il ne s'agit plus seulement d'atteintes à la liberté individuelle, on s'en prend à la chair même des prisonniers. Les tortionnaires de S. M. Catholique commencent à user de ce procédé ultra-diabolique consistant à altérer l'homme jusqu'au sang.

Les bourreaux cherchaient leur voie. Les révélations sensationnelles faites au cours du procès de Montjuich, révélations dont rien ne peut infirmer la valeur, ont suffisamment démontré à quel degré de férocité ces monstres en sont arrivés.

Le fer, le feu, la soif torturante, tout a été, cette fois, mis en usage. On a tiré de ces martyrisés des mots à peine balbutiés, des aveux sans signification, des syllabes quelconques destinées à arrêter l'instrument qui entamait leurs chairs.

Que peuvent bien valoir, arrachées ainsi à des transes corporelles sans nom, les déclarations que Torquemada a invoquées contre les inculpés ?

*
* *

De Charles-Albert :

« Huit innocents ont été condamnés à mort à Barcelone, soixante au bagne.

» Des prévenus, dont un Français, déclarés innocents par leurs juges, ont été, sur l'ordre de ces juges, torturés jusqu'à ce qu'ils accusent des innocents comme eux. Les uns sont morts, d'autres sont devenus fous.

» Ceux qui survivent ont montré sur leur corps, en plein tribunal, les traces des tortures, et ils ont formellement accusé leurs bourreaux.

» Des gardiens de prison, des gendarmes, se sont révoltés contre ces ignominies.

» Les défenseurs des victimes ont crié à l'audience leur indignation. Ils ont provoqué les accusateurs. »

Qu'on ose nier maintenant, après tant de témoignages, que l'Inquisition ne fonctionne pas toujours en Espagne et qu'il n'y existe plus de chambres de torture !

*
* *

L. Portet :

« Des centaines d'honnêtes ouvriers furent plongés dans les cachots de Montjuich et d'autres dans les prisons de Barcelone.

» Les tortures les plus horribles furent infligées à plusieurs d'entre eux. On rétablit l'Inquisition.

» C'est un fait indéniable, constaté par la presse indépendante.

» Une triple conspiration du gouvernement, du capitalisme et de l'Église, représentée par Canovas, le marquis de Comillas et l'évêque de Barcelone, fut l'âme de ce crime, la honte de ce siècle et de toute l'humanité.

» Parmi les victimes de Montjuich, on ne trouve pas l'auteur du lancement de la bombe de Cambios-Nuevos qui reste encore inconnu. »

Ainsi, plusieurs centaines d'innocents ont été jetés en prison. On a semé la terreur, remis en usage les plus atroces pratiques de l'Inquisition ; et aucun de ces suppliciés, de ces martyrs, qu'on le retienne bien, n'est pour rien dans l'explosion de Cambios-Nuevos.

*
* *

Un député français, M. Gaston Laporte, qui n'est certes pas suspect de tendances libertaires, s'est honoré, lui aussi, en flétrissant les horreurs commises par les imitateurs de Torquemada, par les suppôts de cette monarchie qui, « atteinte mortellement, se débat contre les affres d'une mort prochaine et sème la terreur en rétablissant le régime

pratiqué par les inquisiteurs qui ravagèrent la péninsule au quinzième siècle ».

*
* *

N'était-ce pas un devoir d'humanité d'élever la voix en faveur des victimes de la réaction clérico-militaire espagnole?

Ne fallait-il pas tenter d'arracher à la mort des innocents, en appeler au sentiment populaire de ces procédés barbares, écrire, parler, se multiplier et confondre les misérables écumeurs de presse qui n'ont pas craint de déclarer que tout était inexact dans le récit des tortures infligées aux martyrs de Montjuich?

*
* *

Et maintenant qu'il me soit permis, au nom des victimes dont j'ai été pendant quelque temps le compagnon d'infortune, d'adresser les plus vifs remerciements aux écrivains que je viens de nommer et à tant d'autres qui ont élevé leur voix en faveur de la justice: Clémenceau, Ernest Roche, Paul de Cassagnac, Clovis Hugues, Gabriel, Girault, X. de Carvalho, E. Drumond, Bonnard, H. Bauer, C. Martin, Paule Minck, Delesalle, Tortelier, Marie Huchet, etc., etc. Quelles que soient leurs appréciations, à quelque école, à quelque parti qu'ils appartiennent, au nom des victimes : *Merci !*

CHAPITRE V

Lettres et documents.

CHAPITRE V

Lettres et documents.

Un grand nombre de lettres et de documents de la plus haute importance ne peuvent être encore publiés, pas même sans signature, parce qu'ils se rapportent à des faits particuliers, et il serait aisé de reconnaître leurs auteurs. Or, ceux-ci sont encore au pouvoir de leurs bourreaux. Je ne peux donc pas les exposer à de nouveaux tourments. Du reste, je remets ces papiers en mains sûres pour les utiliser s'il y a lieu.

Je me borne donc à ne produire que des documents qui ne compromettent pas leurs auteurs du moment que je m'abstiens de publier leurs noms, ou des lettres dont les signataires ont donné la permission de les nommer.

Un des gardiens de Montjuich, plus humain que les autres, a adressé à M. Rochefort la lettre suivante :

« Barcelone, 5 décembre 1896.

» Très honoré monsieur,

» En vous exprimant la reconnaissance des trois cents victimes accusées de complicité dans le crime de la rue de Cambios-Nuevos, je veux vous renseigner sur les noms des hommes soumis au martyre et sur les délits qu'ils ont été forcés d'avouer sans les avoir commis.

» Les voici :

» Thomas Aschéri, de nationalité française, vingt-huit ans, forcé d'avouer qu'il est l'auteur du lancement de la bombe sur la procession, et forcé aussi d'accuser tous les autres d'y avoir participé avec lui et d'avoir assisté à des réunions secrètes où l'on complotait pour lancer des explosifs. Réunions qui n'ont existé que dans le ténébreux cerveau du juge Enrique Marzo et du lieutenant de la garde civile Narciso Portas qui ordonnait les tortures.

» Antonio Noguès, vingt-six ans, Espagnol, forcé d'avouer qu'il avait déposé une bombe dans la rue de Fivaller et d'accuser les autres d'avoir assisté à des réunions tant publiques que secrètes.

» José Molas, trente-deux ans, Espagnol, accusé par les premiers d'avoir déposé l'autre bombe de la rue de Fivaller et mis en demeure d'accuser les autres sans qu'il le fît malgré les tortures.

» Sébastien Sunyer, accusé par les deux premiers

d'être allé avec eux enterrer, puis déterrer trois bombes au parc derrière l'Université, ce qui n'est pas possible, parce que, derrière l'Université, il y a des rues et des maisons, et qu'il y passe beaucoup de personnes pendant le jour et la nuit.

» Ces trois bombes, le juge voulait que M. Tarrida del Marmol les eût apportées de l'étranger, et il allait être soumis aux tortures afin de lui faire signer ces déclarations ; mais grâce à l'intervention de MM. X..., Y..., Z... (1), il a été mis en liberté. C'est alors que le juge inventa la farce de l'enfouissement des bombes.

» Francisco Gana, Espagnol, trente-cinq ans. Celui-ci avait été accusé d'avoir déposé une des deux bombes dans la rue de Fivaller, mais il a su résister au martyre et n'a pas voulu signer.

» Luis Mas, vingt-sept ans, accusé par les deux premiers d'être dans le complot et forcé, à son tour, d'accuser les autres d'avoir assisté à des réunions.

» Juan-Bautista Ollé, jeune homme à la figure enfantine. Il a à peu près vingt-et-un ans. Soumis aux tortures pour avouer qu'il avait déposé une des deux bombes dans la rue de Fivaller, il sut résister et ne signa pas la déclaration.

» Joseph Thioulouze, Français, vingt-deux ans.

(1) Je m'abstiens de donner les noms de ces trois personnes. On en comprendra le motif.

Quand il dit qu'il ne comprenait pas l'espagnol, il fut soumis aux supplices et, après, on l'envoya faire sa déclaration en lui disant : « Tu en as appris » assez ; maintenant tu vas avouer. »

» Beaucoup d'autres ont subi des brutalités, mais les susnommés peuvent montrer leurs pieds sans ongles, leur corps flagellé, leurs poignets décharnés, sans parler des organes sexuels mutilés.

» Je puis vous certifier tout ce que je vous dis, *car j'ai été un de leurs gardiens* et j'espère que vous le ferez constater dans votre vaillant journal. »

*
* *

Le journal *El Pais*, malgré les conditions plus que difficiles faites à la presse dans toute l'Espagne, s'exprime ainsi :

« Chaque jour, nous recevons des lettres et des documents que nous adressent les accusés d'anarchisme détenus dans la forteresse de Montjuich. Lettres et documents qui nous remplissent le cœur d'amertume, parce qu'à travers eux nous voyons d'innombrables iniquités et infortunes.

» Dans ce procès qui se poursuit devant la justice militaire à Montjuich, il y a beaucoup de nébulosités qu'il est nécessaire de mettre au clair, si les mots humanité et justice ont encore quelque signification dans cette malheureuse nation. »

*
* *

Les journaux espagnols reproduisent une lettre adressée au gouvernement par les prisonniers de Montjuich, signée de soixante-quatorze noms, et demandant :

1° Que le gouvernement ouvre une enquête qui lui permette de constater que les aveux des prétendus coupables leur ont été arrachés par la torture ;

2° Que des instructions à cet effet soient données aux rapporteurs du conseil suprême de guerre et marine ;

3° Que, par humanité, on mette les détenus (spécialement torturés) Aschéri, Callis, Noguès, Molas, Mas et Sunyer sous la protection de la force militaire, en les soustrayant complètement à l'action de leurs tourmenteurs ;

4° Que le gouvernement fasse déclarer la nullité des dépositions arrachées par la torture.

*
* *

« Barcelone, 16 décembre.

» Monsieur le rédacteur,

» Les séances du conseil de guerre ont duré cinq jours, et ont été tenues secrètement.

» Le premier jour, le juge a donné lecture du dossier de l'affaire, plein d'exagérations et de faussetés.

» Le deuxième jour, le « fiscal » a lu l'accusation contre les prévenus en les traitant de « bêtes féroces » et de « criminels acharnés ». En terminant sa lecture, il a déclaré qu'*il fermait les yeux à la raison* (on s'en aperçoit !) et demandait la mort pour vingt-huit d'entre eux et les travaux forcés à perpétuité pour les autres.

» Le troisième jour, le président du tribunal a demandé aux accusateurs s'ils soutenaient leurs dépositions et ceux-ci les ont modifiées quelque peu. Après quoi, on a commencé la lecture des défenses présentées par des militaires. Cette lecture a duré jusqu'au matin du cinquième jour. Presque tous les défenseurs ont demandé l'acquittement de leurs clients.

» Le soir du cinquième jour, tous les accusés ont comparu devant le tribunal et *tous* ont protesté de leur innocence avec la dernière énergie.

» Thomas Aschéri a dit qu'il avait été forcé, par d'horribles tortures, à se déclarer auteur de l'explosion de la rue de Cambios-Nuevos.

» Francisco Callis a dit que, par les tortures, le juge a fait un procès tout de mensonges et d'iniquités.

» Antonio Noguès a dit que tout ce qu'il a déclaré était faux. Il a demandé un médecin pour

faire constater sur son corps les blessures produites par les fers brûlants et les autres instruments de torture.

» José Molas a déclaré qu'il avait subi d'horribles tortures et avait été forcé d'accuser d'autres innocents.

» Luis Mas est devenu imbécile par suite de ces tortures inquisitoriales et il a perdu la notion de tout.

» Et ainsi de suite, *tous* ont déclaré avoir été victimes de terribles supplices et de fausses accusations.

» On ne peut savoir ce qu'il arrivera, mais il est certain que la condamnation d'un seul de ces malheureux serait, dans ces circonstances, la plus grande des injustices.

» Voici les noms des gendarmes qui ont été les exécuteurs des tortures, sous les ordres du lieutenant Narciso Portas :

» José Mayans, chargé d'appliquer les *mordazas* (bâillons) et les instruments pour comprimer la tête et arracher les chairs des lèvres, du cou et des tempes. Il ordonne aussi les coups de fouet que les autres gendarmes donnent pour faire marcher continuellement les prisonniers sans dormir, manger ni boire ;

» Manuel Carreras, qui applique des fers brûlants dans les chairs ;

» Tiburcio Estorqui, chargé de tordre les organes

sexuels avec des morceaux de roseau et de cordes de guitare.

» Quand ces bourreaux doivent être relevés, les suivants viennent les remplacer :

» Félix Carral, Rafael Mayans, Cirilo Ruiz, Leandro Lopez et le brigadier Botas.

» Je vous prie d'insérer les noms de ces exécrables bourreaux et de recevoir l'expression de la reconnaissance de tous les malheureux prisonniers.

» Veuillez agréer, etc. »

*
* *

Lettre d'Antonio Noguès, condamné à mort.

« Compagnons, salut !

» Comme vous avez pu l'apprendre, moi, Antonio Noguès, j'ai été, avec trois autres malheureux, un des principaux accusateurs qui ont joué un rôle prépondérant dans ce procès. Mais aussi j'ai été un de ceux qui ont éprouvé avec le plus d'intensité les tortures barbares du martyre.

» Ce que je vous affirme est la stricte vérité :

» Immédiatement après mon arrestation, on me fit passer huit jours consécutifs sans manger ni

oire, en me faisant marcher sans cesse le fouet à
ı main. Et, comme si cela ne suffisait pas, pour
ɜs intentions qu'avaient mes bourreaux, ils aug-
nentèrent la torture en me faisant galoper comme
i j'étais un cheval, jusqu'au moment où, exténué
le fatigue et de faim, je tombai évanoui. Ensuite,
ls allumèrent un foyer où ils mirent chauffer des
fers qui, une fois rougis, furent appliqués sur
mon corps défaillant, jusqu'à ce que, ne pouvant
résister à ces souffrances horribles, je me déclarai
l'auteur de l'attentat.

» A cela, les tortureurs répondirent que ce n'était pas vrai, qu'ils connaissaient déjà l'auteur, et que ce qui était exact c'est que j'avais donné la bombe à l'auteur, que j'en avais encore six autres en ma possession et que moi et un complice nous avions abandonné les deux bombes retrouvées dans la rue Fivaller.

» Pour en finir avec cette barbare torture, je me hâtai de dire que tout ça était exact. Mais je n'étais pas encore au bout!

» On me bâillonna et on me laissa ainsi pendant vingt-quatre heures, parce que je ne savais pas les noms de l'auteur de l'attentat et de mon prétendu complice.

» Ils se virent alors obligés de me dire ces noms et ils me les firent répéter en me collant la face contre le mur, tandis que deux bourreaux me fouettaient.

» Ainsi, tant dans les déclarations que dans les accusations. . . . .

. . . .

je ne peux pas continuer, le bourreau vient !

» ANTONIO NOGUÈS »

*
* *

2e lettre de A. Noguès.

« Château de Montjuich.

» Compagnons, salut !

» En dehors du lieutenant Portas, je veux vous faire connaître le nom des bourreaux ou individus, — je ne sais comment les qualifier, l'épithète la plus dégradante les honorant encore.

» Il y a surtout les trois qui se distinguèrent autrefois avec Codina et autres. Ceux-là sont Mayans, Estorqui et Carral, tous trois mariés et pères de famille. Le premier a un fils qui est aussi inquisiteur. Leurs âges sont respectivement : quarante-huit, trente-huit et trente ans. Pour leurs mérites de bourreaux mis à l'épreuve autrefois, ils jouissent d'une pension de 30 réales par mois. Restent maintenant Carreras, Parrillas, Ruiz et le caporal Botas, également mariés. Mayans, Ruiz, Parrilas et Carral se distinguent avec le fouet et la « mordaza », Carreras avec le feu (celui-ci

fait actuellement partie de la nouvelle police judiciaire).

» Estorqui tord les parties génitales, et le caporal Botas assomme à coups de poing. Voici l'énumération des qualités de ce groupe qui n'a rien d'humain !

» Votre compagnon martyrisé, défiguré, victime de la soif et des Portas et Cie, vous demande de lui rendre un grand service : ce serait d'écrire à ma famille tout ce que j'ai enduré et tout ce que j'endure. Je souhaite que vous jouissiez de plus de liberté que moi.

» Merci et faites vite.

» Votre compagnon,

» ANT. NOGUÈS. »

*
* *

Aschéri écrit quelques mots à des compagnons qui lui ont fait passer 1 franc. Il dit qu'il dut obéir à une force supérieure à sa volonté et qu'il se considère comme irresponsable des accusations portées à la suite des tortures qu'il ne put endurer. Il termine en disant :

« Si quelqu'un d'entre vous me garde rancune, qu'il songe à ce que j'ai souffert. »

(*D'après l'original.*)

*
* *

Voici maintenant une lettre très suggestive d'un Français, Joseph Thioulouze, suivie d'une autre de Gustave Catala, Français également, pour lequel le *fiscal* demandait la peine de mort :

« Mon cher ami,

» Voici ce qui m'est arrivé le jour des déclarations, après que j'ai été appelé devant le juge, auquel j'avais fait remarquer que je ne savais pas parler l'idiome castillan, encore moins le dialecte catalan. Pour cela, j'avais demandé un interprète, afin de ne pas confondre un mot pour un autre, pour ma sécurité personnelle et en plus pour la légalisation du juge.

» Comme je croyais que l'esprit d'équité était un des devoirs du juge, je croyais être en face d'un officier supérieur, digne de l'instruction qu'il a reçue et, par suite, de son éducation et de sa parole de *caballero* qu'il m'avait donnée, en me promettant de faire droit à ma demande à la prochaine interrogation.

» On me ramène à mon dortoir habituel, pour n'y rester qu'un très juste quart d'heure à peine; la garde me rappelle et me conduit entre les mains (ou à la disposition) des gardes civils qui me font

déposer mon maigre bagage dans un recoin du corridor conduisant à la grande descente de l'escalier qui mène au « Zéro ». On me fait attendre un léger instant au milieu de l'escalier, à la plateforme qui communique avec les *calabocillos* (petits cachots) ; ensuite nous reprenons la marche pour le lieu indiqué et connu sous le nom de « Zéro ». (Notez que dans le parcours de l'escalier au dit lieu j'ai reçu une forte gifle.) Faites-vous une idée de l'aspect terrible d'un si grand local, à minuit, avec deux gardes civils qui vous suivent, et un qui vous précède tenant la bougie à la main ; un escalier qui pue le phénol.

» Arrivé à l' « Ante-zéro », on me ligotte comme un saucisson ; un d'eux ouvre la porte et fait sortir une autre malheureuse victime qui ne soufflait mot et a passé devant moi comme un fantôme ; le pauvre infortuné, dont je n'ai pas eu le temps de reconnaître les traits ni l'aspect, devait savoir à quoi servait ce triste réduit, bien approprié pour les choses qui s'y sont déroulées.

» On me fait déshabiller ; plutôt dire, on me déshabille ; la veste, le gilet, le pantalon et le caleçon, tout à un coin, et moi à un autre ; les mains soigneusement liées aux deux poignets, les bras ramenés en arrière, par une forte corde, à hauteur des biceps, après une quantité de tours qui ont pénétré vivement dans les chairs.

» Le garde civil, une forte cravache à la main,

me dit : « Tu ne veux pas parler en espagnol? Je » te ferai parler avant que tu sortes d'ici ! »

» Et hardi, Denis ! il pleut sur moi une quantité de coups de cravache par les mollets, par les jarrets et enfin de toutes parts; au bout de cinq minutes je ne savais de quel côté était la plus forte douleur. On me fait de nouveau la demande : si je suis décidé à me passer d'interprète? si je veux déclarer en espagnol? Je fais signe que je ne peux pas, puisque je ne sais pas parler. Alors, une autre fois recommence la séance : sur les deux côtés, sur les jambes — à chaque coup c'était un *nouveau sourire* de l'officiant, — pendant cinq autres minutes. Voyant que je ne parlais pas, on me *met la mordaza* (le bâillon) à la bouche ; une fois assujetti, d'une main la cravache, de la main gauche la corde qui me fixait le bâillon, la torture recommence; et on me dit que si cela ne suffit pas ils ont d'autres moyens qui sont infaillibles, que je ne fais que commencer, que je ne sais pas ce qui m'attend. Et après un groupe de coups à tour de bras on me débâillonne et l'on me demande si je suis décidé à obéir; que, sinon, il y a autre chose.

» Alors je dis que je parle quelques mots avec difficulté, que je les prononcerai comme je saurai; un d'eux me dit que cela suffit.

» Et en route, pour voir M. le juge Marzo qui m'apostrophe : « Tu sais parler à présent? » Il me fait une quantité de demandes que je n'entendais

presque pas et j'y répondais avec crainte de me confondre en compréhension.

» Voici l'interprète (espagnol).

» On amène Aschéri qui paraissait un spectre et qui ne me regardait même pas ; un pressentiment a paralysé mes douleurs pour penser à celles qu'ont dû souffrir les autres pendant l'espace de deux mois et plus, entre les mains de ces bourreaux inquisiteurs.

» La blouse et le pantalon neufs d'Aschéri en disaient long à ce sujet; ça indiquait que ses vieux habits devaient être en lambeaux ou maculés de sang, et sa voix paraissait sortir d'un tombeau.

» Après que les demandes lui furent faites d'une voix impérieuse, de la part du juge, s'il m'avait vu aux réunions publiques ou secrètes? il a répondu d'une voix morte ce triste et seul mot: « Publiques... »

» Demande du juge : « Plusieurs fois? »

» — Une!... répond Aschéri.

» Il a signé et est parti aux ordres du juge. Cet homme paraissait un sujet hypnotisé. Il s'en est allé d'un pas tout contrefait, comme un homme qui a souffert d'une maladie vénérienne.

» Le juge me dit: « *Sois una banda de pillos!* » (1), Son secrétaire se mit à rire, tout content de cette insulte que j'ai soulignée par cette réponse : « *No*

(1) Vous êtes une bande de vauriens!

sè lo que entiende usted por pillos » (1). Textuel.

» Depuis, le jour que l'on nous photographiait, le même garde civil qui m'avait meurtri de coups me dit ce jour-là : « *Ten recordarás... ya, ya !...* » (2) Le jour que l'on nous a appelés pour demander un défenseur, ce même garde m'a demandé « si j'avais oublié de parler ? » Un autre jour qu'on m'avait appelé devant le juge, je ne sais pourquoi, il y avait plusieurs médecins militaires, m'a-t-on dit. Je n'ai pas pu voir à quoi servait cette formalité ; j'étais avec Ruggiero et j'ai cru que c'était parce que nous étions étrangers. On nous a demandé la profession, pourquoi nous étions ici, l'âge, — que ces hommes paraissaient vérifier.

» Ensuite, le jour de la lecture des charges, le juge a eu le cynisme de me demander, devant quatorze ou quinze défenseurs, « si je me rappelais » qu'ils avaient les moyens de faire parler, que je » devais le savoir... » Vous voulez plus de cynisme !

» Voilà, le plus bref possible, ma triste histoire et la complicité que je tiens dans ce monstrueux procès.

» Votre compagnon d'infortune,

» JOSEPH THIOULOUZE. »

(1) Je ne sais ce que vous entendez par « pillos ».

(2) Phrase catalane qui signifie : « J'espère que tu ne m'oublieras pas. »

*
* *

« Montjuich, 25 novembre 1896.

» Cher monsieur,

» Si je meurs innocent ou si je vais au bagne, je désire que tout le monde connaisse le crime de lèse-humanité qu'un pays qui se dit civilisé prétend commettre sous prétexte de donner une leçon exemplaire, à la suite d'un autre crime contre lequel je proteste également, et qui a été commis à Barcelone : je veux parler de la bombe qu'un individu lança contre une procession.

» Je fus arrêté après cet attentat comme suspect pour avoir été vu dans un établissement public en train de causer avec celui qu'on désigne maintenant comme l'auteur du crime.

» On me demanda si j'étais anarchiste, dynamitard, etc. Je répondis que je n'étais rien de tout cela. On fit alors une descente chez moi et, n'ayant rien trouvé, on me mit en liberté.

» Le 30 juin, je fus arrêté de nouveau, mais, étant innocent, je crus qu'on me laisserait libre aussitôt. Loin de là, je ne fus interrogé qu'au mois de septembre et l'on m'apprit alors que j'étais accusé d'avoir assisté à des réunions publiques et à une réunion secrète où l'on donnait de l'argent pour acheter des explosifs. Je protestai énergiquement contre cette fausse accusation. Mais le juge, sans me donner aucune preuve, me fit enfermer

avec d'autres détenus que je ne connaissais pas, et qui étaient accusés comme moi ; ceux-ci, qui connaissent Barcelone, me dirent que de telles réunions n'existaient pas, et qu'il s'agissait tout simplement d'une invention du juge militaire pour trouver des coupables là où il n'y en avait pas, et pour attaquer certaines idées.

» Le fait est qu'on veut bien trouver parmi nous vingt-huit auteurs et cinquante-neuf complices. On demande la peine de mort pour les premiers et les travaux forcés à perpétuité pour les autres. On prétend que le principal auteur est Français. Moi je ne le connaissais guère et j'avais tout simplement causé avec lui deux fois dans le café « Petit Pelayo » à titre de compatriote. Cela a suffi pour me compliquer dans le procès.

» J'ai envoyé plusieurs lettres à M. le consul de France à Barcelone, je lui ai fait rendre visite par mon défenseur, je lui ai expliqué ma situation, je lui ai offert de lui prouver mon innocence qui, à ce que je vois, ne sert à rien. Le consul ne m'a seulement pas répondu. Me laissera-t-il seul, livré à un tribunal arbitraire? Si je meurs assassiné, je veux que la France sache que je meurs martyr et innocent.

» Je ne prétends pas être ici le seul innocent. Des déclarations ont été arrachées par la torture, et celui qui m'accusait devant le juge paraissait y être forcé par la crainte des supplices, car il baissait

es yeux et ne savait que répondre à mes protestaions indignées.

» Je ne puis vous dire ici tout ce qui se passe, car ce serait dangereux, mais vous pouvez être sûr qu'il reste en Espagne, parmi les autorités, le virus de l'ancienne inquisition ; et qu'elles emploient en secret les tourments pour faire des procès et arracher des déclarations permettant de châtier les innocents aussi bien que les coupables.

» Le temps presse. Je vous serais reconnaissant si vous pouvez porter à la France et à ma famille la preuve de mon innocence.

» Bien à vous,

» GUSTAVE CATALA. »

Voici un fragment d'une lettre écrite par un prisonnier de Montjuich et dont nous ne pouvons publier la signature :

« Barcelone, 18 octobre 1896.

» Chers compagnons, apprenez que le 3 octobre, nous avons su que neuf cercueils ont été portés au Château de Montjuich pour y déposer les cadavres des camarades martyrisés dans les conditions suivantes :

» Le cruel procédé de la morue salée que pratiquèrent les juges inquisiteurs après l'explosion du Liceo n'étant pas assez fin-de-siècle, les civils, afin

de détenir le record de la monstruosité, n'ont rien trouvé de mieux que d'obliger les prisonniers qu'ils veulent faire avouer à rester en chemise et à marcher sans cesse, jusqu'au moment où ils voudront désigner les coupables de l'attentat du 7 juin.

» Etant donné que parmi ces malheureux, nul ne connaît le coupable, nul ne peut renseigner les bourreaux. Il s'ensuit que, quand vient l'heure de se reposer, les gardes-chiourme, véritables brutes triées avec soin, se tiennent aux aguets avec de fortes barres de fer et frappent les prisonniers jusqu'à la mort, plutôt que de les laisser s'endormir.

» Si ces victimes succombent, les journaux, qui sont à l'entière discrétion des juges, sauront expliquer au public que ces hommes — se reconnaissant coupables — se sont suicidés... »

*
* *

Les murs de la hideuse forteresse, malgré leur épaisseur, n'ont pu étouffer tous les sanglots. Voici quelques fragments de la lettre qu'un autre détenu a réussi à faire passer :

« J'ai su qu'on a employé les tortures pour obtenir des aveux. Un Français qui demandait un interprète a été envoyé dans un cachot, assommé et flagellé par des gendarmes bourreaux ; puis on lui

a dit qu'il savait assez bien parler. A un autre on a mis des morceaux de bois dans les ongles des mains et on lui arrachait les ongles des pieds ; on lui attachait les parties sexuelles et on les lui tordait. Pour qu'on n'entendît pas ses cris, on lui mit des *mordazas* (bâillon) à la bouche et on le traitait de criminel, assassin, etc. Lui était attaché sur le bois du lit du cachot obscur, enfin tout ce qu'on peut rêver de raffinements dans l'art de torturer. D'autres auront passé par ces épreuves, mais ils sont au secret malgré la loi.

» *Nous, la majorité des détenus, nous croyons qu'il n'y a aucun coupable ici,* car on a su que quand on a appelé Aschéri de son cachot pour le faire se déclarer mon accusateur et celui de beaucoup d'autres, il a dit : « Allons, maintenant viennent » les tourments ! Si on veut me torturer, je me » déclarerai auteur avant de passer par là. »

» Celui qui passe pour avoir fabriqué la bombe affirme qu'il n'a pas déclaré cela et n'a rien à voir dans ce procès. »

*
* *

Voici la lettre qu'un des prisonniers de Montjuich adressa le 30 janvier à l'un de ses proches parents qui habite en France.

« Barcelone (castillo Montjuich), 30 janvier 1897.

» Rien de nouveau à vous dire sur ce criminel procès, sinon qu'il est à Madrid et on ne sait encore rien ; et c'est bien clair, il n'y a rien de vrai et moi-même j'ai pu me rendre compte au Conseil de guerre que tous étaient innocents, et ceux qui avaient déclaré qu'ils étaient coupables et avaient accusé les autres, ont déclaré devant le Conseil, avec 57 défenseurs réunis, que tout était faux et que s'ils avaient déclaré ainsi c'était à force de tourments qu'on leur avait infligés. La plupart des défenseurs, qui ne voulaient pas le croire sans le voir, tressaillirent d'horreur en écoutant expliquer tous les détails et raffinements des tourments, et ils virent eux-mêmes les plaies. Le président voulut les empêcher de parler, mais un des juges protesta et alors ils purent tout dire quoique, peut-être, la menace secrète d'autres tourments pesait sur leur tête. Ah ! si vous aviez entendu le Fiscal qui déclare lui-même que ce procès est tout embrouillé et sans preuves et ne sait déterminer la responsabilité, *mais qu'en vue de l'horrible crime il ferme les yeux à la raison.* (En vista de la magnitud del crimen, cierro los ojos á la razon...)

» ... Aschéri a dit que lui était auteur, mais qu'il ne se croyait pas responsable puisqu'il l'avait dit par force. Voilà ce qui ressort de ce procès, il

dit que lui est l'auteur mais sans donner aucune preuve, et les inquisiteurs les lui ont demandées ; c'est alors sans doute qu'il a été obligé d'accuser l'un et l'autre sans savoir ce qu'il faisait. Personne ne croit qu'il soit auteur de ce crime : il l'a dit pour ne plus souffrir les tortures; et moi, par ce que j'ai vu au Conseil, je suis de cet avis. . . .

» Ne croyez pas que cette lettre soit lue par le Gouverneur de la Bastille. Elle passe de contrebande comme tant d'autres. Autrement, on n'aurait rien su du terrible drame qu'ils voulaient représenter et qu'ils représenteront sans doute. »

*
* *

Je ne reproduis pas ici des lettres on ne peut plus suggestives des malheureux Francisco Gana, J. Ollé et José Molas, lettres que le lecteur aura trouvées dans le second chapitre de ce livre.

Un grand nombre de détenus purent envoyer, vers la fin du mois de novembre, l'important document que voici au rédacteur en chef de l'un des plus importants journaux parisiens :

« Très honoré monsieur,

» Les soussignés, mêlés dans un procès suivi contre les auteurs de l'explosion d'une bombe dans la rue de Cambios Nuevos, le 7 juin dernier,

avec lesquels aucune relation ni complicité ne les lient, vous prient d'avoir la bonté de publier ce document pour mettre en évidence, à la face du monde entier, l'innocence des hommes qui ont été impliqués dans cet attentat.

» Faveur qu'attendent de vous, qui avez mille fois montré à la face du monde votre amour de l'humanité et de la justice,

» *Les soussignés.* »

Le document s'exprime ainsi :

» Les soussignés, individus appartenant les uns
» à divers partis, beaucoup d'entre eux étant tou-
» jours restés étrangers à la politique, ont l'hon-
» neur d'exposer ce qui suit :

» Tous poursuivis sur les déclarations fausses et
» contradictoires de deux ou trois personnes nous
» accusant d'avoir assisté à de prétendues réunions
» secrètes ou publiques, tenues sur divers points
» de la capitale et des localités voisines, nous nous
» voyons dans la douloureuse nécessité d'appeler
» votre attention sur ce procès afin d'éclairer l'ac-
» tion de la justice, actuellement égarée par ces
» faux témoignages.

» La fausseté du témoignage en arrive jusqu'à
» représenter comme s'étant trouvés dans les
» locaux de ces réunions, des personnes que, de-
» puis quatre ou cinq ans, leur travail retenait loin
» de Barcelone. Il faut, en outre, tenir compte que

» le seul grief formulé contre plusieurs d'entre » nous est d'être malheureux.

» Nous appelons aussi l'attention sur le procédé » incompréhensible de la police. On cherche » actuellement à démontrer à l'opinion publique » que quatre-vingts ou quatre-vingt-dix personnes » avaient comploté pour commettre un crime sans » que la police en sût rien malgré le nombre des » prétendus auteurs ou complices et, d'autre part, » cette police si ignorante formule des accusations » terribles contre les prévenus, accusations aux- » quelles elle prétend donner de l'importance » moyennant des épithètes épouvantables et une » connaissance apparente de la vie intime des ac- » cusés.

» La rigoureuse réclusion dans laquelle on nous » a tenus jusqu'à ce jour nous a empêchés de faire » connaître que nous protestions de notre non- » participation dans le crime pour lequel on nous » poursuit et dont aurait suffi à nous éloigner la » sincérité de nos sentiments d'humanité.

» Nous espérons qu'un cri d'innocence lancé » par tant de malheureux à la fois déterminera » en votre âme un mouvement qui aura assez d'ac- » tion sur l'opinion publique pour rectifier l'action » de la justice.

» Les signataires ne prétendent pas être les » seuls innocents dans ce procès. Ils affirment » seulement que ce document n'a pu arriver à

» nombre des autres prévenus, dont beaucoup se
» trouvent probablement dans la même situation.

» Forteresse de Montjuich (Barcelone),
novembre 1896.

» *Nota.* — Ce document a été envoyé à la presse » espagnole et à plusieurs personnalités politiques. » Nous prions la presse française de l'insérer :

» Juan Torrents, Rafael Cusidó, Antonio Costas » Pau, Andrès Vilarrubias, Pedro Corominas y » Montana, Jaime Vilella Cristofol, Cristobal Solé, » Mateu Ripoll, Juan Casanovas y Villadelprat, » Juan Sala y Cortacans, José Mesa Valderrama, » Ramon Pitchot, Marcelino Vila, Jaime Conde- » mina, Francisco Lis, G. J. Catala, Epifanio Caus, » José Vilas, Antonio Ceperuelo, Baldomero Oller, » José Pons y Vilaplana, Pedro Botifoll, Jacinto » Melich, José Pons y Pons, P. O. Baldomero Gar- » cia, José Moreno, Caralampio Trilles, Juan Oli- » veras, Jaime Roca, C. Oller, Casimiro Balart, » Narciso Piferrer, Manuel Melich, E. Navarro, » Francisco Perez, Enrique Sanchez, José Guilla- » mot, Tomas Codina, Esteban Vallrebera, Can- » dido Andreu, Francisco Plana, José Climent, » Francisco Bartomeu, Pedro Camps, Francisco » Abaya, Pablo Bo, Joseph Thioulouze, Rugiero » Alfredo, Cristobal Ventosa, Tomas Vidal, Anto- » nio Gurri, Teresa Claramunt, José Testart, Bien- » venido Mateu, C Boregad, Gabriel Brias, J. Cels,

» A. Prats, José Ferré, José Funoll, Magin Funoll,
» José Artigas, Jaime Torrents y Ros, Pedro Aro-
» las, Vicente Pi, Juan Ceyaruva, Manuel Bor-
» rero. »

*
* *

Aux noms des malheureux qui protestent avec chaleur contre le rôle qu'on veut leur attribuer dans l'attentat de la rue de Cambios-Nuevos, il faut ajouter celui de Juan Alsina y Vicente, qui écrit :

« Je vous prie de manifester à la face du monde ce cri d'innocence exhalé par le cœur d'un infortuné qui désire seulement que la justice et toutes les personnes impartiales reconnaissent sa non-participation à ce crime et sa stupéfaction en s'y voyant ainsi impliqué.

» J. ALSINA. »

*
* *

Voici une lettre du torturé Callis, sans date :

« Cher ami,

» Hier, à quatre heures, le médecin militaire vint me visiter pour s'informer des tortures qui furent appliquées et voir si nous avions des cicatrices. Nous lui en montrâmes en abondance.

» Je ne sais si ce sera pour le dire au tribunal à notre profit ou à notre désavantage ; mais, vous le savez, pour ces choses-là, je suis pessimiste. Tâchez qu'on éloigne nos bourreaux.

» Bien à toi.

» CALLIS. »

*
* *

Un autre condamné à mort, Sunyer, avait écrit le récit de ses tortures. Il n'est parvenu à envoyer sa lettre aux *Temps Nouveaux* que cinq mois environ après l'avoir écrite.

Lettre de Sebastian Sunyer.

« Le second dimanche d'août (9), dans la matinée, les bras liés ensemble et les menottes aux mains, ils me fouettèrent cruellement. Les menottes rongeaient toute la chair qu'elles serraient et ce supplice me produisait une sorte d'électrisation et des sensations de brûlures vives à toutes les extrémités de mon corps. A cela s'ajoutaient la faim, la privation de tout repos et la soif. Ces trois éléments de la vie étaient pour moi de contrebande et il m'était difficile d'échapper à la vigilance du garde qui ne cessait de me tourmenter un seul instant. Je ne puis dire le nombre de jours que j'eus à souffrir semblable martyre auquel s'ajou-

tait encore la marche accélérée, de la fenêtre grillée aux murs du cachot, abîme de 30 à 31 pas, et je ne pouvais m'écarter de la ligne tracée sous peine de recevoir les caresses du fouet.

» Je me souviens que je demandai de l'eau et qu'ils m'offrirent de la morue sèche. Je ne puis dire combien de jours je restai dans cet état ni combien de coups de fouet je reçus. Je me rappelle seulement que, regardant le récipient en verre de la lampe, je m'aperçus qu'il contenait une sorte d'eau (1). Toute mon attention dès lors se concentra sur ce point et j'étudiai le moyen de l'atteindre, tâche presque impossible. Mais cependant, profitant d'une seconde d'inattention du garde, je sautai je ne sais comment et l'atteignis. J'éteignis la lumière et bus le contenu du récipient, mais deux gardes pénétrèrent dans le cachot et alors ce qui se passa!!...

» Je me rappelle encore que dans ce même cachot ils me lièrent les mains aux épaules et m'appliquèrent un appareil spécial qui me tordait les testicules. Pendant que le garde Martudo s'employait à cette besogne civilisatrice, le descendant de Torquemada, le lieutenant Portas criait : « Duro, duro, con ese bandido, criminal, estúpido,

(1) Il y a quelques lampes de ce genre dans le château. Elles contiennent une sorte de liquide malpropre et jaunâtre, mélange d'eau, de pétrole et de vieux bouts de mèches.

pretencioso », etc. (Dur, dur, sur ce bandit criminel, stupide, etc.)

» Plus tard, autre volée de coups de fouet et menaces, puis ils me dirent que les bombes avaient été cachées rue de la Députation, au coin de la rue de l'Université, enveloppées, etc... »

(Suivent quelques détails.)

Sunyer raconte encore d'autres supplices qu'il endura : le garde Carreras, un jour, après une bastonnade, lui brûla les organes génitaux avec son cigare, etc.

Il fut accusé par Noguès qu'il ne connaissait pas et qui dut déclarer tout ce que l'on voulut pour échapper à la torture.

Voici maintenant un document adressé au capitaine général de la Catalogne par soixante-quinze détenus qui n'ont pas été traduits devant le conseil de guerre, sur lesquels ne pèse aucune accusation, qui ne sont seulement pas à Montjuich quoique la plupart d'entre eux y aient été. Ils se trouvent maintenant dans la prison nationale de Barcelone. Les quinze premiers signataires ont été mes compagnons de cachot, j'ai eu l'occasion de parler avec eux et je ne crois aucun d'eux — à l'exception de Pujol, l'espion de Portas — capable de commettre le moindre délit.

« Prison nationale de Barcelone, 10 mars 1877.

» Les soussignés, avec tout le respect dû à Votre Excellence, ont l'honneur de lui faire savoir :

» Qu'arrêtés à la suite de l'attentat de la rue de Cambios Nuevos, et n'ayant pas été impliqués dans l'accusation puisqu'il n'y avait pas contre eux l'ombre d'un indice de culpabilité, ils estiment qu'ils ont le droit de réclamer la mise en liberté, d'après l'article 472 du Code de Justice militaire. Notre emprisonnement nous cause des torts incalculables. Plusieurs des personnes qui nous sont chères sont mortes à la suite des souffrances morales endurées et de l'épouvantable misère qui règne dans nos foyers dont nous, ouvriers, nous étions les seuls soutiens.

» Nous croyons que la police aura donné sur notre compte de faux renseignements, ce dont nous protestons avec énergie.

» Nous pouvons prouver au moyen de témoignages et de documents que notre conduite a toujours été exemplaire et que nous avons su remplir nos devoirs envers la société et la famille. C'est pourquoi nous jugeons injuste notre détention.

» Nous espérons donc que V. E. voudra bien nous faire savoir les motifs et le terme de notre emprisonnement.

» Jesus Aparicio, Carlos Fort, José Prat, Anselmo

Lorenzo, José Pujol, Bautista Cervera, Ramon Archs, Francisco Rull, Enrique Hüffel, Antonio Pineda, Salvador Garangou, Francisco Freixa, Mateo Roca, Ramon Ardiaca, Jacinto Mestrich, Baldomero Carnado, Francisco Sala, Isidro Miró, Pedro Padró, Jaime Lleonart, Gabriel Llibet, Mariano Alvarez, Francisco Toldra, Miguel Gausachs, Pedro Marba, Francisco Cardenal, José Solé, Tomas Ramon, Pedro Costa, Esteban Cuyas, Abdon Navarro, Sebastian Sedañans, Julian Montes, José Vives, Manuel Simon, Jaime Catafal, Pedro Burés, Ventura Morato, Juan Ubanell, Alejandro Campmeny, Federico Curt, Pedro Perramon, Francisco Elias, Manuel Lusagna, Miguel Gunet, Eugenio Roman, Luis Benezech, Carlos Bielsa, José Pons, Sebastian Cofape, Francisco Guasch, Jeronimo Ortiz, Vicente Frias, Manuel Agustin, Antonio Cero, Jaime Mateu, Antonio Llauradó, Salvio Puig, José Chinchilla, Mariano Valls, Juan Balcells, Pedro Pons, Antonio Tetas, Constantino Amigó, Blas Solé, José Montemar, Jaime Sabadell, Antonio Navarro, Ramon Fort, Joaquin Currials, Matias Gabarró, Clemente Montero, Pablo Calvet, Angel Vilapreno, José Puig. »

*
* *

Malgré la répression féroce qui entrave tout moyen de publicité, on est parvenu, en Espagne

même, à publier deux documents d'une grande importance.

Le premier est une protestation virulente contre l'Inquisition. Il est rédigé en espagnol, italien, français et anglais.

L'autre, un résumé des horreurs qui se sont déroulées dans la forteresse de Montjuich, a été rédigé par un des prisonniers. Voici la traduction de ce document, qu'on vient de répandre à profusion dans toute l'Espagne :

Quelques faits sur les infamies de Montjuich.

« A l'issue du conseil de guerre, un rapport contenant les dernières déclarations des accusés fut lu aux membres du conseil. Mais cet acte, rédigé par le juge instructeur, signé seulement par lui et le président du conseil, et qui fut envoyé à Madrid, ne parle pas des martyres. Nous désespérons que la justice complète se fasse jamais.

» Vers la fin d'août ou les premiers jours de septembre, le lieutenant Portas visita Molas et lui dit qu'il n'était pas responsable des tortures appliquées. Pour lui démontrer ce qu'il avançait, il lui cita un rapport datant du mois d'avril de l'an passé et lui conta une histoire de mouchard que, jusqu'à plus amples preuves, nous croyons fausse.

» Quand les bourreaux exécutaient les tour-

ments, ils essayaient de se disculper en disant qu'ils n'étaient que de pauvres salariés ; que les coupables n'étaient ni eux, ni Portas, mais d'autres plus élevés.

» Un jour que Molas était devant le juge, ce dernier fut appelé par téléphone. On l'avertissait que Luis Mas venait d'être arrêté. Comme tous les cachots étaient occupés, Marzo, en présence de Molas, donna l'ordre de vider le « zéro », où Mas fut enfermé immédiatement.

» Quand les martyrs étaient confrontés avec quelqu'un, ils donnaient une foule de détails : nom, vêtements, signes personnels du confronté. Un jour, Marzo eut le cynisme de dire à Molas : « Comment se fait-il que les confrontés nient tout ce que vous dites? » Molas répondit : « S'ils avaient été enfermés au « zéro » quelques jours, vous verriez comme eux et moi nous serions *tous* d'accord. »

» Une nuit que Sunyer était martyrisé, il tomba sans connaissance ; *la peau de ses testicules venait d'éclater.*

» Les bourreaux coururent épouvantés vers Marzo qui leur répondit : « Bah, cela ne sera rien ! » Il y eut ensuite une grande animation dans le château. Nous supposons que Sunyer fut porté dans le pavillon n° 6. Nous vîmes les bourreaux passer, portant dans leurs bras un homme évanoui, et le médecin Paz, du corps de l'artillerie, qui visitait

un malade du cachot 23, fut appelé d'urgence. (Ce Paz fut l'un des pires complices des inquisiteurs.) Tout ceci prouve évidemment, et sans que l'ombre d'un doute puisse subsister, que Marzo était officiellement tenu au courant des tortures appliquées.

» Avec le général de ce château, D. Pelayo Fontseré, il advint ce qui suit. Ce dernier avait l'habitude de prendre l'air matinal en se promenant sur le bassin où s'ouvrent les fenêtres des cachots. Comme il est interdit aux prisonniers de posséder des allumettes et qu'ils doivent en demander aux geôliers, Molas, qui avait trouvé un mégot, demanda du feu au bourreau Mayans (père) et celui-ci lui asséna un formidable coup de poing sur la figure. Comme il y avait quelque temps déjà qu'on ne le torturait plus, Molas crut bon d'informer le général de ce fait ; mais ce dernier lui répondit qu'il ne voulait pas être dérangé.

» Dans l'un des écrits de Callis, on se rappelle qu'il parle d'un appareil de torture spécial dont voici la description : c'est un casque de fer ayant à sa partie postérieure une sorte d'arbre ou essieu tournant auquel aboutissent plusieurs pièces qui se tendent à l'aide d'une manivelle. L'une des pièces emprisonne et tire fortement par en haut la lèvre supérieure, la faisant recouvrir le nez, et cela jusqu'à ce que la chair des gencives éclate. Une autre pièce prend et tire par en bas la lèvre infé-

rieure. Pour faciliter la respiration, une pièce s'introduit dans la bouche. L'appareil repose sur les épaules et deux autres pièces pressent horriblement les tempes. Cet appareil, qui produit l'impression d'un écrasement de la tête, fut appliqué à Callis et à Mas. Tous deux furent ainsi barbarement défigurés, et c'est pour cette raison que Mas ne fut confronté avec personne durant le mois qui suivit ce martyre. On sait qu'il a perdu la raison.

» La description de cet appareil est faite d'après le récit de l'un des martyrs.

» Noguès dit qu'avec le feu ils lui brûlèrent une fesse et qu'ils se plurent à former ainsi la lettre N, qu'il conserve au grand regret du bourreau Carreras qui, d'inquisiteur, s'est transformé en guérisseur et s'est efforcé de le soigner afin d'effacer la trace des fers rouges.

» Au « Terco » (dur comme le marbre), c'est le nom que les bourreaux donnent à Sunyer comme pour glorifier le plus courageux de tous, deux bracelets sont restés aux poignets, et ses testicules sont abîmés au point qu'on les croirait ravagés par une maladie vénérienne.

» Les martyrisés assurent que les tourments moraux leur firent oublier les tortures physiques, car ils craignent que les accusés ne leur gardent rancune. Ils ne pouvaient communiquer avec aucun d'entre eux et d'atroces remords les harcelaient. Ils ne pouvaient parler qu'aux bourreaux auxquels

ils feignaient d'avoir pardonné pour leur inspirer confiance et pouvoir parler au conseil de guerre.

» Quand les défenseurs vinrent visiter ceux qu'ils devaient assister, on fit aux martyrisés des menaces terribles, et on leur enjoignit de se taire sur tout ce qui s'était passé. C'est pour cette raison qu'au début ils ne dirent rien à leurs défenseurs.

» Le jour qui précéda l'ouverture du conseil de guerre, on les menaça encore de mort.

» En outre de ce que l'on sait du conseil, il s'y passa ce qui suit : Molas énergiquement commençait à décrire les tortures, lorsque l' « auditor » se pencha et dit quelques mots à l'oreille du président. Celui-ci fit taire l'accusé. Alors, le capitaine d'artillerie siégeant à la droite du président se leva et fit observer à ce dernier que l'on devait laisser la parole à l'accusé. Molas continua. Il accusa les gardes civils, et Portas et Marzo; le président, lieutenant-colonel Eduardo Fernandez, lui intima une fois de plus l'ordre de se taire, ce à quoi Molas répliqua vertement et poursuivit son récit, mais on le fit sortir immédiatement. Ensuite vint Noguès qui, lui aussi, fit le récit des martyres. Le président, sur la demande de l' « auditor », tenta de le faire taire, mais le capitaine d'artillerie déjà cité, D. Mariano Fina (ce nom mérite d'être retenu), lut un article du code militaire reconnaissant aux accusés le droit de dire tout ce qu'ils veulent pour leur défense. Noguès continua, et ses déclarations,

forcément, motivèrent une enquête. Peu après furent introduits Mas et Sunyer, qui firent aussi le récit des tortures qu'ils avaient endurées.

» Lors de la dernière séance du conseil de guerre, le défenseur d'Alsina (capitaine d'artillerie de montagne D. Vicente Rodriguez Carril, qui est parent ou ami intime de Portas ou de Marzo) se promenait dans l'étroit corridor des cachots où se trouvaient les six malheureux torturés. Noguès l'appela. Ils parlèrent du procès et Noguès lui fit la description détaillée des tortures, en lui disant que son intention était de les révéler au conseil. Le répugnant personnage qu'est ce défenseur n'en demandait pas davantage.

» Quelques heures après, Portas vint et dit à Noguès : « Tu vois, je sais tout ce que tu as dit ce matin. Garde-toi de parler au conseil, si tu tiens à la vie. Si tu parles, je te tue. Au contraire, si tu ne dis rien, je te promets de faire tout mon possible pour que tu sois remis en liberté. » Portas ensuite alla voir Molas et lui parla de la sorte : « Je sais que tu veux parler. — Je ne sais pas encore ce que je ferai, dit Molas. — Songes-y bien, parce que tu pourrais t'en repentir. — Bien. »

» Et pour chacun des autres martyrs, cette scène se renouvela.

» Lorsque le conseil de guerre fut terminé, Portas monta au cachot de Molas et lui dit : « Qu'as-tu obtenu avec tes déclarations? Qu'as-tu de plus

maintenant qu'auparavant? Tu as vu qu'ils t'ont fait taire, car ce n'est pas moi qui ai ordonné les tortures. » Portas parlait avec une hypocrite humilité et se montrait repentant. Il rendit aussi visite aux autres et alla jusqu'à implorer le pardon d'Aschéri. « Ce que vous avez fait ne se pardonne pas, lui répondit Molas. — C'est que je souffre beaucoup et que j'ai besoin du pardon pour vivre, larmoya le bourreau. — Si vous ne pouvez vivre, tuez-vous! »

» Tous les bourreaux s'excusèrent de la part qu'ils avaient prise dans les tortures et l'on sait que le capitaine de l'escadron auquel appartient Estorqui jeta à la face de ce dernier l'infamie qu'il avait commise. Les autres sont objet de mépris de la part de leurs compagnons.

» Le 15 décembre, dans la soirée, le médecin du bataillon de Figueras visita les martyrs. Ceux-ci lui montrèrent les marques des tortures et lui narrèrent en détail tout ce qu'ils avaient enduré. Le médecin très loyalement écrivit un rapport qu'il lut aux torturés et ceux-ci le trouvèrent conforme à ce qu'ils avaient déclaré.

» Peu après les bourreaux invitèrent les accusés à complimenter (!!) Portas et Marzo à l'occasion de la Noël et du nouvel an, ce à quoi ils se refusèrent.

» Le 7 janvier, Portas réprimanda fortement les geôliers parce qu'ils avaient laissé sortir la liste des inquisiteurs, publiée depuis par *El País*.

» Il est bon de faire remarquer que ces hommes nous promirent une foule de bonnes choses si nous voulions consentir à féliciter Portas et Marzo, mais nul n'accepta et chacun de nous répondit : « A la bonne chère nous préférons la gamelle de la prison et nous ne commettrons pas semblable bassesse. »

» Vers la fin de janvier ou dans les premiers jours de février, quatre ou cinq prêtres de l'établissement jésuite de la rue de Caspe vinrent au château « pour convertir les martyrs ». Il faut excuser Mas, pauvre fou dont ils obtinrent tout ce qu'ils voulurent. Aschéri céda, et, comme le précédent, manifesta le désir de se marier avec sa compagne.

» Avec Molas, ils comprirent vite qu'ils faisaient fausse route et une seule visite leur suffit pour leur enlever l'envie de recommencer. Ils ont également renoncé à convaincre Callis. Le plus énergique fut Sunyer. Un jésuite entra et lui parla avec douceur et humilité. Sunyer, sans dire mot, retira son pantalon, montrant au jésuite stupéfait ses testicules meurtris par la torture, puis il haussa les épaules avec un souverain mépris. Le catéchiste se retira tout honteux et n'osa se représenter devant la malheureuse victime. Sunyer est un homme de caractère, peu communicatif, mais actif au suprême degré.

» Molas est enfermé dans le *zéro*; il ne retournera plus dans le cachot qu'il occupait auparavant.

Depuis le 7 janvier, on surveille étroitement les martyrs, et tous les deux jours on les change de cachot en leur faisant passer la visite. Il leur est défendu d'écrire, de chanter, etc. En un mot, on leur a enlevé toutes les petites libertés dont ils jouissaient auparavant; l'une d'elles consistait à s'entretenir à voix haute de cachot à cachot.

» Il y a trois semaines, Molas vit passer le général sur le bastion où s'ouvrent les fenêtres des cellules. Il se plaignit des exigences du chapelain. Le général s'emporta, lui reprochant son incrédulité et, pour le punir, le condamna au *zéro* à perpétuité, où le caporal des gardes, Cirilo Ruiz, l'enferma immédiatement.

» On sait en dernier lieu que les six malheureux continuent à être privés de toute communication. Ils ne peuvent parler entre eux. Lorsqu'ils veulent écrire, ils doivent le faire devant les inquisiteurs. Toutefois, à l'heure actuelle, ils ne sont ni battus, ni martyrisés : on se contente de les menacer.

» Aujourd'hui, 10 mars, on a retiré au général le commandement du château. Ce changement fut si rapide que l'on ignorait qui désormais serait le chef. On assurait que le général n'abandonnerait pas le château avant le dénouement de cette tragédie, et que les prisonniers sortiraient avant lui. On voit qu'il n'en fut pas ainsi. Au grand étonnement de tous, c'est le général Fernandez qui a pris le commandement; on ne sait ce que ce changement signifie.

» Une fois de plus, il faut le répéter, tout ce procès est une comédie. Ce n'est pas Aschéri qui a lancé la bombe, et rien n'est exact de ce qui est relaté dans l'instruction sommaire.

» Il faut alors que tous les hommes de bonne volonté, que tous les amants de la justice reproduisent ces faits. Il faut que les périodiques et les quotidiens d'Espagne et de l'étranger les publient pour que l'on s'occupe de ce répugnant et honteux procès, que l'on demande la lumière. Il faut que le monde entier connaisse cette comédie sanglante, œuvre de la réaction espagnole dont sont victimes tant et tant d'honnêtes travailleurs.

» De la sorte, en même temps que cette obscure hypocrisie s'éclaircira, ce fait restera consigné dans l'histoire comme une leçon dont profiteront les générations futures.

» Château de Montjuich, 10 mars 1897. »

*
* *

Parmi les documents qui nous sont parvenus tout récemment se trouve un appel à la presse espagnole signé par de malheureux prisonniers dont les noms, tout au moins pour la plupart, n'avaient pas encore été prononcés jusqu'ici et qu'on gardera sans doute indéfiniment en prévention, les éléments ayant manqué pour les juger.

A la Presse espagnole.

« Neuf mois se sont écoulés depuis le jour néfaste qui remplit de deuil Barcelone, à la suite de l'explosion de la bombe de la rue de Cambios-Nuevos dont les horreurs donnent encore lieu à d'innombrables désolations et à des peines irréparables.

» On emprisonna à droite et à gauche, on fit une razzia ouvrière libérale. Les uns ayant été enveloppés dans le procès, les autres simplement détenus, on commença l'instruction sommaire militaire qui dura des mois ; le procès ne fut pas moins lent, puis vint le conseil de guerre. Plus de quatre-vingt-dix jours se sont écoulés en attendant la résolution du Tribunal suprême (Haute-Cour), sans qu'on songe à rendre les garanties constitutionnelles suspendues, sans qu'on soulève le voile dont on a enveloppé la statue de la loi, sans que les hommes *appartenant à différentes classes de la société et professant des idées diverses* (le gouvernement qui régit les destins de l'Espagne suppose que tous sont des anarchistes), sans que ces hommes, disons-nous, emprisonnés dans la forteresse de Montjuich ou dans les prisons puissent se mettre à l'abri au moyen d'un droit quelconque, pas même du droit des gens.

» Nos familles périssent lentement. Plusieurs de

leurs membres sont devenus fous, d'autres sont morts. Les survivants demandent une aumône dégradante, ou attendent le terme des maladies et de la misère dans les trous malsains où les a poussés l'expropriation.

» Nous savons qu'il est inutile de demander la justice aux pouvoirs qui ne veulent pas l'accorder et qui, en la personne de leurs fonctionnaires, *ferment les yeux à la raison.*

» D'ailleurs, la dignité de l'innocent nous défend d'implorer une clémence honteuse.

» Il est vrai que nous souffrons beaucoup, physiquement et moralement. Il est vrai que la privation pendant neuf mois de voir nos familles (excepté le 23 janvier), l'interception de notre correspondance (excepté du 7 novembre au 21 décembre), nous imposent un châtiment, une peine, que nul code ne prescrit, nul délit ne justifie, et qu'aucun juge ne devrait imposer.

» Malgré les faits inconcevables qui précèdent et d'autres encore que de puissantes raisons nous défendent de faire connaître, nous nous écartons des supplications, aussi bien que du déshonneur, du crime et du despotisme.

» Cette humble manifestation que nous adressons à la presse, laquelle, croyons-nous, représente la noble pensée de nos concitoyens, n'a qu'un but, unique et solennel : celui de protester contre le fait horrible de l'explosion, de répéter

constamment notre parfaite innocence et notre irresponsabilité absolue dans cette affaire, et de faire savoir au monde entier que si le crime de la rue de Cambios-Nuevos fut terrible et blâmable, ces mêmes qualificatifs et de pires encore sont applicables à cette seconde bombe d'injures, de calomnies et de tortures que la méchanceté d'un gouvernement cynique ou d'une justice aveugle a lancée contre ceux qui ne sont point coupables.

» Ce devoir accompli, nous souhaitons au Peuple espagnol le salut, la paix et la liberté dont il est privé actuellement.

Cachots de Montjuich, 7 mars 1897.

» Les prisonniers : José Lopez Montenegro, Antoine Casteran, Pierre Bernard, Ramon Taixé, José Miquel, José Salarich, Esteban Bové, Jaime Rivas, Manuel Trepat, Antonio Tomás, Ramon Vilaseca, Francisco Manovens, José-Vicens Franch, Clemente Sala, Martin Carbo, Alejandro Llorens, Antonio Masdeu, José Jornet, Yvan Yvanoff, Pedro Mosquera, José Riera, Esteban Puig y Font, José Bonet y Pont, Antonio Borrás y Poch, Ramon Gonfau, Juan Solé y Bigora, José Ars, Ramon Vidal, Francisco Regás, José Fainé, Antonio Olivella, Pablo Freixas, Ignacio Claret, Francisco Miralles, Juan Ventura, Manuel Alis, José Elias Curquellas, Isidro Mutiñó, Juan Bautista Esteve, Ramon

Gaspar, Carlos Fornet, Anselmo Ramonet, Clemente Puigabras, Ildefonso Alvarez, Pelegrin José, Juan Riba, Fábregas Pedro Donal, Valerio Just, Ramon Just, Antonio Frias Plá, Alberto Bargalló, Mariano Martorell Doria, José Fábregas Serra, Luis Inglada, Tomas Roca, Juan Serra Rosell, Emilio Serra y Serra, Francisco Bach, Jaime Corominas Pera, José Mestres Llansá.

(*Copié d'après l'original.*)

» José Lopez Montenegro. »

CHAPITRE VI

Les meetings, les protestations.

CHAPITRE VI

Les meetings, les protestations.

Des protestations véhémentes se sont élevées de toutes parts contre les atrocités commises par le gouvernement espagnol. Les tortures auxquelles ont été soumis les martyrs de Montjuich, coupables seulement d'avoir voulu faire prévaloir de l'autre côté des Pyrénées les idées de justice sociale, ne devaient pas manquer de mettre debout en Europe tous les hommes qui ont quelque souci de la liberté et de la dignité humaines.

Des meetings ont été tenus un peu partout en France, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne, en Suisse, en Hollande, à Tunis, etc., etc. Dans chacun de ces pays, il y a eu un immense cri d'indignation contre les atrocités perpétrées dans les geôles espagnoles par ordre du réacteur Canovas.

J'aurais voulu mettre sous les yeux de mes lecteurs une relation complète de ces imposantes ma-

nifestations. Mais je me vois obligé de ne rendre compte que de quelques-unes d'entre elles. On n'en pourra pas moins juger de l'effet produit par les si lugubres événements qui se sont déroulés dans la péninsule.

EN FRANCE

Un des meetings les plus importants a été tenu dans le cours de décembre 1896, à la Maison du Peuple, 4, impasse Pers, à Paris.

Une foule compacte avait répondu à l'appel du comité révolutionnaire franco-espagnol, afin de protester hautement contre les horribles tortures renouvelées de l'Inquisition, que le gouvernement férocement réactionnaire d'Espagne a fait subir aux révolutionnaires.

Le bureau formé, la parole fut donnée à Charles Malato qui, tout d'abord, communiqua à l'Assemblée la lettre suivante écrite par le rédacteur en chef de l'*Intransigeant :*

Lettre d'Henri Rochefort.

« 12 décembre 1896.

» Mon cher Malato,

» Qui diable aurait jamais supposé qu'aux approches du vingtième siècle, nous en serions encore réduits à protester contre l'Inquisition et les inquisiteurs?

» Il n'y a rien de changé en Espagne depuis Torquemada, pas même les instruments de torture ; et si les supplices ont varié, c'est qu'ils ont augmenté en horreur et en sauvagerie.

» Les conseils de guerre sont partout les mêmes. En 1871, les officiers versaillais se vengeaient de leur fuite devant les Prussiens en envoyant au poteau de Satory les meilleurs patriotes français.

» En 1896, les tribunaux militaires espagnols se rattrapent sur leurs compatriotes des défaites que leur ont infligées depuis deux ans les Maceo, les Maximo Gomez et les Calixto Garcia.

» Les gouvernements cléricaux sont seuls capables de pareilles revanches. Ils vous mettent à la fois l'épée dans les reins et le goupillon dans la figure : leur Dieu aimant par-dessus tout à mêler le sang à l'eau bénite.

» Mais si nous n'avons pas le pouvoir d'empêcher les crimes journellement commis sur des prisonniers innocents par le tortionnaire Canovas, nous avons toujours le droit de les dénoncer et d'appeler sur leurs auteurs les indignations populaires.

» Dites bien à nos amis les républicains espagnols, mon cher Malato, que nous n'abandonnons pas ce devoir, et adressez-leur de ma part le plus fraternel des saluts.

» HENRI ROCHEFORT. »

*
*

De chaleureux applaudissements saluèrent cette lettre, et il en fut de même quand connaissance fut donnée à l'assemblée de quelques lignes généreuses de Louise Michel.

Charles Malato vint ensuite, en un éloquent langage, vibrant d'indignation et d'énergie, flétrir les odieux traitements infligés aux persécutés d'Espagne.

Puis, ce fut le tour de Vaillant, le député de Paris, qui, au nom du Comité révolutionnaire central, déclara s'unir aux internationalistes pour protester contre les tyrans d'Espagne : « C'est, dit-il, un devoir de solidarité révolutionnaire et d'humanité. »

La citoyenne Paule Mink, de retour d'une tournée de conférences dans les Ardennes, à Sedan, à Mohon, à Charleville, où partout elle a fait voter des ordres du jour d'indignation contre les bourreaux de Montjuich et de Barcelone, s'attacha, après Vaillant, à montrer les exploités des Deux-Mondes se mettant, en un immense mouvement, en marche vers les affranchissements.

Prost s'éleva, en un magnifique langage, contre les hécatombes des réactions gouvernementales.

« C'est du sang de tous les martyrs tombés sous

les balles, sous les couperets, qu'on accroche aux gibets, que naîtra, s'écria-t-il, l'affranchissement du monde. »

*
* *

Létrillard salua ensuite, au nom de la Révolution sociale, les martyrs de la cause sacrée de l'émancipation humaine.

« Plus de guerre entre les nations ! Que l'internationalisme des peuples fasse naître la paix universelle, et le drapeau rouge, le drapeau des révoltés, deviendra l'étendard sous les plis duquel s'abriteront la justice, la liberté, l'émancipation sociale.

» Christine, la sanguinaire, croit étayer le trône de son fils par le sang. Ce sera ce sang lui-même qui étouffera la royauté. »

Le citoyen Bonard, député de Lyon, au nom des électeurs de la grande cité qu'il représente au Parlement français, est venu saluer, à son tour, les martyrisés de Montjuich et prêcher l'union entre les révolutionnaires du monde entier.

Le libertaire Tortelier lui succède à la tribune : « Les crimes du gouvernemont d'outre-Pyrénées, dit-il, crient vengeance. » La fin de son discours est marquée par les cris de : « A bas l'autorité ! Vive la liberté ! »

Après quelques paroles du citoyen Sandrin

contre le militarisme, le député de Paris, Ernest Roche, prend la parole. Je crois bien faire en reproduisant ici textuellement les principaux passages de son discours qui a profondément remué l'assistance.

« Il faut, s'est écrié le représentant du XVII[e] arrondissement, que les protestations indignées du peuple de Paris franchissent les Pyrénées ! Que dis-je ! Il faut qu'elles aillent résonner chez les révoltés de Cuba, pour les affermir et les encourager dans leur résistance désespérée. Non, scélérats et jésuites, tortionnaires lâches et cruels, qui tenez d'une main le crucifix, de l'autre le poignard, non, vous ne boirez pas le sang des républicains, sans que nous brisions la coupe sur vos lèvres ! Et ne venez pas dire que cela ne nous regarde pas ! Paris est la tête et le cœur de l'univers civilisé ; il n'est pas une souffrance humaine ou une iniquité sociale qui n'ait sa répercussion immédiate dans son admirable cerveau. Ah ! de quoi nous nous mêlons ? Etrange question en vérité ! Comme si chaque être humain ne possédait pas le droit sacré, imprescriptible de s'indigner, de protester et d'agir chaque fois qu'un crime se commet sous ses yeux...

» Mais, en dehors des questions de sentiment et d'humanité, je soutiens que notre protestation revêt un caractère de véritable intérêt national et républicain.

» Notre intérêt à nous, c'est de voir les peuples affranchis de toutes les tyrannies ; l'affranchissement des peuples serait la meilleure garantie de la paix universelle. La proclamation de la république en Allemagne vaudrait à l'Alsace-Lorraine de redevenir française ou d'être libre. L'Italie Républicaine serait pour nous une amie et une sœur. Avec l'Espagne républicaine aussi, nous pourrions reprendre et répéter la fameuse phrase de Louis XIV : « Il n'y a plus de Pyrénées. »

» C'est pourquoi il ne faut pas nous lasser de combattre les tyrans, de stigmatiser les bourreaux et de porter secours aux peuples affamés.

» Je demande que dans l'ordre du jour que nous allons voter, le peuple de Paris flétrisse à la fois le gouvernement espagnol qui torture les républicains et le gouvernement français qui tolère, sans broncher, la consommation de ces infamies.

» Je demande que nous lancions d'ici aux patriotes cubains des vœux ardents pour le triomphe de leur cause, et aux Espagnols qui rêvent le relèvement et la liberté de leur pays un appel vigoureux les engageant à proclamer la République espagnole qui seule les vengera et les réhabilitera aux yeux de l'humanité. »

*
* *

Le député de Paris Marcel Sembat est venu s'as-

socier aux généreuses paroles d'Ernest Roche; et après plusieurs autres discours prononcés par les citoyens Drumel, Lescard, etc., l'ordre du jour suivant est voté aux acclamations unanimes de l'assemblée :

Ordre du jour de protestation.

Les citoyens réunis le 12 décembre 1896, à la Maison du Peuple, au nombre de plus de *quinze cents* pénétrés d'horreur pour les atrocités perpétrées dans les prisons espagnoles par ordre du réacteur Canovas, adressent leurs sympathies aux victimes torturées en haine de la justice sociale et vouent leurs bourreaux à l'exécration de l'humanité en attendant qu'ils soient balayés par la révolution vengeresse.

« Ils vouent au mépris public le gouvernement français qui a été assez indigne pour ne pas élever la voix contre les infamies commises en Espagne. »

*
* *

Le meeting organisé à Paris au Tivoli-Waux-Hall a aussi obtenu un immense succès.

Plus de trois mille citoyens y assistaient.

Charles Malato a le premier pris la parole.

Après avoir remercié les assistants d'avoir ré-

pondu en aussi grand nombre à l'appel qui leur a été fait, l'orateur a rappelé l'inoubliable procès de Chicago qui offre tant d'analogie avec le procès de Barcelone :

« Il y a dix ans, a dit l'orateur, dans une salle voisine, la salle Favié, nous protestions contre une quintuple condamnation à mort.

» Au cours d'une grève formidable aux Etats-Unis, à Chicago, les Pinkerson, corps de police volontaire, avaient fait feu sur le peuple et jonché le sol de cadavres. Le lendemain, une bombe éclata, tuant ou blessant huit policiers. Il fallait à la répression bourgeoise œil pour œil, dent pour dent, et l'on arrêta huit révolutionnaires dont la condamnation était prononcée d'avance.

» Ceux que l'on vouait ainsi au supplice n'avaient point commis l'acte pour lequel ils allaient être jugés et l'accusation le reconnaissait elle-même. « Il n'y a point de preuve, déclarait le juge Grinnel, que ceux-là aient été en relations avec l'homme qui a jeté la bombe; mais ils ont tous participé à une conspiration générale ayant pour but de détruire les institutions existantes. »

» Spies, Parsons, Engels et Fischer furent pendus; Lingg, comme eux condamné à mort, se suicida, et le bagne se referma sur Schwale, Niebe et Fielden. Des années, de longues années s'écoulèrent. Puis, un jour, la vérité éclata : on dut reconnaître, ce que nous n'avons cessé de proclamer,

que la justice s'était montrée inique, que la loi avait été infâme, qu'elles avaient frappé des hommes innocents de l'acte qu'on leur imputait et, en présence de l'indignation publique, on fut obligé, tandis que les cadavres des quatre pendus et du suicidé continuaient à pourrir dans la terre, de faire sortir de leur enfer les cadavres vivants des trois autres.

» Dix ans se sont écoulés depuis cette tragédie et l'histoire a prononcé son verdict, plus solennel que celui de tout autre tribunal. Elle a glorifié les condamnés du nom de martyrs, elle a flétri leurs juges du nom de bourreaux.

» Quelque chose d'analogue, mais plus horrible encore, vient de se passer en Espagne. »

L'orateur a fait alors l'exposé de l'épouvantable procès qui s'est déroulé devant le tribunal militaire de Barcelone; il a retracé les tortures auxquelles les condamnés ont été soumis, lu nombre de documents et conclu en ces termes :

« Il ne faut pas que les huit condamnations à mort prononcées reçoivent leur exécution; et quoique je sache que les résolutions les plus énergiques demeurent en général platoniques quand on n'a pas, en main, la force nécessaire pour les sanctionner, j'espère que notre indignation à tous s'exprimera avec assez de force pour avoir son écho au delà des Pyrénées et obliger les bourreaux à lâcher leur proie. »

Avant de quitter la tribune, le citoyen Malato a donné lecture de la dépêche suivante adressée aux organisateurs de la réunion par le groupe *Freedom* de Londres :

« Londres, 5 janvier 1897.

» Chers camarades,

» Le groupe *Freedom* adresse ses plus cordiales félicitations et ses meilleurs souhaits pour le succès de votre meeting et se joint à vous en protestant contre le barbare traitement infligé aux travailleurs espagnols.

« *Le secrétaire*,

« J. PERRY. »

Sébastien Faure prit la parole après Malato. Remontant au moyen âge, l'orateur libertaire montra le prêtre alors souverain abusant de l'ignorance et de la crédulité, l'Eglise toute puissante imprimant la terreur chez les uns, le respect chez les autres, et rendant ainsi tout examen impossible.

« Mais, s'est écrié Sébastien Faure, le besoin de savoir rongeant les cerveaux, la physique, la chimie, l'histoire naturelle, l'astronomie surtout firent leur apparition, devinrent des sciences ; le peuple secoua le joug des vieilles superstitions.

Alors, pour défendre la foi contre l'hérésie et les schismes, naquit l'Inquisition. »

Après avoir retracé ce drame épouvantable qui a duré trois longs siècles, ce cauchemar terrifiant qui pesa si longtemps sur l'Espagne, l'orateur a montré, en un magnifique langage vibrant d'indignation, cette Inquisition qu'on croyait disparue à jamais, renaissant pour élargir son domaine et franchir les frontières !

Plusieurs discours couverts d'applaudissements ont encore été prononcés par les citoyens Girault, Prost, Tortelier, etc., etc.

La sortie du meeting s'effectua aux cris mille fois répétés de : « Vive la Révolution ! à bas les bourreaux ! à mort Canovas ! » Des forces policières très importantes occupaient les environs de la salle du Tivoli-Waux-Hall.

A la suite de cette imposante réunion, une manifestation de plusieurs centaines de personnes, grossie sur sa route d'une foule innombrable, se porta devant l'ambassade d'Espagne, où furent répétés les cris de : « A bas Canovas ! à bas Weyler ! à bas les bourreaux. »

*
* *

Le meeting tenu salle Pétrelle, à Paris, par l'Internationale scientifique, pour protester contre

l'Inquisition en Espagne et contre les cruautés de Weyler à Cuba, a été aussi des plus imposants.

La salle ne pouvait contenir tous les citoyens accourus pour flétrir les atrocités sans nom commises par les prêtres et les bourreaux espagnols.

Le citoyen Prost a occupé le premier la tribune et dit, en termes virulents, la haine qu'on doit ressentir pour les tortionnaires d'outre-Pyrénées.

Après lui, Charles Malato s'est élevé contre les actes odieux du gouvernement alphonsiste, tant en Espagne qu'à Cuba :

« Les Cubains luttent pour leur indépendance, s'est-il écrié ; ils se sont révoltés, lassés de l'oppression cruelle qui pesait sur eux, contre un gouvernement qui foulait aux pieds tous leurs droits.

» Depuis deux ans, l'armée cubaine, qui ne compte que 30,000 hommes, lutte bravement contre les 200,000 soldats de l'Espagne. Dans ses rangs, il y a des hommes de toutes couleurs. Il ne faut pas s'occuper de leurs opinions, et voir simplement en eux des opprimés en révolte. Ils ne sauraient tarder à venir aux idées libertaires, car une fois l'indépendance conquise, ils iront plus loin, ils voudront le droit à la vie par le bien-être.

« Toutes mes sympathies, a poursuivi l'orateur, sont pour ces hommes qui luttent avec toutes les armes par l'action révolutionnaire contre le des-

potisme ; toute mon admiration va à Maceo qui vient de tomber victime d'un lâche assassinat. »

Après Malato, Girault, un jeune et vaillant propagandiste, s'est révélé comme un orateur de race. En un langage empreint d'une grande hauteur, il a montré le rôle néfaste joué dans la société par l'armée et par la religion.

« Il faut semer la haine des prêtres et des sou dards, a-t-il dit ; que nos gouvernants prennent garde, car de simples philosophes pourraient devenir de terribles justiciers. »

Le député de Paris Sembat, Buteaud, Tortelier ont ensuite occupé la tribune et flétri successivement les bourreaux de Montjuich.

En un discours clair et vibrant, Faure a montré l'Inquisition comme un produit naturel de l'Autorité, de l'Idée de Dieu. Elle a fait son apparition au moment historique où les peuples, cherchant leur voie, se détachaient des croyances religieuses. Pour les prêtres sectaires, c'était peu de chose que les supplices passagers qu'ils infligeaient à leurs victimes en regard des souffrances éternelles annoncées par leur Dieu.

L'orateur a montré ensuite que l'Inquisition a laissé des traces dans la magistrature, l'armée, la famille, le patronat. « Il y a quelques années, a-t-il dit, nous étions à une minute de ces siècles d'infamie. La foule était devenue lâche, les dénonciations

pleuvaient, on n'osait pas se dire ami des libre-penseurs, les gens s'abordaient décontenancés. On arrêtait sur un soupçon. Les magistrats faisaient fonction d'inquisiteurs. Aujourd'hui encore la police surveille les suspects et continue à écrire sur ses registres les noms des hommes de liberté. »

Tous les discours dont je viens de donner une analyse sommaire ont été accueillis par de vigoureux applaudissements. A certains moments, l'assemblée était émue, frémissante, indignée ; c'était le Paris des grands jours révolutionnaires qui crachait son mépris à la face des bourreaux de l'Espagne cléricale.

*
* *

Après Paris, les départements.

Henri Dhorr a fait à Dijon, le 14 janvier dernier, une remarquable conférence sur les atrocités sans nom commises par la réaction clérico-militaire espagnole.

La presse locale s'était abstenue de donner à cette conférence la moindre publicité. Les plumitifs indigènes avaient organisé la conspiration du silence.

D'un autre côté, réactionnaires et modérés s'étaient entendus pour mobiliser leurs troupes afin d'arriver à couvrir la voix du conférencier. Etait-il possible qu'un homme de cœur pût flétrir

en public les monstres qui déshonorent l'humanité?

Malgré tout, dès huit heures et demie, une assistance en majorité sympathique se pressait dans la salle de Flore.

Dhorr, avec autant d'énergie que de talent, s'éleva contre les crimes des complices de Canovas et salua les soldats de l'émancipation humaine qui expient dans la prison de Montjuich le crime d'avoir tenté de faire triompher les idées de justice et de liberté!

Les applaudissements ne lui furent pas ménagés — à la grande déception des folliculaires cléricaux. Que leur importe, à eux, qu'on assassine, qu'on martyrise des prolétaires en deçà ou au delà des Pyrénées?

*
* *

Dans d'autres villes des départements, à Rouen, à Lyon, à Marseille, à Angers, à Amiens, à Reims, à Châlons, à Troyes, à Limoges, à Hyères, à Roanne, à Roubaix, à Toulon, à Cette, à Toulouse, à Sedan, à Pontoise, dans bien d'autres cités encore, des conférences ont été faites, des meetings ont été tenus. Partout, sans exception, l'assistance, aussi nombreuse que sympathique, s'est ralliée à l'unanimité à des ordres du jour flétrissants pour le gouvernement alphonsiste et son bourreau en chef, Canovas.

EN ANGLETERRE

Le 28 janvier dernier, dans la salle de la « Club and Institute Union », a eu lieu un important meeting de protestation contre la torture en Espagne.

Ont pris la parole : J. Perry, Walter Crane, H.-S. Salf, Tom Mann, Keir Hardie, H. Blatchford, H. Stockton, J.-C. Kenworthy, H. Durrows, P. Kropotkine, Louise Michel, J. Turner, N. Tchaikowsky, Andrew Hall, S. Mainwaring, etc., etc.

Après un retour en arrière sur le passé historique de l'Espagne marqué par des orgies de patriotisme (extermination des Maures, assujettissement des Pays-Bas, mise à sac et esclavage du Nouveau-Monde) ou par des excès religieux (Inquisition), on a abordé la question des atrocités de Montjuich.

L'assemblée a été unanime à déclarer que les témoignages fournis étaient surabondants et a conclu à la nécessité de l'abolition d'un système qui se maintient par les mensonges du politicien unis à ceux du prêtre, et par la torture du bourreau, du geôlier et de leur patron commun, le monopoliste affameur des peuples.

EN HOLLANDE

Le *Sozialistenboond* a organisé, avec Domela Nieuwenhuis, plusieurs meetings à la suite des-

quels des ordres du jour de protestation ont été votés à l'unanimité des assistants.

A La Haye, une manifestation a eu lieu devant l'ambassade d'Espagne aux cris de : « A bas Canovas ! A bas les bourreaux ! »

EN AUTRICHE

Le mouvement de protestation dont je fais ici l'historique a gagné l'Autriche, et notamment Vienne où ont été tenus plusieurs meetings.

Un journaliste de grand talent, Friedrick Spielhagen, a publié dans le *Neuer Wiener Tagblatt* un article intitulé : *Tu ne martyriseras point*. Cet article a fait grande sensation, et il a été reproduit par plusieurs journaux de langue allemande.

EN ALLEMAGNE

Le *Sozialist* de Berlin a, depuis le 9 janvier dernier, consacré régulièrement sa première page, et souvent ses deux premières pages, à la reproduction de renseignements fournis par les journaux français : l'*Intransigeant*, les *Temps nouveaux*, le *Père Peinard*, la *Revue blanche*, l'*Écho de Paris*, le *Libertaire*, la *Justice*, la *Libre Parole*, l'*Autorité*, etc.

Les libertaires allemands ont organisé des réunions de protestation partout où cela leur a été possible, à Berlin, Rixdorf, Magdebourg, Velten, Friedenau-Heglitz, etc., etc.

Le *Vorwaerts*, lui-même, organe des sozial-demokrat, a protesté contre le jugement du tribunal militaire dans l'article de tête de l'un de ses numéros.

Ce journal ne peut être soupçonné de complaisance à l'égard des anarchistes, mais la justice et l'humanité lui ont fait un devoir de s'élever avec énergie contre les cruautés commises en Espagne à l'égard soit d'anarchistes, soit d'adversaires du gouvernement.

Ce qui est surtout à remarquer dans le mouvement de protestation allemand, c'est que des hommes, appartenant aux partis politiques les plus opposés, se sont trouvés d'accord pour faire entendre leur voix en commun.

Les protestations continuent d'ailleurs de l'autre côté du Rhin. C'est ainsi que des meetings ont été tenus le 7 février à Elberfeld, le 11 à Munich, le 15 à Hanau, le 18 à Stuttgart, le 20 à Bâle.

Enfin, les libertaires de Berlin ont réuni en une brochure de propagande tous les documents relatifs aux mauvais traitements subis par les prisonniers de Montjuich. Cette brochure porte pour titre : *Die Justiz grenel von Barcelona.* Elle a eu un tel succès que la première édition n'a pas suffi. Il va en être publié une seconde.

*
* *

Plusieurs journaux allemands ont envoyé en Espagne des correspondants pour procéder à des enquêtes. Le correspondant de la *Frankfürten Zeitung* écrivait, à la date du 13 février 1897, que les révélations de la presse étrangère étaient au-dessous de la vérité.

*
* *

Je n'ai fait, au cours de ce chapitre, que reproduire ou analyser, en y ajoutant quelques commentaires, ce qui a été dit ou écrit au sujet des monstrueux forfaits dont la citadelle de Montjuich a été le théâtre.

Que le monde civilisé auquel j'en appelle juge maintenant, comme il le mérite, ce retour à la barbarie ancestrale qui vient de se produire en Espagne aux portes du vingtième siècle !

CHAPITRE VII

Interview de la « Libre Parole ».
Lettre d'Aschéri.

CHAPITRE VII

Interview de la « Libre Parole ». Lettre d'Aschéri.

Le 16 janvier, le journal de Paris, la *Libre Parole*, qui est pourtant loin d'être un ennemi des jésuites, son directeur étant le vrai successeur de Louis Veuillot, publiait l'importante interview que voici, et qui passa presque inaperçue :

LES ATTENTATS DE BARCELONE

Les condamnés ne sont pas coupables.
Le véritable auteur des attentats.

« Les lecteurs de la *Libre Parole* savent que seule elle a pu donner les noms et les adresses de la plupart des Espagnols arrêtés.

» Nous tenions ces renseignements d'un homme qui connaît à merveille les Espagnols de Barcelone compromis dans la propagande par le fait. Hier, ce

correspondant anonyme nous a mis en rapport avec une femme qui a dû quitter Paris depuis que nous l'avons vue et qui était la maîtresse de celui qui a été l'instigateur et l'auteur principal des dernières explosions.

» Voici les renseignements très curieux qu'elle nous a donnés :

» — Il paraîtra sans doute bien extraordinaire, après le Conseil de guerre de Barcelone, que celui-là seul qui a tout préparé, tout organisé, ne soit ni arrêté ni condamné.

» Les condamnés de Barcelone n'ont en quoi que ce soit participé *matériellement* aux derniers attentats. Le seul homme qui a tout fait, est celui dont je suis la compagne depuis trois ans. Mon ami est à l'abri et je vais le rejoindre. D'ailleurs, sans doute, il fera bientôt connaître lui-même son nom, afin de dégager la responsabilité des autres, mais moi j'ai d'autant mieux le droit de dire la vérité que je la connais d'une façon absolue par lui, et que je puis même donner ce détail qui est, je crois, le seul dont il a été permis aux juges de contrôler l'exactitude : chacune des bombes jetées à Barcelone a coûté onze francs cinquante.

» La vérité, c'est que le coupable n'est pas Espagnol, les juges le savent bien, puisqu'ils ont lancé des mandats contre deux Russes, un Français et trois Italiens. Ce sont eux, en effet, qui ont pris la direction du parti anarchiste espagnol.

» Avant la proclamation de l'état de siège, la po-
;e ne connaissait que les membres des cercles
ts d'études sociales, dont les statuts étaient *ap-*
rouvés par le gouverneur de la province.

» Maintenant, bien entendu, ces cercles sont fer-
iés et les principaux chefs se sont réfugiés en
Belgique et en Angleterre. Ceux qui étaient venus
in France ont quitté Paris depuis les dernières ar-
restations.

» A Barcelone, ils appartenaient pour la plupart
» à la Société des cordonniers, *Sociedad de los ofi-*
» *ciales Zapateros*, ou à la Société des maçons, qui
» étaient presque entièrement composées de par-
» tisans de la propagande par le fait. Ils se réunis-
» saient le plus souvent dans un appartement loué,
» *37 calle Riereta,* alors que les sièges effectifs des
» Sociétés se trouvaient au 37 *bis* de la même rue.
» — Les deux maisons étaient reliées entre elles
» par un passage intérieur — *inconnu de la police.*

» Vous voyez ce qui se passait; pendant que les
» agents de la Sûreté surveillaient des comparses
» au 37 *bis*, les dirigeants délibéraient en paix
» au 37.

» Personne, parmi les membres masculins et
» féminins des deux cercles, ne blâma les derniers
» attentats. La plupart d'entre eux se réunirent
» dans la nuit suivante au 37 *bis*. On soupa, puis
» ensuite chacun alla de son côté. — Ce fut la
» dernière réunion tenue par les deux clubs. »

» Ici nous demandons à notre interlocutrice à quoi il faut attribuer l'espèce de terreur anarchiste qui règne dans la capitale de la Catalogne.

— Au fait unique des exécutions de Xérès en 1892, nous répond-elle. Les anarchistes avaient espéré jusqu'au dernier moment que la régente ferait grâce; ils ont voulu venger leurs amis !...

— Mais enfin, un seul homme est-il l'auteur du dernier attentat?

— Un seul homme a tout combiné, et parmi ceux qui sont condamnés actuellement, aucun n'est coupable. Je vous assure que comme l'ont dit les correspondances venues d'Espagne, c'est la torture seule qui leur a arraché de faux aveux.

— Mais enfin, quel est cet homme?

— C'est un Italien. Je vous promets de vous envoyer dans quelques jours l'adresse de l'hôtel qu'il occupa ici même à Paris, le numéro même de sa chambre avant son départ pour Southampton où il est arrivé avant-hier. Puisque vous m'avez demandé des renseignements sur les anarchistes, je puis vous dire une chose assez intéressante sur Jacques Brosse et deux autres Espagnols détenus à Mazas.

» Le gouvernement espagnol réclame leur extra-
» dition et, en réalité, ils n'ont commis d'autre
» crime que des délits de presse. »

» Nous avons transmis fidèlement les révélations étranges de l'Espagnole avec laquelle nous avons

été mis en présence, une jeune femme de vingt-huit ans, brune, très énergique, assez jolie, ayant dans toute sa pureté le type espagnol.

» Quelle que soit l'horreur que doivent inspirer les attentats de Barcelone, il est impossible de ne pas être ému à la pensée que huit malheureux, qui étaient absolument innocents, ont été condamnés à mort.

» X X X »

Les déclarations de cette femme sont absolument d'accord avec mes renseignements. J'ajouterai même que la personne à laquelle elle fait allusion avait de puissants motifs pour se venger. Elle aura pu comprendre, après l'accomplissement de l'acte, qu'elle avait fait fausse route, puisqu'elle n'a réussi qu'à faire de nouvelles victimes. Je ne puis en dire davantage, mon rôle n'est pas de dénoncer. Mais je compte que les espérances que nous fait concevoir cette femme ne seront pas déçues et que l'auteur de l'attentat voudra bien dire un jour son nom pour confondre les juges assassins et pour réhabiliter les innocents persécutés. C'est triste, qu'il n'ait pas le courage de le faire tout de suite. Mais, qu'il fasse ses aveux maintenant ou qu'il attende une occasion propice pour les faire, mieux vaut tard que jamais (1).

(1) C'est peut-être à cette même personne que faisait allusion le prince Pierre Kropotkine lorsqu'il écrivait, le 27 janvier,

Tout porte à croire que l'auteur *matériel* de l'attentat soit l'Italien dont a parlé la jeune Catalane. Celui-ci avait-il des complices? J'ai toujours cru que la police n'était pas étrangère à la catastrophe. Les indices que j'avais là-dessus, quoique fort suggestifs, ne me paraissaient pourtant pas assez concluants. Je me suis donc abstenu d'en parler jusqu'au dernier moment, préférant montrer une réserve, peut-être excessive, plutôt que de m'exposer à faire, sur une question aussi délicate, des appréciations risquées.

Mais voilà qu'aujourd'hui, 14 mai, Rochefort publie une lettre qu'il vient de recevoir d'Aschéri, qui donne une telle force à mes doutes, que je crois devoir exposer les faits sans réserves, tout en m'abstenant de conclure quoi que ce soit. Le lecteur pourra tirer lui-même les conclusions qui lui paraîtront logiques ou irréfutables.

Voici d'abord les faits, sans commentaires :

1° Quelques jours avant l'explosion de la rue Cambios-Nuevos, un lieutenant de la gendarmerie, nommé Canales, se rendit à ma maison de campagne de San-Gervasio (aux environs de Barcelone) et, ne m'y trouvant pas, demanda à la bonne quel était l'endroit où l'on pourrait toujours me

au journal *l'Incorruptible :* « Je ne puis écrire sur ces sujets sans penser à quelqu'un que je peux compromettre, et cela me fait une peine incroyable que d'écrire de cette façon. Volontiers j'y renoncerais tout à fait. P. K. »

trouver à une heure déterminée. La bonne lui répondit que j'allais tous les jours, de 7 à 8 du soir, à l'Ecole des Arts-et-Métiers et que, à la sortie, j'allais prendre le café à une brasserie située en face de ladite Ecole, la brasserie Cisa. Le lendemain, Canales alla vérifier le fait et demanda à la patronne et au garçon de l'établissement si réellement j'y allais tous les jours à 8 heures. Il lui fut répondu affirmativement.

Donc, on voulait savoir où l'on pourrait me trouver avec toute assurance lorsqu'un événement, qui ne devait se produire que quelques jours plus tard, se serait produit.

2° La veille de l'explosion, quelques anarchistes, parmi lesquels Baldomero Oller (condamné aujourd'hui à vingt ans de travaux forcés) et quelques républicains, parmi lesquels José Bisbal (acquitté), furent arrêtés et jetés en prison.

L'un et l'autre ont été mes compagnons de cachot aussi bien à la Prison Nationale qu'à Montjuich. Leurs femmes ont été également arrêtées, ce qui n'a rien d'étonnant, puisqu'aucun des deux n'était marié religieusement. Ils m'ont raconté plusieurs fois combien grand avait été leur étonnement lorsqu'ils apprirent la nouvelle de la catastrophe, le lendemain de leur incarcération. Un des gardiens leur dit même : « Voilà qui complique étrangement votre affaire. — Quelle affaire ? — Celle qui vient de commencer », leur fut-il répondu.

3° Un de mes compagnons de cachot me dit un jour, à Montjuich : « Lorsque je fus arrêté, l'agent de police qui m'emmenait me dit qu'il savait bien que je n'étais point coupable, mais qu'il avait reçu l'ordre de m'arrêter quand même; quant à l'auteur de l'attentat, il affirma qu'il savait bien qui c'était, mais qu'il ne pouvait pas le dire, et qu'on ne saurait probablement jamais son nom. » — « Pourquoi, lui dis-je alors, ne racontez-vous pas cela à M. Portas? Puisque vous connaissez l'agent qui vous a tenu ce langage, il serait sans doute facile de découvrir le coupable et de faire cesser les souffrances de quatre cents persécutés qui sont complètement innocents. — Je n'ose pas, dit-il ; je crains d'aller au *zéro*. — Me permettez-vous au moins de faire moi-même cette démarche? — Très volontiers. »

Le lendemain, je racontai l'affaire à Portas, qui ne voulut rien entendre. Il refusa même de connaître le nom du prisonnier et celui de l'agent de police. Il ajouta qu'il ne voulait voir dans tout cela que des manœuvres des inspecteurs civils de la Sûreté, jaloux de son prestige et de sa puissance. Il me raconta même qu'un de ces inspecteurs, nommé Bel, avait demandé et obtenu du capitaine général des pouvoirs illimités pendant un mois, se compromettant à découvrir le coupable sans employer les tourments, mais qu'il avait échoué. Cette entrevue eut lieu le 15 août dans le pavillon

du général Fontséré, gouverneur de la forteresse. M. Portas, qui est pourtant aussi menteur que sanguinaire, aurait-il le courage de me démentir?

4° Aschéri — personne ne l'ignore — avait appartenu à la police secrète, aux ordres de M. Daniel Freixa, ancien inspecteur en chef des quatre provinces catalanes, actuellement directeur d'une grande agence de renseignements située rue Pelayo. Aschéri était-il un anarchiste ou un agent provocateur? Etait-il l'un et l'autre à la fois? En tous cas, voici sa lettre :

« Cachots de Montjuich (Barcelone).

» *A Henri Rochefort, Directeur de l'*Intransigeant, *Paris.*

» Cher monsieur,

» Afin que, par la voix de votre journal, qui s'honore d'être toujours le premier à dénoncer les crimes dont les pouvoirs, quels qu'ils soient, abusent toujours, confiants en leur force, faite de l'ignorance populaire, vous puissiez, une fois encore, être utile aux malheureux, je viens vous faire, par cette lettre, qui est écrite en secret, et qui ne vous parviendra certainement qu'après ma mort, un court récit des infâmes moyens dont se sont salis les inquisiteurs espagnols pour former le procès de tendances qui sera la honte du siècle.

» Devant profiter des courts moments que je puis dérober à la surveillance de mes bourreaux, je m'abstiendrai de tout commentaire, certain que celui qui me lira comprendra sans peine les amères réflexions que je n'ai pas le loisir d'écrire. Je tâcherai seulement d'être le plus précis possible.

» Vers la fin du mois de juillet 1895, je fus prié par un memorandum du consul général de France de me présenter à ses bureaux pour une affaire me concernant. Très étonné de recevoir pareille invitation, mais curieux de savoir quel genre d'affaire j'avais avec le consulat, je m'y rendis. Après quelques demandes sans intérêt, M. Ponsignon me confia qu'il me connaissait très intelligent par les rapports que ses agents lui avaient faits sur moi ; il m'offrit de lui servir d'indicateur. Croyant pouvoir être utile à mes camarades réfugiés, j'acceptai et entrai à son service. Entre nous, ils sont rudement chiches, vos représentants, et si mon intention eût été de les servir loyalement, ils m'en auraient bientôt guéri.

» Je continuai à me fiche du consul pendant près de dix mois, et ne trouvant aucun intérêt au jeu j'allais me retirer, lorsque découvrant enfin ses batteries, M. le consul m'annonça que le gouverneur de la province de Barcelone l'avait prié de me présenter à lui. Je ne vis aucun inconvénient et fus présenté. Don Valentin Sanchez de Toledo, qui

était alors gouverneur, nous reçut le même jour et me fit les mêmes propositions que je m'empressai d'accepter.

» Vous trouverez certainement que ma conduite n'avait rien de correct ; j'ai toujours cru, que ne pouvant user de la force, la ruse n'était pas à dédaigner pour le vrai révolutionnaire. Bref, je fus nommé confident particulier du gouverneur et entrai en fonction sans plus de délai.

» Je fus bientôt objet d'envie pour le chef de police don Daniel Freixa, qui s'imagina, non sans raison, qu'il avait en moi un ennemi, et aussitôt commencèrent les intrigues pour lesquelles l'Espagnol en général a un instinct très développé (je ne trouve pas d'autre mot). Le gouverneur commença à me parler de bombes et de réunions secrètes (fin mars). Je niai (sans mentir) qu'il y eût le moindre mouvement parmi les anarchistes et don Valentin me dit que le chef de police lui assurait le contraire. Je niai plus fort, et pour lui démontrer le peu de foi que méritait Freixa, je dis au gouverneur, ce qui n'était un secret pour personne, que l'on jouait au prohibé dans Barcelone et que le chef aimait les pots-de-vin, précisant les maisons qui les lui payaient.

» Suivant mes indications, le sous-chef des Mozos de la Escuadra, M. Mas, fit plusieurs descentes avec succès, et lorsque Freixa se vit pris, il répondit aux réprimandes du gouverneur que s'il

n'avait pas fait son devoir, c'était parce que don Valériano Sanchez de Toledo, frère du gouverneur, avait les mêmes goûts que Freixa et partageait avec lui les *bonis*.

» C'était vrai, et j'eus un ennemi de plus.

» Alors recommencèrent les histoires de brigands jusqu'à ce que, fatigué, j'intimai au chef de me préciser ce qu'il savait. Il le fit devant le gouverneur, racontant le complot tel qu'il paraît dans le procès de Montjuich ; et moi, voyant que je ne serais pas cru et voulant savoir à tout prix quel était le but de Freixa, je pris note des noms donnés par lui et, en date du 6 avril 1896, je suivis le fil.

» Je crus d'abord que son intention était de préparer les arrestations pour le 1er mai, et, sûr que, fuyant d'Espagne, je pourrais toujours dévoiler l'infamie puisque tout n'était que mensonge, j'attendis tranquillement. A mon grand étonnement le 1er mai passa sans accroc et nous ne causâmes plus complot.

» Le gouverneur Sanchez de Toledo s'enfuit, et M. Hinojosa le remplaça ; quant à moi, fatigué de tant de bêtise et de méchanceté, je ne mis plus les pieds à la préfecture jusqu'au jour de l'explosion. Trop tard. Je fus arrêté et mis au secret le 9 juin.

» Alors commencèrent les vexations ; les menaces, les prières et les promesses furent employées alternativement pour que je déclarasse

personnellement l'histoire montée par Freixa; et devant ma négative formelle, le 4 août, l'on me descendit dans le cachot où j'écris ces lignes, et à neuf heures du soir le lieutenant de gendarmerie D. Narciso Portas commença à m'appliquer la torture.

» Tous les tourments de l'ex-Inquisition ont été mis en vigueur; la soif, le sommeil, la fatigue, le fer rouge, la torsion des testicules et les coups de nerf de bœuf, voilà le régime auquel nous fûmes soumis pendant un mois, moi et cinq autres. Comprenez-vous, cher monsieur, ce que représente de souffrances ce mois maudit? Il n'y aura qu'à faire l'autopsie de nos corps pour en avoir une faible idée.

» Personnellement, pendant *huit jours et huit nuits* consécutifs, je fus obligé à me promener d'un bout à l'autre de mon cachot, sans boire, et n'obtenant pour toute nourriture qu'une bouchée de pain et un *morceau de morue sèche;* quand, délirant de fièvre, de sommeil, et n'ayant même plus conscience de la fatigue, je tombais à terre, demandant à grands cris un peu d'eau, le nerf de bœuf me répondait; et voulant encore essayer de résister, je mentis et dis que j'étais l'auteur de l'explosion......

» A partir de cet instant, je n'ai plus que le souvenir d'atroces douleurs jusqu'au *20 août,* jour où cessèrent de me torturer mes bourreaux, qui

étaient six : le lieutenant de gendarmerie Narciso Portas, le caporal du même corps Tomas Bota, les gendarmes Cirilo Ruiz (ici l'un des noms est barré), Carreras et Mayans y Roc. Le 20 août, le procès était monté, et depuis ce jour, à part quelques coups de nerf de bœuf, il n'y eut plus que des menaces.

» Le jour où commença le conseil de guerre, j'étais décidé à parler haut ; mais toutes les précautions étaient prises et Portas eut soin de me faire passer en revue les instruments de torture, en plus de ne nous faire déposer devant le tribunal que un par un et en secret.

» Malgré toutes les précautions, l'on n'a pu empêcher notre protestation d'innocence ; mais elle n'a pas sorti de la salle du conseil et elle est inutile.

» Après la dernière session, le lieutenant est venu la larme à l'œil me demander pardon. Je ne crois pas à ces larmes et lui refuse ; il me dit qu'il secourra ma compagne avec une somme qu'il me prie de fixer moi-même ; je refuse et il se retire, ordonnant à ses complices de bien me traiter, ce dont je me fiche.

» Voilà le récit de ce drame dans lequel je joue le double rôle de traître et de victime. Je vous l'écris à moments volés, comme je vous l'ai déjà dit, cherchant la plus grande concision possible, et vous l'envoie non pas pour me sauver ni me

disculper, puisque je ne compte guère que sur le mouvement des dernières vingt-quatre heures de chapelle pour pouvoir faire sortir la présente hors de cet enfer, mais pour que, par sa publication, vous aidiez à sauver du bagne les innocents qui resteront. Écrite dans ces conditions, je comprends que cette lettre manquera de correction; je vous prie d'y remédier, et je conclus en déclarant et jure par ma mère :

» Que je meurs innocent et que tous ceux qui ont été condamnés avec moi le sont aussi, y compris ceux qui ont avoué, forcés par la torture, et qui sont : José Molas, Antonio Noguès, Luis Mas, Francisco Callis et Sébastian Suñer.

» Que j'accuse Daniel Freixa d'avoir causé la présente catastrophe.

» Confiant en votre amour pour la justice, recevez, cher monsieur Rochefort, le dernier adieu de

» TOMAS ASCHÉRI.

» 25 décembre 1896.

» *P. D.* — Si vous doutiez de l'authenticité de la présente, confrontez-la avec celles que j'écris à ma mère et au journal *El Pais*, de Madrid.

» TOMAS ASCHÉRI. »

Il serait inutile d'ajouter le moindre commentaire à une pareille lettre.

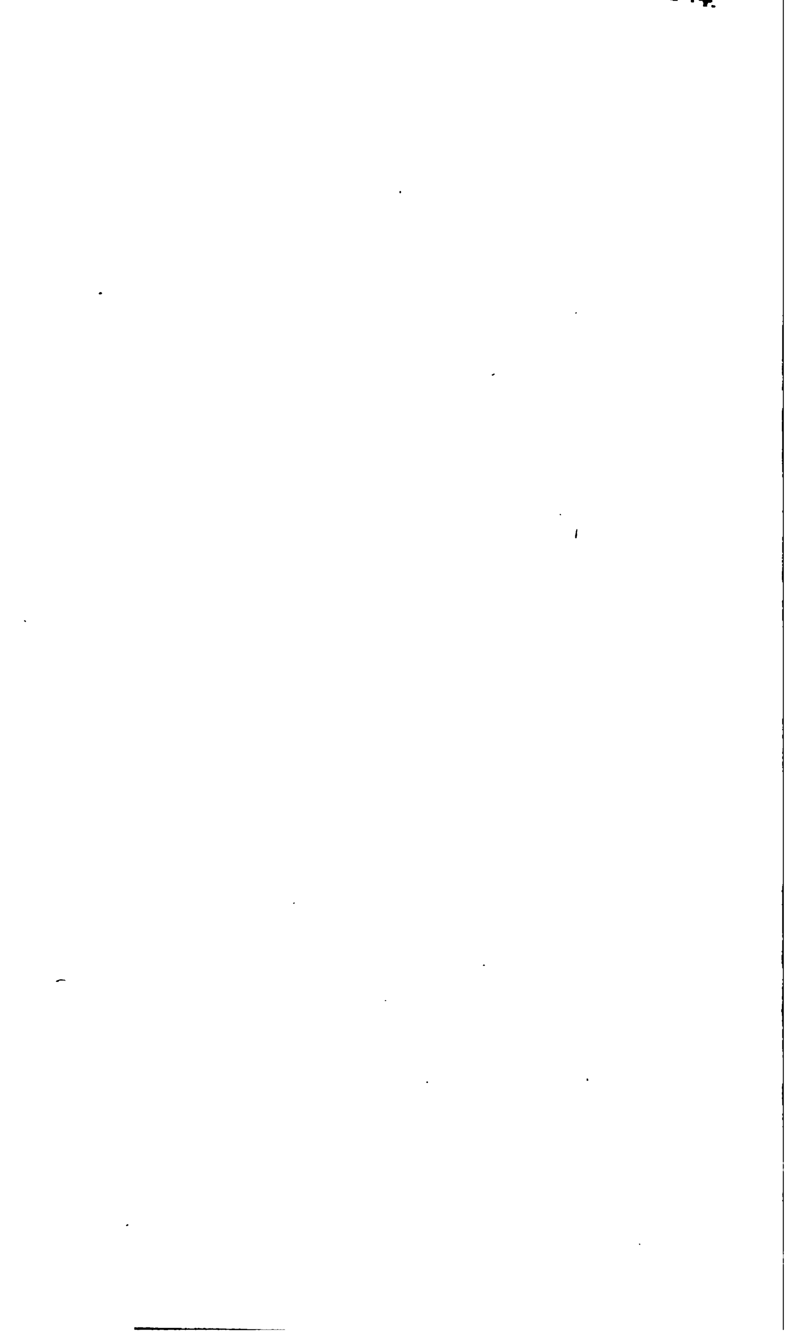
Écrite le 25 décembre 1896, Aschéri — qui était l'objet, et pour cause, d'une plus grande surveillance que ses compagnons — ne put l'envoyer que le 3 mai, veille de sa mort. Il profita de la liberté relative qu'on lui laissa ce jour-là, grâce à la comédie qu'il avait jouée en feignant de se convertir au catholicisme. On sait, en effet, que, la veille de l'exécution, tous les condamnés, excepté Aschéri, étaient enchaînés et étroitement surveillés.

Quant à la terrible accusation qui pèse spécialement sur Daniel Freixa, d'après laquelle ce monsieur aurait été l'auteur inductif du crime et dont un détraqué avide de vengeance n'aurait été que le bras, je m'abstiens de me prononcer là-dessus avant que l'ancien inspecteur ait eu le loisir de se défendre. Je me borne à signaler les faits, et laisse à ce grand juge qu'on appelle le temps la tâche de prononcer le verdict définitif. La seule chose qu'on peut affirmer, dès à présent, c'est qu'on a torturé et *assassiné des innocents.*

Londres, 14 mai 1897.

CHAPITRE VIII

L'épilogue du drame de Montjuich.



CHAPITRE VIII

L'épilogue du drame de Montjuich.

Cinq anarchistes viennent d'être fusillés à Montjuich, vingt socialistes vont être jetés au bagne ou en prison, soixante-et-un libre-penseurs ont été acquittés.

Je n'ai pas à revenir sur les circonstances de cet étrange procès, mais il y a encore certains faits qui jettent une étrange lumière sur les procédés employés et sur ceux qu'on prétend employer encore.

Reprenons d'abord le verdict du conseil de guerre de Barcelone. Sur quatre-vingt-sept inculpés, l'accusateur militaire demandait la peine de mort pour vingt-huit ; il demandait les travaux forcés à perpétuité pour les cinquante-neuf autres. Il faut observer que, depuis l'avènement en Espagne de la réaction canoviste, les réquisitoires des accusateurs militaires dans les conseils de

guerre équivalent à autant de condamnations. Cependant les cris indignés de l'opinion publique, cris presque imperceptibles en Espagne, mais stridents à l'étranger, empêchèrent de rendre un verdict d'accord avec les prétentions de l'accusateur. On accorda huit têtes au lieu de vingt-huit ; on poussa même la magnanimité jusqu'à acquitter douze des inculpés.

Mais alors, se dit le public, il y avait des causes plus ou moins graves, des accusations plus ou moins certaines, puisqu'on trouvait moyen de reconnaître l'innocence de quelques accusés. Cela même prouvait la culpabilité des autres. — Moi-même, un moment, je demeurai confondu. Mais une étude attentive des documents officiels de cette étrange affaire m'a donné la clé du mystère, et je vais l'exposer sans retard :

Voici la liste officielle des inculpés, communiquée aux journaux espagnols par le juge instructeur, liste que je copie d'*El Diluvio* de Barcelone du 29 octobre 1896 (édition du soir) :

Tomás Ascheri y Fosatti, Francisco Callis y Claveria, José Molas y Durán, Antonio Nogués y Figueras, Juan Alsina y Vicente, Jaime Vilella y Cristófol, José Vilas y Valls, José Pons y Vilaplana, Antonio Ceperuelo y Hernandez, Luis Más y Garcia, Sebastian Suñé y Gabaldá, Jacinto Melich y Alemany, Epifanio Caus y Vidal, Juan Bautista Ollé Solé, Juan Casanovas y Viladelprat, Juan

Sala y Cortacans, Cristóbal Soler y Bages, Mateo Ripoll y Boldú, José Mesa y Valderrama, Pedro Corominas y Montañá, Baldomero Oller y Tarafa, Rafael Cusidó y Baró, Juan Torrens y Ros, Juan Catalá y Parrau, Ramon Pitchot y Llusadas, Francisco Lis y Arbiol, Antonio Costa y Pons, Jaime Condeminas y Bosch, Tomás Codina y Gili, Andrès Villarubias y Molas, Marcelino Vila y Bordas, José Guillermot y Pijuan, Pedro Botifoll y Fontanet, Manuel Enrique y Joaquin, Narciso Piferrer y Company, Mateo Coll y Comas, José Pons y Pons, Caralampio Trillas y Gomez, Estéban Vallebera y Sarraboguña, José Tarrés y Padrós, Narciso Puig Illamola, Cándido Andreu y Beltran, José Artigas y Artigas, Jaime Roca y Fornet, Bienvenido Mateu y Sagué, Narciso Plana y Morell, Salvador Prats y Font, Pedro Camps y Saez, Juan Gascon y Sabau, Clemente Valls y Borbonet, Emilio Navarro y Ferrer, José Cels y Mias, José Tiulouze y Curti, Antonio Prats y Vila, Manuel Melich y Masot, Tomás Oliva y Estany, José Ferrer y Noeras, Cayetano Oller y Minguella, Antonio Gurri y Verges, Francisco Bartomeu y Tomás, Gabriel Brias y Rosell, Francisco Ros y Guilera, Casimiro Balart y Lannes, Manuel Barrera y Carreras, José Testar y Marull, José Puig y Tapias, Magin Funoll Moncusi, Pablo Bo y Ginovart, José Moreno y Roig, Enrique Sanchez y Anguera, Juan Reig y Font, Juan Oliveras y Tura, Pedro Eroles y Rabès, Vicente Pi y Arnau,

Juan Casanovas y Brugat, José Funoll y Moncusi, Francisco Abaya y Garriga, Baldomero Garcia y Masíp, Francisco Perez Coloma, Alfredo Ruggiero Priolo, Jaime Torrens y Ros, José Climent y Pascual, Tomás Vidal y Carbonell, Cristóbal Ventosa y Artigas, Teresa Claramunt y Creus, Lorenzo Serra y Balmes, José Bisbal y Godoy.

Cette liste était-elle confectionnée d'après un ordre de culpabilité, ou même de responsabilité apparente? Non, certes, puisque l'accusateur Garcia Navarro demandait, suivant les résultats de l'instruction, la tête de *Jaime Torrens Ros* et de *Lorenzo Serra Balmes*, placés parmi les derniers dans cette liste, faite au hasard. Il demandait même la peine de mort pour Corominas et Manuel Melich qui viennent d'être acquittés par la Haute-Cour de Madrid.

Mais, devant les clameurs et les doutes de l'opinion publique, le conseil de Barcelone devait accompagner ses nombreuses condamnations de quelques rares acquittements, afin de donner un aspect sérieux à un acte qui était cruellement bouffon. Ne sachant qui choisir — puisqu'il n'avait d'autres preuves que les aveux sans valeur arrachés au moyen des tourments — il simplifia sa tâche en choisissant simplement les douze derniers de la liste officielle.

Voici, en effet, le nom des acquittés par le conseil de guerre de Barcelone : José Funoll, Fran-

cisco Abayá, Baldomero Garcia, Francisco Perez, Alfredo Ruggiero, *Jaime Torrens*, José Climent, Tomás Vidal, Cristóbal Ventosa, Teresa Claramunt, *Lorenzo Serra* et José Bisbal.

Si les juges qui se sont déshonorés à Montjuich en prononçant des sentences iniques avaient soupçonné qu'une victime échappée de leurs griffes devait un jour dévoiler leurs manœuvres, ils auraient pris sans doute des mesures pour cacher leur jeu. Mais ils comptaient sur le silence auquel ils sont habitués, et c'est ce qui les a perdus. Les condamnations et les acquittements par ordre de liste ! Attendons-nous à voir en Espagne des fusillades par ordre alphabétique !

Je crois utile de répondre à l'avance à une objection que pourrait me faire le gouvernement espagnol. « Si les monstruosités que vous dénoncez, dira-t-il, étaient vraies, les journaux de Barcelone ennemis du ministère n'auraient pas manqué de les relever. » C'est une erreur, et je le prouve : la *Publicidad*, journal fort répandu, dont les idées sont très modérées, et qui est à Barcelone — je l'affirme sans crainte d'être démenti — le défenseur attitré du général Weyler, écrit dans son numéro du 6 mai 1897 :

« La presse de Barcelone qui aurait pu élever sa voix pendant ces derniers mois, en racontant tout ce qui arrivait à sa connaissance, a dû être muette en présence de la suspension des garanties.

» Et aujourd'hui encore, elle ne peut pas dire un mot, car la menace de la suppression du journal est terrible... »

Plus terrible encore est le crime que vient d'accomplir la justice espagnole : Aschéri, Molas, Noguès, Mas et Alsina viennent d'être exécutés à la suite de déclarations qui n'ont aucune valeur légale, et, jusqu'à la dernière minute, ils ont été rigoureusement séparés du monde afin qu'ils ne pussent jamais dire la vérité, si peu d'accord avec les renseignements de source officielle.

Inutile d'insister. Les cinq condamnés sont morts en protestant de leur innocence et en criant : « C'est l'Inquisition ! » et aussi « Vive l'anarchie ! » Or, les anarchistes, surtout quand ils sont sur le point de mourir, se montrent fiers des actes qui les ont conduits au supplice. Mais il faut croire que ceux-ci ne tenaient point à se charger d'un crime horrible qu'ils ont affirmé jusqu'au dernier moment ne pas avoir commis. Alsina dit même à sa femme, le jour de l'exécution : « Je ne crains pas la mort, mais je serais navré qu'on pût croire que je me suis rendu coupable d'un crime aussi abominable. » Ce langage est d'autant plus compréhensible, qu'en Espagne les neuf dixièmes des anarchistes sont hostiles à la propagande par le fait et considèrent comme des crimes de droit commun les attentats commis au moyen de la dynamite.

Quant à la prétendue conversion de Mas et d'Aschéri, c'est la plus ignoble des comédies. Le juge Marzo, à la suite de certaines exhortations *convaincantes* dont ces malheureux ne connaissaient que trop la portée, envoya auprès d'eux le père Martorell, un émule du P. Goberna — ce convertisseur dont Santiago Salvador se moqua il y a trois ans d'une façon éclatante, — dans le but d'obtenir des rétractations formelles.

La chose fut tout aussi aisée que lorsqu'il s'était agi d'obtenir des aveux de culpabilité. Il y a certains arguments auxquels un homme résiste difficilement, surtout lorsqu'il sait déjà à quoi s'en tenir. Ces documents que je m'abstiens de reproduire, la presse de Barcelone les ayant déjà publiés, paraissent une copie de la célèbre rétractation de Galilée : ils sont empreints d'un mysticisme exalté ; c'est un cantique en l'honneur de *Notre Sainte Mère l'Église*, une déclaration de foi aveugle en tous les dogmes et mystères de la religion *catholique*, *apostolique* et *romaine*, un cri de repentir des offenses faites à Dieu. Le style en est parfait et l'écrivain le plus scrupuleux pourrait sans crainte apposer sa signature au bas de ces étranges documents. N'empêche qu'Aschéri, qui savait à peine l'espagnol, et Mas, qui ne parlait que le catalan, déclarent qu'ils ont *spontanément et de leur libre volonté* rédigé eux-mêmes, écrit et signé ces rétractations. Il faut croire que le Ciel, en leur inspi-

rant des sentiments catholiques, leur avait en même temps inculqué des notions complètes d'orthographe, de style et de syntaxe castillane. Du reste, l'attitude des condamnés aux derniers moments et les cris poussés par eux avant de recevoir le coup mortel, prouvent combien leur conversion était sincère, libre et spontanée.

Les cinq fusillés de Montjuich sont allés à la mort en souriant ; c'était pour eux le moment de la délivrance. Il faut avoir été entre les griffes de ces bêtes fauves pour se rendre compte de ce fait. Que de fois, à l'époque où les tourments étaient à l'ordre du jour, n'avons-nous pas souhaité, dans nos cachots, de pouvoir nous délivrer, par le suicide ou par le meurtre réciproque, de ces bourreaux aussi pieux que sanguinaires !

Ceux qui sont morts ne sont pas plus à plaindre que ceux qui restent. Pour vingt d'entre eux les bagnes vont s'ouvrir. Soixante et un accusés, qu'on voulait d'abord fusiller ou condamner aux travaux forcés à perpétuité, ont été enfin acquittés grâce à la campagne indignée qu'ont menée des hommes de cœur de tous les pays. Soixante et un honnêtes citoyens, oui, honnêtes, — je pourrais écrire l'histoire, très édifiante, de la plupart d'entre eux — l'avocat Corominas, les professeurs Bartomeu et Roca, les écrivains Abaya, Gurri, et madame Claramunt, les imprimeurs Oller et Torrents, les commerçants Bisbal et Mateu, tous enfin, travailleurs

infatigables, champions de la libre-pensée, dont Barcelone entière peut raconter la vie sans tache, tous vont être, si nous ne l'évitons, les victimes d'une nouvelle persécution. On les a acquittés, mais on les expulse et sous prétexte que la Belgique et le Portugal — gouvernés par des cléricaux monarchistes — et que la France — gouvernée par des républicains cléricaux — ne veulent pas les recevoir, M. Canovas a décidé de les envoyer à Rio de Oro, c'est-à-dire à l'esclavage et à la mort.

C'est la déportation en plein Sahara, sous le Tropique, avec la seule perspective de la mort par la faim et la soif ou par la lance des Touareg. Sur le sol sablonneux de cette terre africaine, il n'y a pas un arbre, pas une plante, point d'eau. La Compagnie Transatlantique (lisez Association des Pères des famille) y envoie de temps en temps un vaisseau pour faire le service de la factorerie qu'elle y exploite. Le petit fort qui la protège et les quatre baraques qui la composent avec les soldats et les employés indispensables, telle est la colonie espagnole de Rio de Oro. Malgré son nom pompeux (rivière d'or), l'affaire n'a pas été bonne pour les entrepreneurs, faute de bras, les Européens ne pouvant supporter ce climat et la traite des nègres n'existant plus dans les colonies espagnoles. Mais voilà qu'après avoir ressuscité l'Inquisition, M. Canovas va rétablir la traite... des blancs. Soixante et une personnes, jeunes, vigoureuses,

intelligentes, quelle aubaine pour les Pères de famille ! Là, s'ils ne veulent pas mourir de faim, il faudra qu'ils travaillent beaucoup pour peu d'argent. Et encore ne leur donnera-t-on du travail que s'ils consentent à aller à la messe et à confesse. Il faudra mourir de faim et de soif, ou bien faire un travail meurtrier et réciter des *pater* par-dessus le marché ! *Utile dulci.* Je vois d'ici le marquis de Comillas, grand fondateur d'églises en Espagne et dans ses colonies, en train de présider — par délégation — à la pose de la première pierre de la chapelle de Rio de Oro.

Eh bien ! non. Il faut à tout prix éviter cette monstruosité nouvelle du tyran qui opprime l'Espagne. Son plan, c'est l'assassinat de soixante et un innocents auxquels on a déjà offert l'avant-goût de huit mois de prison et de tortures. Elisée Reclus, qui sait géographie autant qu'homme de France, affirme qu'il est impossible à un Européen — *a fortiori* à soixante et un — de vivre en cet épouvantable pays à moins de conditions spéciales, qui existent peut-être pour les employés de la factorerie, mais qui n'existeraient pas pour les déportés.

J'espère que l'indignation que soulèvera ce plan empêchera M. Canovas de le réaliser, d'autant plus que le gouvernement espagnol a été avisé par les cabinets de Washington et de Londres qu'ils ne voyaient pas le moindre inconvénient à recevoir

les expulsés. A Londres, c'est le parti conservateur qui gouverne. Mais on a bien raison de dire que le protestant le plus réactionnaire est plus libéral que le catholique le plus démocrate. Entre lord Salisbury et M. Méline, il n'y a pas à hésiter.

Si, malgré cette offre généreuse qui honore ceux qui l'ont faite, M. Canovas persistait dans ses résolutions, j'espère qu'on trouverait, en faisant appel aux hommes de cœur, les moyens de fréter un bâtiment qui prît les malheureux expulsés aussitôt après leur débarquement et les conduisît en Angleterre, au Brésil ou aux États-Unis.

Ce que M. Canovas veut éviter surtout, c'est que ses victimes soient en contact avec le reste du monde, parce qu'elles sont des témoignages vivants de son infamie. J'espère que, cette fois encore, il en sera pour ses frais. (1)

Londres, 12 mai 1897.

(1) En effet, Séverine, Clémenceau, Rochefort, Clovis Hugues, Pierre Stellan, Charles Malato, bien d'autres encore, ayant immédiatement répondu à mon appel, M. Canovas a cru prudent de battre en retraite. Après avoir déclaré en plein conseil de ministres, que *tous* les acquittés seraient déportés à Rio de Oro, il vient d'affirmer qu'il a changé d'avis et qu'il se contentera de les expulser du territoire espagnol, leur permettant de choisir entre Londres et Rio de Oro. Inutile d'ajouter que tous ces malheureux ont opté pour Londres. (26 mai 1897.)

CHAPITRE IX

Le problème Cubain.

CHAPITRE IX

Le problème Cubain.

En l'année 1866, sur l'initiative de M Canovas del Castillo, alors ministre des colonies d'un cabinet libéral, une Commisssion d'enquête se rendait de l'île de Cuba à Madrid, afin d'exposer au gouvernement les réformes indispensables pour améliorer le régime administratif dans la grande Antille. Mais cette commission échoua dans ses efforts et, à la suite de cet avortement, s'accrut le mécontentement qui régnait dans l'île, mécontentement dû tant à la mauvaise administration des fonctionnaires, qu'à ce fait que tous les fonctionnaires étaient envoyés de la péninsule.

En même temps, et en rejetant très faussement la responsabilité de cette mesure sur la Commission d'enquête, le gouvernement établissait une imposition directe sur l'industrie, le commerce et l'agriculture, tout en laissant subsister la plus

grande partie des contributions indirectes déjà existantes. Une pareille innovation produisit une perturbation profonde dans un pays adonné surtout aux travaux agricoles, mécontentement que se hâtèrent d'exploiter ceux qui, depuis des années, travaillaient à amener l'émancipation du pays.

Avec ces événements coïncidait dans la métropole l'agitation contre le gouvernement, laquelle eut pour résultat, le 29 septembre 1868, le renversement de la reine Isabelle ; peu de jours après, le 10 octobre, éclatait à Yara (département oriental de l'île) le premier mouvement insurrectionnel.

Il n'entre pas dans notre esprit de nous occuper de la marche de cette campagne, longue et ruineuse, qui dura dix ans, fut menée par dix capitaines généraux (1), coûta la vie à soixante-dix mille hommes, morts tant sur le champ de bataille que dans les hôpitaux, et qui engloutit un nombre de millions qu'on n'a encore pu évaluer, malgré les travaux d'une commission de la dette : une

(1) Dans la hiérarchie militaire espagnole, capitaine général d'armée équivaut à maréchal. Mais on donne le nom de capitaine général d'une région à son gouverneur militaire, quoiqu'il ne soit que général de division ou lieutenant-général. Weyler, qui possède ce dernier grade, est en même temps capitaine général de Cuba. Ajoutons que lorsqu'une région est en état de siège, le capitaine général assume les deux pouvoirs politique et militaire. C'est actuellement le cas des Philippines, de Cuba, de la Catalogne et de Porto-Rico.

grande partie des créanciers n'ont pas encore été payés, et quant aux malheureux soldats, on leur donna, au lieu d'argent, des bons illusoires appelés *abonarés*, avec lesquels ils n'ont jamais rien touché et qu'ils essayent encore de vendre pour le dixième de leur valeur! Disons seulement que cette longue guerre fut terminée, plutôt que par la force des armes, par un pacte conclu entre le général Martinez Campos et les principaux chefs insurgés, traité célèbre connu sous le nom de *Pacte du Zanjon*.

Quand les bandes qui parcouraient encore le pays lors de la conclusion du pacte eurent déposé les armes, la population se disposa à reprendre le travail, dans la pensée qu'une ère nouvelle s'ouvrait devant le pays pacifié et que le gouvernement de la métropole ne tarderait pas à accomplir les réformes qui, sans porter atteinte à la souveraineté nationale, décentraliseraient l'administration et donneraient aux insulaires un accès facile aux fonctions publiques. On attendait surtout la séparation immédiate des pouvoirs, telle qu'elle existe dans les régions de la péninsule qui ne sont pas en état de siège, et où les autorités civiles ne laissent aux capitaines généraux que les attributions militaires, tandis qu'à Cuba, de même qu'à Porto-Rico et aux Iles Philippines, les autorités militaires assumaient, et assument encore, tous les pouvoirs. On réclamait aussi une loi sur les employés,

d'après laquelle les naturels du pays et les péninsulaires n'eussent accès aux fonctions publiques que par voie de concours, ce qui devait avoir pour résultat de doter l'administration de fonctionnaires capables et inamovibles. On devait établir également un régime douanier qui permît de régulariser le commerce de la Grande Antille, non seulement avec la mère patrie, mais encore avec les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne et la France, puissances qui avaient toujours entretenu avec l'île de Cuba d'importantes relations commerciales. Or, celles-ci furent au contraire interrompues par la *Loi des Relations mercantiles*, dictée par l'Espagne après la paix de Zanjon et qui établit le cabotage graduel, pendant huit ans, des produits péninsulaires à destination de Cuba, sans aucune réciprocité pour les produits cubains à destination de l'Espagne.

Toutes les espérances conçues par les hommes de bonne foi furent déçues. Ceux qui demandaient tous les jours des réformes politiques, ou, du moins, de la moralité dans l'administration, comprirent bien vite que le gouvernement prétendait ne faire aucune modification ; au contraire, la spéculation, alléchée par les richesses que la paix et la merveilleuse fertilité du terrain avaient rendues à Cuba, reprit tous ses droits. Les détournements, désignés par le gouvernement lui-même sous le nom plus doux de *irregularidades* (irrégularités),

se multiplièrent d'une façon effrayante et leurs auteurs, rarement pincés, allaient jouir à l'étranger du fruit de leurs rapines. Le budget des dépenses s'éleva graduellement et devint bientôt supérieur à ce que permettaient les forces contributives du pays. La dette du Trésor de Cuba s'accrut en des proportions alarmantes.

Notre impartialité nous oblige à rappeler que le général Martinez Campos est le seul qui, au moment où rien n'était encore perdu, tâcha de faire honneur aux engagements pris par l'Espagne et de tenir les promesses qu'il avait faites aux insulaires. A son retour de Cuba, le général put se rendre compte des calamités que nous venons de signaler. Sa gloire était alors à son apogée. Les Espagnols, impressionnables comme tous les méridionaux, avaient oublié l'homme de Sagonte, le réactionnaire qui avait replacé sur le trône la dynastie des Bourbons, pour ne voir en lui que le triomphateur qui avait dicté la paix aux Carlistes d'abord, aux Cubains ensuite. Il rentra à Madrid comme Pompée dans Rome après la défaite de Mithridate. L'Espagne entière l'appelait à la tête du gouvernement, et l'opinion était si unanime, que M. Canovas lui-même, président du conseil des ministres, offrit sa démission au roi, malgré qu'il possédât la confiance de la couronne et la majorité dans les deux Chambres. Le pouvoir fut confié au maréchal Martinez Campos. Aussi mauvais politicien que

bon soldat, le maréchal forma un ministère composé d'amis de M. Canovas, dont un seul, M. Salvador Albacete, ministre des colonies, ne le trahit pas. Tandis que MM. Campos et Albacete élaboraient loyalement les projets de loi qui devaient affermir la paix, les autres membres du cabinet, et surtout le comte de Toreno, le marquis d'Orovio et M. Francisco Silvela, ministre de l'intérieur, préparaient les élections en vue de renverser le gouvernement dont ils faisaient partie. Lorsqu'il s'agit de faire voter les réformes par les Cortès, M. Silvela, le même qui joua dernièrement à M. Canovas le tour qu'il avait joué précédemment à M. Campos, affirma que la majorité était hostile au projet. C'est alors seulement que le président du Conseil comprit la situation : tous les ministres, hormis celui des colonies, étaient de l'avis de M. Silvela. « Si j'avais eu, disait-il quelques jours plus tard, un ministre disposé à défendre mes projets au Congrès des députés, comme j'avais M. Albacete disposé à les défendre au Sénat, j'aurais affronté la situation. » Il dut se démettre et M. Canovas fut rappelé aux affaires. Tout était perdu.

Nous avons tenu à rappeler ces faits, que tout le monde semble avoir oublié aujourd'hui, afin de bien préciser les responsabilités.

Il est vrai que le gouvernement de la métropole avait cru se montrer munificent et libéral en instituant dans l'île les conseils généraux, en ouvrant

es portes de la Chambre et du Sénat à des repré-
sentants du pays élus par les principaux contri-
buables, et en appliquant à Cuba certaines lois péninsulaires quelque peu modifiées, telles que la loi hypothécaire, la loi sur la presse et sur les réunions, etc.; mais les conseils généraux devinrent de nouvelles roues de l'engrenage administratif qui augmentèrent les frais au lieu de faciliter la marche des affaires; la présence des représentants cubains dans les deux Chambres ne servit qu'à prouver l'inutilité de cette mesure, puisque les majorités ministérielles étouffaient toute tendance réformatrice chaque fois que la voix de ces députés ou sénateurs s'élevait pour faire connaître à l'Espagne les aspirations de sa malheureuse colonie; la loi sur la presse et sur les réunions démontra aux Cubains que le gouvernement de la métropole, fût-il conservateur, fût-il libéral, était toujours éminemment réactionnaire dans ses rapports avec la Grande Antille; quant à la loi hypothécaire, à la loi sur les registres, etc., quoique bonnes en principe, elles ne donnèrent pas les résultats qu'on en attendait, vu qu'elles avaient été faites pour la péninsule et n'avaient plus d'application à Cuba. Il faut croire que les législateurs méconnaissaient, ou faisaient semblant de méconnaître, les différences essentielles qui existent entre l'Espagne et sa colonie.

Un autre malheur qui eut une grande influence

sur la marche des événements actuels, ce fut la baisse des prix du sucre, produit dont dépend presque exclusivement la vie du pays.

Les Espagnols à outrance prétendent qu'il faut chercher la vraie cause de la guerre dans la haine vouée à la race blanche par les nègres qui voudraient faire de Cuba un second Haïti. C'est faux, car alors les blancs qui sont avec eux ne les auraient pas suivis.

D'autre part, presque tous les insurgés prétendent que la principale raison d'être de la révolution réside en les bonnes conditions dans lesquelles se trouve l'île pour se déclarer indépendante, et ils ajoutent que par ce motif ils n'accepteraient plus maintenant des réformes, pas même l'*autonomie administrative*.

Lorsqu'un mouvement se produit avec tant de vitalité, il ne faut point l'attribuer à la légère à telle cause plus ou moins fondée, mais il faut en rechercher les motifs, plutôt nombreux et complexes, qui l'ont insensiblement fait éclore. Voilà pourquoi nous avons tenu à détailler minutieusement toutes les causes qui, pendant les dix-sept ans qui se sont écoulés entre les deux insurrections, ont fait fructifier le labeur que pendant ce temps faisait aux Etats-Unis l'organisateur José Marti, âme et vie de l'actuelle insurrection.

Pendant que le gouvernement de la métropole persistait dans son aveuglement, hésitant pendant

leux ans à introduire dans sa colonie les réformes proposées par le clairvoyant ministre libéral Antonio Maura, José Marti, infatigable, organisait des comités révolutionnaires, provoquait des meetings, activait la propagande, fondait des clubs, ouvrait des souscriptions auxquelles les travailleurs Cubains établis dans le nouveau continent versaient par semaine le montant d'une et même de deux journées de leur travail, et envoyait les belles Cubaines quêter chez les riches Yankees. Ceux-ci, soit par galanterie, soit par politique, soit par sympathie pour la cause révolutionnaire, ne manquaient pas de verser entre les mains des charmantes quêteuses des sommes importantes, et beaucoup offraient même de payer des cotisations mensuelles tant que durerait la guerre.

D'autre part, Marti signait un contrat avec un syndicat de banquiers américains qui lui prêtaient cent millions de francs remboursables, lorsque l'indépendance de Cuba serait reconnue, en terrains dont on devait leur faciliter l'exploitation.

Comme les réformes Maura, contenues dans la loi Abarzuza (Abarzuza était le ministre des colonies du cabinet Sagasta), allaient être appliquées après avoir été votées par la Chambre, Marti comprit que le mouvement qu'il préparait de longue date pouvait échouer et il précipita les événements. Ceci prouve bien que beaucoup de Cubains ne se contentaient plus de ce qui aurait été suffi-

sant en 1878, lorsque Martinez Campos écrivait à M. Canovas une lettre pleine de noblesse et de bon sens, dont nous extrayons ces mots : « Il faut que nous entrions franchement dans la voie des libertés, car si je crois que Cuba est trop peu pour être indépendante, elle est plus que suffisante pour être une province espagnole. Qu'on ne lui envoie plus cette foule de mauvais employés, tous de la Péninsule ; que les fils du pays aient accès aux emplois et que les emplois soient stables. » Ces remèdes, qui alors auraient évité la guerre, ne contentaient plus personne, et, grâce à l'activité surprenante de Marti, le 24 février 1895, éclatait le mouvement insurrectionnel dans les provinces de Matanzas et de Santiago de Cuba : trois ou quatre mille hommes seulement venaient de prendre les armes, mais l'insurrection s'étendait rapidement à toute l'île, ce qui prouvait son importance, puisque le premier mouvement, malgré sa longue durée, n'était jamais parvenu à remuer la partie occidentale de l'île, et que les provinces de Pinar del Rio, la Havane, Matanzas, etc., n'avaient point ressenti la moindre secousse.

Le capitaine général Calleja ne s'attendait guère à la révolution. Il réussit néanmoins à disperser les deux petits groupes qui parcouraient la province de Matanzas et, à la tête de toutes les troupes qu'il put réunir à la hâte, il se rendit au département oriental pour y étouffer l'insurrection nais-

sante. En même temps, la métropole manifestait une activité qui devait étonner le monde entier, puisque, dans l'espace d'un an et demi, elle a réussi à envoyer à Cuba, sur des navires exclusivement espagnols, plus de deux cent mille hommes, avec armes et matériel de guerre.

Les succès du général Calleja dans la province de Matanzas, où les Espagnols n'avaient rencontré que des ennemis peu aguerris, ne se reproduisirent pas dans le département oriental, où la plupart des insurgés étaient des hommes de couleur qui s'étaient battus dans la guerre de dix ans et avaient à leur tête le nègre Guillermon, homme énergique et courageux, qui avait déjà essayé de provoquer un mouvement révolutionnaire après la paix de Zanjon, mouvement connu sous le nom de *guerra chiquita* (petite guerre) et que le général Blanco, actuel gouverneur des Philippines, alors capitaine général de Cuba, étouffa facilement.

Cependant le ministère Sagasta avait été remplacé à Madrid par un cabinet présidé par M. Canovas. C'était logique. La révolution n'était que la conséquence de la guerre que cet homme funeste avait faite jadis au maréchal Campos ; c'était donc à lui à affronter la situation. Heureusement pour lui et pour l'Espagne, son ministre de la guerre, le lieutenant général Azcarraga, prouva bien vite qu'il était un grand organisateur et un homme aussi actif qu'intelligent.

M. Canovas, et surtout le général Azcarraga, comprirent qu'il fallait, sans perte de temps, envoyer à la Grande Antille le maréchal Martinez Campos en remplacement de M. Calleja. Mais avant l'arrivée du maréchal, Antonio Maceo débarqua sur la côte septentrionale de l'île, près de Baracoa, accompagné de son frère José et de dix-huit compagnons, et le fameux chef mulâtre se mit immédiatement à la tête des troupes insurgées qui accoururent en masse sous son drapeau.

Cependant, Maximo Gomez restait à Saint-Domingue, où il ne s'occupait que de ses colonies agricoles, ayant déclaré plusieurs fois qu'il ne remettrait plus les pieds à Cuba. Mais lorsque Marti vit qu'il avait affaire à un homme comme Martinez Campos, qui jouissait dans l'île d'un prestige considérable, il comprit qu'il fallait lui opposer un chef insurgé aussi populaire que Gomez et il partit lui-même à Saint-Domingue. Son éloquence triompha de la résistance de Maximo Gomez et il emmena à Cuba le célèbre vétéran décidé enfin à prendre le commandement suprême des forces révolutionnaires.

Le maréchal Martinez Campos arriva à la Havane ne doutant point d'un succès rapide et complet, comptant recevoir incessamment des instructions du gouvernement pour implanter les réformes à Cuba. Il espérait que l'action militaire, accompagnée d'une action politique capable de satisfaire

les aspirations de la plupart des habitants, aboutirait à une paix presque immédiate avec les éléments modérés de la révolution et à la défaite de ceux qui refuseraient encore de déposer les armes. Mais le gouvernement ne transmit point les instructions attendues, considérant que les renforts qu'il préparait étaient plus que suffisants pour lui assurer la victoire par la force des armes. Le maréchal Campos, soldat avant tout, obéit aux ordres qu'il reçut de Madrid et s'occupa exclusivement des opérations de la guerre, laissant le soin de gouverner l'île à son beau-frère le général Arderius. Il prépara ainsi, sans le savoir, la ruine de son prestige, ruine imméritée : dans de semblables circonstances aucun autre général n'eût été capable de combattre plus courageusement ni d'enrayer mieux que lui les progrès de l'insurrection, qui trouvait dans le pays un accueil de plus en plus sympathique. Du reste, les faits l'ont suffisamment prouvé, car l'insurrection n'a jamais été aussi puissante que depuis son départ, malgré les forces dont a pu disposer son successeur et dont il ne disposa jamais lui-même.

Après avoir accompagné Maximo Gomez à Cuba, Marti se disposait à retourner aux États-Unis, lorsque les troupes qui l'accompagnaient furent attaquées par les forces que commandait le colonel Sandoval. Un combat s'engagea, et Marti périt dans la mêlée. Son cadavre fut reconnu et enseveli

par les troupes espagnoles. Quelques-uns prétendent qu'il fut surpris par Sandoval, alors qu'il se rendait à une entrevue avec le général en chef pour établir les bases d'un armistice précurseur d'une paix définitive ; ils ajoutent même que le colonel espagnol agit de la sorte à l'instigation des partisans de la guerre à outrance. Tout porte à croire que cette assertion n'est pas exacte : en tout cas, elle n'est point prouvée. Quoi qu'il en soit, Marti avait déjà accompli sa mission et sa mort n'arrêta pas un seul instant les progrès de l'insurrection. Homme persévérant, organisateur infatigable, plutôt conspirateur que guerrier, il réussit à rendre populaires ses idées, à préparer une vaste révolte et même à lui donner la première impulsion. Dès lors, sa présence n'était plus indispensable au succès de l'entreprise; d'autres hommes plus capables que lui de diriger les opérations, Gomez, Maceo, Roloff, Lacret et Rabi, allaient continuer son œuvre.

Maximo Gomez et Antonio Maceo personnifient, pour ainsi dire, le mouvement insurrectionnel, grâce au succès retentissant de leurs mouvements combinés pour envahir le Camaguëy d'abord, Las Villas ensuite et, en dernier lieu, les provinces de Matanzas, de la Havane et de Pinar del Rio. Dans cette marche, ils virent leur armée se grossir de jour en jour, car un grand nombre d'habitants de ces trois dernières provinces, qui n'avaient jamais

connu la guerre, embrassèrent avec enthousiasme la cause de l'insurrection.

Ces deux chefs, malgré leur différence de tempérament, avaient une égale influence sur leurs partisans : Gomez, dont le caractère est dur et autoritaire, la maintient par la rigueur de la discipline ; Maceo avait, contrairement à ce qu'on croit en Europe, des procédés affables et courtois et il dominait ses partisans par la bienveillance et la persuasion.

Dès le commencement des opérations, Maximo Gomez comprit que les Espagnols auraient eu de la peine à étouffer l'insurrection, malgré les immenses ressources dont ils disposent — et dont les derniers envois de troupes et l'emprunt tout récent sont une preuve — ; mais il ne se flattait pas de pouvoir, à son tour, remporter sur eux des avantages assez éclatants pour les obliger à évacuer leur colonie. C'est pourquoi il donna l'ordre de livrer aux flammes toutes les richesses de la fertile campagne cubaine, dans le double but de diminuer les ressources de ses ennemis et d'augmenter le nombre de ses partisans par l'adhésion des ouvriers que la destruction des propriétés aurait laissés sans travail. Sa tactique consiste à éviter toute rencontre sérieuse, à moins d'avantage numérique considérable, afin d'éviter d'éclaircir ses rangs ; il laisse au climat le soin de décimer les troupes ennemies, bien plus éprouvées

par la fièvre jaune que par les balles cubaines.

Il semble de prime abord que cette étrange situation ne peut pas durer longtemps ; pourtant bien des années peuvent s'écouler de la sorte. L'Espagne, qui conserve tous les ports de l'île et toutes les villes importantes de la côte et de l'intérieur, ne voudra jamais s'avouer vaincue après les énormes sacrifices qu'elle vient de faire, d'autant plus qu'elle a remporté plus de victoires qu'elle n'a subi de défaites, et qu'elle sait fort bien que les insurgés auront beau dominer dans les campagnes, ils ne s'empareront jamais des principaux chefs-lieux de la Grande Antille. Les insurgés, tant que les Etats-Unis leur enverront des armes et des munitions, ne voudront point cesser les hostilités : ils n'attaqueront pas les principaux chefs-lieux, ils ne s'empareront pas d'un seul port, ils ne remporteront pas de victoires éclatantes, mais ils forceront l'Espagne à avoir constamment une nombreuse armée sur pied, armée qu'ils sauront toujours éviter, tout en brûlant ce qu'ils trouveront sur leur passage, sans que les conditions spéciales du pays permettent aux Espagnols de déjouer cette tactique.

Pour que cette guerre désastreuse finît bientôt, il faudrait que le gouvernement des Etats-Unis empêchât le départ des expéditions qui, à tout moment, partent des côtes de l'Union et se dirigent vers Cuba, afin de ravitailler les troupes révolu-

tionnaires. Or, toutes les sympathies du peuple américain sont, naturellement, pour Cuba qu'il voudrait bien voir détachée de l'Espagne, non pour augmenter le nombre des États de l'Union (celle-ci ne convoite que le Mexique, qu'elle absorbe peu à peu au moyen de la construction des voies ferrées), mais pour en faire le déversoir des nègres qui la gênent. Cette considération, et le culte que les Américains ont voué à la doctrine de Monroe, portent à croire que les Etats-Unis ne feront jamais rien qui puisse favoriser les intérêts de l'Espagne. Celle-ci a pourtant subi bien des humiliations dans le but d'obtenir la bienveillance du colosse américain ; parmi ces humiliations, la plus onéreuse est l'énorme indemnité payée à M. Mora à la réquisition des Etats-Unis. Quel contraste entre cette faiblesse vis-à-vis des forts et l'énergie, voire même la cruauté, dont le gouvernement espagnol fait preuve vis-à-vis des faibles et des vaincus ! Cette façon d'agir ne lui attire que le mépris, et le gouvernement nord-américain se moque de lui, en protestant de son inaltérable amitié, tandis que journellement partent les expéditions qui entretiennent le mouvement insurrectionnel. Pour mieux jouer la comédie, on juge de temps en temps une demi-douzaine d'expéditionnaires qui se sont laissés aisément attraper, comptant qu'ils en seront quittes pour une légère amende que le Comité paiera pour eux.

Dès les débuts de l'insurrection, l'Espagne aurait dû s'entendre avec les Etats-Unis et lui offrir loyalement de modifier le régime politique et administratif de la Grande Antille dans un sens libéral et expansif, offrir même, s'il le fallait, l'autonomie, mais en exigeant que le président de la République surveillât les comités révolutionnaires qui fonctionnaient sur le territoire de l'Union et empêchât le départ des expéditions cubaines.

Le problème est loin d'être résolu. Le gouvernement espagnol espère que le général Weyler, disposant de forces considérables et profitant de la sécheresse qui commence en novembre et dure jusqu'au mois de mai, pourra annuler le mouvement dans les provinces de Pinar del Rio, la Havane et Matanzas et que l'insurrection sera bientôt limitée aux départements du centre et de l'est. D'autre part, Gomez et Calixto Garcia comptent ne point souffrir de grandes pertes, grâce à leur tactique spéciale et aux nouveaux moyens dont ils disposent depuis qu'ils ont introduit l'emploi des canons à dynamite. Quant aux Américains, ils attendent que M. Mac Kinley prête un appui décisif aux Cubains, si les armes espagnoles ne remportent pas des victoires faisant prévoir le terme des hostilités. Cet appui serait d'autant plus efficace que le commerce des armes est complètement libre sur le territoire de l'Union et que

l'exportation l'est également. Du reste, comme le fait observer justement M. Mestre-Amabile dans son étude très documentée sur le conflit hispano-américain, les membres des deux Chambres de représentants des Etats-Unis sont au courant de la conduite de l'Espagne envers les Etats confédérés du Sud ; ils connaissent toute la correspondance échangée entre les deux pays lors de leurs démêlés relatifs à la reconnaissance de ces Etats comme belligérants ; ils n'ont pas oublié la protection donnée par l'Espagne aux corsaires confédérés *le Sumter* et *l'Alabama* et plus spécialement les agissements des autorités de la Havane qui fournissaient aux *blockade runners* (forceurs de blocus) toute sorte d'armes et de munitions en échange d'autres marchandises. Il n'est donc point étonnant que les Etats-Unis profitent maintenant du traité de 1877, d'après lequel les citoyens américains ne peuvent être jugés que par les tribunaux espagnols ordinaires ; et l'on s'explique facilement l'intervention des autorités des Etats-Unis en faveur de ceux des condamnés qui sont de nationalité américaine, surtout lorsqu'on tient compte de la facilité effrayante avec laquelle les conseils de guerre espagnols appliquent la peine capitale.

Voici deux citations du *Manuel de droit international* de Calvo, qui en disent plus long que tous les commentaires sur la solution probable de la question :

« Tant que la lutte subsiste entre la nation et l'une de ses provinces ou de ses colonies, les autres États doivent observer une stricte neutralité ; mais si la guerre se prolonge, les autres nations ont le droit incontestable soit de reconnaître l'indépendance du nouvel État, soit de prendre parti en sa faveur et de conclure avec lui des traités d'amitié et de commerce. » (Chapitre II, page 94.)

Et plus loin ; page 116 :

« La pratique des nations autorise un État à proposer ses bons offices ou sa médiation pour apaiser, soit les différends survenus entre deux ou plusieurs États, soit les dissensions intestines d'un pays. »

On voit par là combien probable est une intervention américaine dans le conflit cubain. Pour l'éviter, M. Mestre, et avec lui d'autres écrivains séparatistes, recommandent à l'Espagne de traiter directement avec les insurgés et de reconnaître l'indépendance de Cuba, en échange d'avantages commerciaux et d'indemnités pour toutes les propriétés nationales qu'elle possède dans l'île.

Le cabinet de Madrid n'acceptera jamais de telles propositions : il préférera lutter jusqu'au dernier moment.

Pour faire cesser cette guerre meurtrière dans le plus bref délai, nous devrions, nous Espagnols, profiter du premier avantage militaire que le sort des armes nous offrira, pour donner à l'île de Cuba

son autonomie politique et administrative. De la sorte, tous les éléments sensés de la révolution, et ce sont les plus importants par le nombre et surtout par la qualité, déposeraient les armes et les éléments intransigeants, abandonnés à leurs seules forces, devraient alors, bon gré, mal gré, les imiter. Saurons-nous le faire ? Aurons-nous le courage de suivre le noble exemple de l'Italie qui, pour racheter ses enfants prisonniers en Abyssinie, a eu l'abnégation de signer la paix avec le Négus triomphant ? Il est permis d'en douter. Nous avons trop de fierté pour cela. Nous sommes encore des Quichottes que Cervantès ne parvint pas à corriger, mais autrement ridicules que le sympathique Chevalier de la Triste-figure, car nous sommes rongés par le pire des orgueils, l'orgueil du pauvre qui veut paraître riche, du faible qui veut paraître fort. Nous n'avons même pas pour excuse l'héroïsme de jadis. Les conquérants de l'Amérique n'avaient besoin que de deux cents hommes pour s'emparer d'un vaste empire et nous ne savons plus dominer une île avec deux cent mille soldats. La traditionnelle noblesse du caractère espagnol, la hidalguia si vantée, on ne la rencontre plus chez nous. Il y a quelques jours, la gendarmerie devait protéger, contre les fureurs du peuple, les prisonniers philippins qui venaient de débarquer à Cadix. Nous en sommes arrivés à ne savoir même plus respecter le prisonnier, le vaincu !

Est-ce bien le généreux peuple espagnol d'autrefois qui a fait descendre de son piédestal le maréchal Martinez Campos, pour la seule raison qu'il était juste et humain? Est-ce encore lui, qui, à Barcelone, accompagna le départ du général Weyler d'ovations délirantes, pour sa renommée d'homme froid, cruel et sanguinaire? Nous devons laisser de côté une bonne dose d'orgueil, de fiel et de rancune et montrer des sentiments autrement nobles, expansifs et humanitaires, si nous tenons à retrouver la tranquillité que nous avons perdue et l'estime des nations étrangères, que nous sommes en train de perdre.

F. Tarrida del Marmol.

(*Revue blanche.*)

1er décembre 1896.

Cet article, accueilli avec réserve par la presse libérale espagnole et avec hostilité par la réactionnaire, reçut de la presse universelle un accueil des plus flatteurs. *Il Seculo* de Milan, *O Seculo* de Lisbonne, l'*Indépendance belge* de Bruxelles, l'*Intransigeant* de Paris, l'*Express* de Liège, *O Paiz* de Rio-de-Janeiro, l'*Économie* de Tournai, la *Gazette* de Charleroi, etc., etc., en parlèrent avec éloge et reconnurent mon impartialité. Le soir même de sa publication, *le Jour* de Paris, sous la signature de M. Amand de Corné, dédiait à la même question un article de fond, que je reproduis textuellement :

Le problème cubain.

« Tel est le titre d'une étude que publie dans la *Revue blanche* un homme de cœur et de clairvoyance, le professeur Tarrida del Marmol, auquel des opinions par trop indépendantes valurent tout récemment une incarcération d'un mois à la prison nationale de Barcelone.

» Le gouvernement espagnol se débat, à l'heure présente, dans une situation désespérée. Les vices légendaires de son administration, la vénalité, la fraude, la violence ont fait éclater deux formidables insurrections à Cuba et aux Philippines. Le régime du sabre et des tripotages dans la Grande Antille, la domination par trop exclusive des dominicains dans l'archipel océanien ont soulevé les colères et, à la fin, la révolte.

» Peu de nations ont une aussi grande puissance de ressort que la nation espagnole. Pauvre, sans industrie, presque sans commerce, arriérée dans sa masse au point du vue de l'instruction et du progrès des idées, elle a cependant, à maintes reprises, fait preuve d'une vitalité terrible. A quelques centaines, ses « conquistadores » lui annexèrent tout un monde que devaient, plus tard, perdre ses légions de seigneurs, fonctionnaires, généraux et prêtres ; ses armées furent balayées par celles de Napoléon Ier, mais alors le paysan se

leva, transformé en « guerrillero », et, au bout d'une incessante lutte de cinq ans, reprit possession de son sol. Faible, caduque, viciée du côté gouvernement, l'Espagne demeurait grande et virile du côté peuple.

» Aujourd'hui, cependant, ce peuple est à bout. Pour maintenir à quelques favoris de cour, en général décavés, qu'on envoie se refaire à Cuba, la ferme si bonne à exploiter, le même gouvernement enlève aux habitants de la péninsule leurs fils encore enfants et jusqu'à leurs dernières pesetas. Depuis vingt et un mois dure la guerre, dévoreuse d'hommes et de millions, la guerre, au bout de laquelle apparaît pour la métropole le spectre de la banqueroute, avant-coureur des révolutions.

» Il est vraisemblable que M. Canovas et ses collègues, qui ont par leurs exactions et leur manque de sincérité contribué, plus encore que le conspirateur cubain José Marti, à déchaîner la révolution, seront impuissants à l'enrayer, qu'ils accompliront leur destinée jusqu'au bout et disparaîtront de la scène politique dans un complet effondrement, au milieu des malédictions d'une nation qu'ils auront ruinée et saignée à blanc.

» La solution du problème cubain — pour ne parler que de celui-là, qui apparaît le plus redoutable — est-elle donc impossible ?

» Peut-être pas, mais en tout cas elle ne peut être l'œuvre des néfastes ministres de la monar-

chie alphonsiste qui, en ce moment, livrent leur propre pays à la plus aveuglément féroce des réactions ultramontaines. Seuls, des hommes animés d'idées de justice et de liberté, conscients des vrais besoins du peuple et non de ceux d'une minorité privilégiée, peuvent, en faisant certes la part du feu, empêcher leur pays de rouler dans le gouffre béant creusé par M. Canovas et ses collègues.

» Reconnaître le droit des Cubains à se diriger eux-mêmes, accepter en échange de cette concession, qui ne serait après tout qu'un acte de justice, les avantages commerciaux et les autres compensations matérielles que sont prêts à offrir les leaders séparatistes, telle est, à l'heure actuelle, la seule solution logique.

» Nous ne sommes plus à un temps où les pays peuvent se gouverner exclusivement avec des soldats, des moines et des scribes : il faut maintenant compter avec les masses, dont les besoins s'affirment, dont les idées se développent ; il faut compter surtout avec le besoin de plus en plus grand d'émancipation. L'autonomie et la fédération sont les deux formules, les deux réalités de demain : seule la liberté peut rapprocher dans un pacte loyal et sûr ceux que l'oppression a divisés. C'est ce qu'entrevoyait, en projetant une fédération panbritannique, un homme d'Etat anglais peut-être méconnu, lord Rosebery.

» M. Canovas, qui a ramené dans son pays les

beaux jours de l'Inquisition, ne croit qu'à la politique de la terreur. Il apprendra bientôt plus complètement encore que toute corde trop tendue finit par se rompre.

(*Le Jour*).

» Paris, 1er décembre 1896. »

» AMAND DE CORNÉ. »

Malgré les protestations bruyantes de la presse canoviste, malgré les dépêches publiées par des journaux de Barcelone annonçant au public espagnol que j'avais publié des articles insultants contre ma patrie, mes conclusions n'étaient point humiliantes ni impraticables, puisque deux mois après M. Canovas offrait des réformes aux Cubains, qui s'empressaient de les refuser. Il n'était plus temps. Le fameux ministre réactionnaire a toujours eu, du reste, le don d'arriver trop tard.

Voici les principales lignes du projet de réformes qui n'a réussi à contenter personne :

» En ce qui concerne le conseil d'administration, on remarque parmi ses attributions celles de suspendre les décisions des conseils municipaux et de punir les conseillers.

» Sont de droit membres du conseil d'administration : Les recteurs de l'Université, les présidents de la Chambre du commerce, de la société écono-

mique « Amis du Pay », de l'Union des fabricants de tabac, du Cercle des propriétaires, les représentants des arts et métiers et des contribuables.

» Le gouverneur en sera le président honoraire, sans voix délibérative.

» Les conseillers électifs devront réunir les qualités exigées actuellement des députés et des sénateurs.

» Le conseil fixera chaque année les impôts nécessaires pour faire face au budget des dépenses votées par les Cortès.

» Toutefois le conseil pourra renoncer à cette faculté.

» Le budget cubain devra comprendre les sommes nécessaires pour les frais du personnel et du matériel dépendant de l'île.

» Toute réforme affectant le service obligatoire du budget local, pourra être accordée par le conseil. Dans le cas où cette réforme ne serait pas acceptée par le gouverneur général, elle sera soumise à l'obligation du vote de la colonie.

» Le Parlement établira le tarif maximum des productions agricoles et des produits nationaux.

» Le tableau de ces évaluations, une fois réformé, ne pourra être modifié pendant dix ans, sauf décision des Cortès.

» Le gouvernement publiera un tarif des

douanes pour lequel un accord provisoire aura été fait sur les bases déjà établies.

» Les traités de commerce affectant les Antilles seront spéciaux.

» La clause de la nation la plus favorisée n'existera pas.

» Pour la nomination des fonctionnaires, les dispositions en vigueur dans la péninsule seront observées.

» Le gouverneur général pourra nommer dans diverses villes des délégués investis de son autorité et qui auront sous leurs ordres la police.

» Tous les contrats actuellement en vigueur seront respectés par le conseil jusqu'à leur expiration.

» Le gouvernement mettra d'accord ces bases avec celles de la loi du 15 mars 1895, et en informera le Parlement en temps opportun.

» Les réformes appliquées à Cuba le seront également à Porto-Rico et la législation existante sera pour cela modifiée. Les réformes seront établies à Cuba aussitôt que l'état de guerre le permettra.

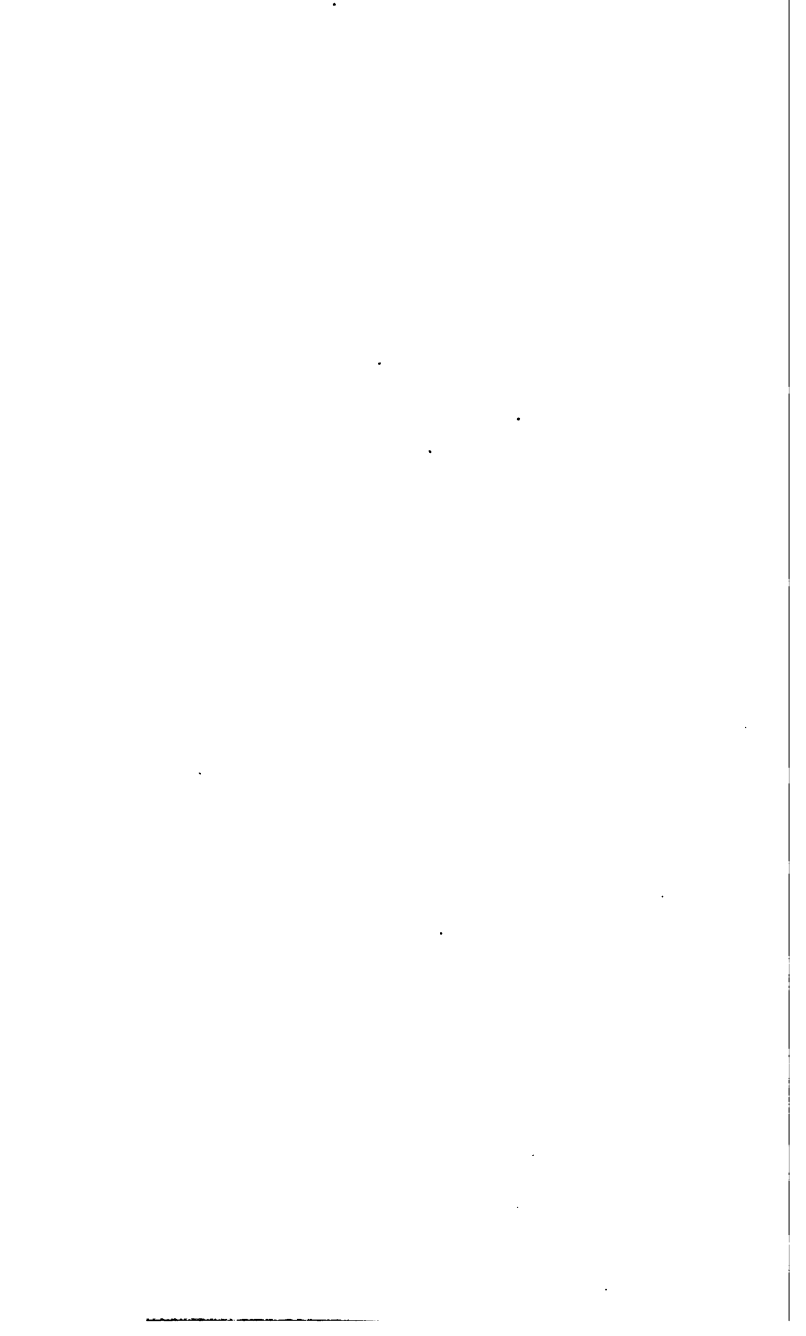
*
* *

Voici, enfin, l'avis de M. Pi Margall, ex-président de la République espagnole et chef du parti républicain autonomiste, auquel j'appartiens :

« Accorder à Cuba une autonomie réelle, c'est-à-dire une constitution analogue à celle du Canada. Je crois que ce serait la seule réforme que voudraient bien accepter les insurgés. »

CHAPITRE X

La terreur à la Havane.



CHAPITRE X

La terreur à la Havane.

Nous avons vu que la Révolution cubaine n'est que trop justifiée: c'est, plutôt qu'une menace de haine, un cri de douleur. La métropole y répond par les galères de Melilla, de Ceuta, des Chafarines et de La Gomera, par les noyades, par les exécutions sommaires, par l'échafaud élevé sur les places de la Havane, par les fusillades en masse.

Pendant que le jeune colonel cubain Aranguren traitait avec tous les égards les officiers espagnols qu'il tenait prisonniers et leur accordait la liberté sans condition, les autorités de la péninsule arrêtaient le fils du chef cubain Calixto Garcia qui était revenu en Espagne des Philippines, sans avoir jamais pris part à la politique, et on donnait l'ordre de le conduire à pied de Bilbao à Cadix. On l'a transporté depuis aux galères des îles Chafarines et on le tient actuellement « à la barre », pris par

les chevilles dans deux trous d'une énorme poutre, sans pouvoir en retirer les pieds, et étendu par terre sur le dos.

Cette nouvelle abomination des tortionnaires ne peut surprendre. Peu importe à ces bourreaux que le fils de Calixto Garcia ne se soit jamais occupé de politique : il leur faut des victimes ! A la Havane, les Cubains et les Espagnols tant soit peu libéraux ne leur suffisent pas. Il leur faut encore des étrangers, Français, Américains, peu importe. Ces derniers sont pourtant un peu plus respectés, grâce à l'attitude énergique des Etats-Unis, mais ils ne parviennent pas toujours à échapper aux persécuteurs : témoin le docteur Ruiz, dont la mort a été l'occasion d'une violente protestation du sénateur M. Sherman et du consul M. Lee. Quant aux Français, ils ne sont guère mieux protégés que ceux qui résident en Espagne et qu'on laisse torturer sans mot dire.

Voici deux lettres adressées, l'une par M. D.-T. Laîné, citoyen français résidant à Philadelphie, à M. Rochefort ; l'autre, adressée à M. D.-T. Laîné par son frère Honoré, emprisonné à la Havane :

« Philadelphie, 26 octobre 1896.

» *A Monsieur Henri Rochefort, Paris.*

» Monsieur,

» Je n'ai pas l'honneur de vous connaître per-

sonnellement, mais votre nom appartient au monde.

» Il se trouve dans toutes les pages de l'Histoire de nos temps, partout où il y a un tort à redresser, une tyrannie à combattre, une injustice à flétrir.

» Permettez-moi de vous intéresser au sort d'un citoyen français, fils de Français, qui, sans avoir commis aucun crime, gémit à la Havane, dans un affreux donjon où l'ont jeté les agents d'un gouvernement qui veut à tout prix supprimer les droits d'un peuple qui combat pour sa liberté politique et religieuse.

» Je prends la liberté de vous présenter ces lettres qui vous mettront à même de connaître tous les détails de l'injustice dont est victime un compatriote innocent, dans l'assurance qu'une fois de plus votre voix se fera entendre contre un abus du pouvoir.

» Veuillez, Monsieur, croire à la sincère reconnaissance de votre dévoué serviteur.

» D.-T. Lainé. *M. D.* »

« La Havane, le 10 sept. 96.

» Mon cher frère,

» Je t'ai écrit il y a une quinzaine de jours en te donnant les détails de mon procès et le jugement rendu par la cour. Le jury, composé de huit

officiers, me déclara innocent de toutes les charges et dit que mes adversaires avaient été coupables de faux témoignages. De toutes les manières il n'y avait pas lieu de m'inculper car je m'étais présenté volontairement et en conséquence étais compris dans l'amnistie concédée par Martinez Campos aussi bien que par le général Weyler. Il n'est pas nécessaire de résumer tous les arguments présentés pour ma défense : convaincus de mon innocence, mes juges non seulement ne firent pas allusion au fait de ma présentation, mais se bornèrent à déclarer qu'il n'y avait pas lieu de procéder contre moi et que les déclarations qui m'accusaient étaient fausses sur tous les points. Mais comme cela ne plaisait ni au général Weyler ni au juge supérieur, ma cause fut remise par-devant l'auditeur de guerre qui devait prononcer en dernier lieu. En effet, au bout de huit jours, il prononça *en ma faveur*.

» D'après cette sentence, je devrais me trouver en liberté, ce qui n'a pas eu lieu, car le général Weyler, non satisfait du résultat du procès, en a pris les pièces pour sa considération et jusqu'à présent le résultat en est inconnu. S'il décide contre moi, le procès alors doit passer à la Cour suprême de Guerre et de Marine où il restera dans les portefeuilles six ou huit mois avant d'être considéré, et pendant ce temps je resterai, quoique innocent, enfermé dans la prison digne du temps de l'Inqui-

sition, sans même savoir quelle sera la fin de tout ceci.

» La contrariété éprouvée par le général Weyler du résultat de ce procès s'est traduite par la persécution de ceux des officiers qui me déclarèrent innocent. Le plus haut en grade a été envoyé à Mayari, endroit triste et malsain, à l'extrémité ouest de l'île ; Lanuza, qui rédigea ma défense, a été condamné préalablement à trois jours de prison, tandis que Menendez, mon accusateur, est tous les jours auprès du capitaine général.

» Le consul de France ne s'occupe pas de moi, ce qui fait que je me trouve sans soutien, entouré d'ennemis acharnés à ma perte, et je ne sais pas si, sous l'influence du consul qui l'a précédé, il n'a transmis quelque mauvaise ou fausse information au gouvernement français.

» Voilà pourquoi je te prie de t'adresser à qui de droit en France, ou même à Washington, pour mettre fin à ce supplice, à cette vie terrible de la prison, car si l'on attend que le général Weyler ait remis la cause à la décision du tribunal suprême à Madrid, cela durera une éternité.

» Dans toute la ville on ne parle que de l'infamie qu'on a commise à mon égard ; ainsi, chaque conseil de guerre se décide au bout de trois jours, tandis que voilà vingt-et-un jours que j'ai passé en jugement et la sentence n'est pas prononcée et je languis encore au cachot.

» Les Espagnols font à peu près comme ils l'entendent avec les étrangers, excepté seulement les Américains qui reçoivent protection efficace de leur gouvernement.

» Les exécutions sommaires se poursuivent sans cesse : cette semaine, on a fusillé cinq prisonniers ; ce matin, cela a été le tour d'un nommé Pairol de Santa Clara, jeune homme de la meilleure société et d'une éducation soignée.

» On ne respecte plus la correspondance ; on ouvre les lettres et celles qui ont le moindre mot que l'on considère révolutionnaire sont détruites.

» Aussi quand on veut qu'une lettre parvienne à son adresse, il faut employer des moyens détournés.

» Je termine cette lettre en te priant de presser les démarches, car je commence à perdre tout espoir de voir terminer mes souffrances.

» Ton frère affectueux,

» HONORÉ. »

Une dépêche de New-York de l'*Agence Havas*, à la date du 24 février, donne la solution de cette affaire :

« New-York, 24 février, soir.

» M. Lainé, citoyen français habitant Philadelphie, vient d'arriver à New-York après avoir été

retenu quinze mois dans les prisons de Cuba ; il n'a pu être mis en liberté qu'à la suite des efforts du gouvernement français et malgré le général Weyler, qui exigeait sa mise en jugement.

» M. Lainé a raconté de quelle manière les étrangers, prisonniers des Espagnols, étaient traités ; il attribue la mort du docteur Ruiz aux mauvais traitements qu'on lui a fait subir, quoiqu'il fût prouvé que le docteur n'avait pris aucune part à la révolution. »

Il n'est pas besoin de commentaires.

Les tortionnaires d'Espagne ne manqueront pas de dire que les documents qui précèdent sont sujets à caution comme tout ce qui provient de M. Henri Rochefort, qu'ils honorent particulièrement de leur haine. Ce n'est pas étonnant, attendu que ce brillant polémiste prend toujours la défense des opprimés, qu'il s'agisse des victimes d'Abd-ul-Hamid ou de celles de M. Canovas. Mais les procédés employés par ce dernier sont tellement révoltants, que ce n'est pas seulement la presse démocratique, c'est la presse *honnête*, en général, qui proteste avec indignation. Des journaux conservateurs, comme l'*Autorité*, ont pris une attitude noble et généreuse en faveur des persécutés. Pour que M. Canovas n'en doute pas, voici, à la suite d'une lettre adressée par M. Estrada Palma à M. Rochefort, une autre lettre adressée par le même per-

sonnage cubain à M. Paul de Cassagnac. L'une et l'autre ont été publiées par le journal séparatiste de Paris, *la République cubaine :*

« Monsieur Henri Rochefort, Paris.

» Permettez-moi, monsieur, de m'adresser à vous au nom du gouvernement et de la République de Cuba, pour vous exprimer les sentiments de gratitude que tous les Cubains aimant leur patrie vous doivent comme au plus résolu défenseur de leurs droits devant le noble peuple français. *L'Intransigeant*, que vous dirigez dignement, a pris parti pour notre noble et sainte cause, grâce à la justice qui est avec nous et à l'amour que vous professez personnellement pour les institutions républicaines, les principes démocratiques et les droits imprescriptibles de l'homme. Vous savez fort bien, monsieur, que le colon espagnol, en Amérique comme en Asie, est considéré et traité simplement comme un paria, comme un ilote, par les proconsuls militaires que la métropole envoie dans ces régions lointaines. Vous connaissez l'histoire de l'Espagne en tant que nation colonisatrice et vous savez que ce pays n'élève pas, ne prépare pas pour la liberté, mais que son œuvre traditionnelle consiste, au contraire, à s'efforcer d'abaisser le niveau moral du colon pour le dominer absolument. Il n'est donc pas étonnant que vous ayez, vous qui

n'avez cessé de lutter énergiquement en faveur des opprimés, élevé votre voix puissante pour dire à la France, pour dire au monde que Cuba a parfaitement le droit de s'émanciper, que ses fils luttent courageusement, héroïquement pour leurs libertés, comme les Français ont lutté pour les leurs en tant d'occasions, et qu'ils seront libres, qu'ils seront indépendants, parce que personne ne résiste à l'élan et à la vigueur d'un peuple décidé à mourir avant que de se soumettre de nouveau au joug honteux de l'oppresseur.

» Merci, monsieur, pour votre appui si opportun, si profitable. Il a déjà commencé à donner des résultats précieux. Il a inspiré à vos compatriotes un sentiment de noble répulsion à l'égard d'un prêt d'argent que la cruelle et despotique Espagne demandait humblement. Cet argent, si elle l'obtenait, elle l'emploierait avec une férocité intraitable à agrandir les fossés de sang humain que ses proconsuls, ses bourreaux creusent tous les jours, là-bas, sur le sol de l'héroïque Cuba.

» C'est un honneur pour moi et une joie de profiter de l'occasion qui m'est offerte pour vous offrir le témoignage de mon respect et de ma plus haute considération.

» TOMÁS ESTRADA PALMA. »

*
* *

« New-York, 3 octobre 1896.

» Monsieur Paul de Cassagnac, Paris.

» C'est un grand honneur pour moi, monsieur, que d'avoir l'occasion de m'adresser à vous pour remplir un devoir de gratitude. Cubain et représentant du Gouvernement Révolutionnaire de Cuba, je ne puis moins faire que de m'empresser de vous adresser mes meilleurs remerciements pour la justice que vous nous rendez et les sympathies que vous exprimez en faveur de notre noble cause dans un article digne de votre plume illustre et de l'illustre journal, *L'Autorité*, que vous dirigez.

» Des défenseurs comme vous devant la grande nation française, du droit des Cubains à la liberté et à l'indépendance, réussiront sans aucun doute à former l'opinion du noble peuple de France, à le convaincre de la justice de notre cause et à le mettre résolument de notre côté. Aussi viens-je vous prier, monsieur, de ne point défaillir dans votre œuvre généreuse en faveur de Cuba. Notre pays saura un jour vous prouver, comme vous le méritez, la reconnaissanee qu'il vous doit.

» Je suis, monsieur, avec la plus grande considération, votre humble serviteur.

» Tomás Estrada Palma. »

Ce n'est donc point seulement la presse républi-

caine qui a compris combien le gouvernement espagnol était peu digne de sympathie, vu son système de répression. Du reste, les hommes ne sont pas les seuls à souffrir du régime de la terreur. Les femmes ne sont pas plus épargnées. La *République Cubaine* du 18 février nous apprend que plusieurs dames cubaines ont été fort mal traitées.

« Dans l'après-midi du 10 janvier dernier, six dames appartenant à la plus haute société de Puerto Príncipe ont été arrachées à leurs foyers par la police secrète et jetées dans la prison commune par ordre exprès de Weyler. Le crime horrible dont on les accuse est tout simplement d'avoir des membres de leurs familles dans les rangs de l'insurrection.

» Ces dames s'appellent : madame Eva Adam de Rodriguez, femme du général Alexandre Rodriguez, un des chefs des forces insurgées de Cienfuegos ; madame Matías Aguilar, femme du colonel et trésorier de la province de Puerto Príncipe ; mademoiselle Gabriela Varona, sœur du gouverneur insurgé de la même province ; madame Lope Recio, femme du général bien connu, et mère de onze enfants ; madame Concepción Agramonte de Sanchez, mère d'un chirurgien général de l'armée cubaine ; et mademoiselle Angelina Cosío, fille d'un commerçant de Puerto Príncipe, actuellement déporté au *presidio* de l'Ile des Pins.

» Tout fait croire que, avec cette arrestation, on a voulu terroriser les insurgés qu'on ne parvient pas à réduire par les armes. Tous les moyens sont bons pour Cánovas et son séide à Cuba.

» On arrêta ces dames sans leur fournir la moindre explication. Elles furent gardées dans la prison de Puerto Príncipe pendant vingt jours, sans même leur accorder la consolation de voir leurs enfants. Au bout de ce temps, on les conduisit à la gare du chemin de fer de Nuevitas, en leur faisant parcourir les rues de la ville entourées d'une considérable escorte de soldats, trop forte pour des êtres si faibles. A la gare, on les jeta dans un wagon cellulaire qui les conduisit à Nuevitas et de là, par bateau, à La Havane. En arrivant dans cette ville, elles ont été internées dans ce lieu immonde qu'on appelle *Casa de Recogidas*, la prison de femmes de La Havane, dont le nom seulement fait frémir d'horreur et rougir de honte même les femmes les plus dégradées. Car il est impossible au monde civilisé de se faire une idée de ce que signifie cette maison infecte, ce *trou pestilentiel* — d'après un heureux mot du correspondant du *New-York Herald* — matériellement une ancienne bâtisse située dans la partie la plus-malsaine de la ville, dépourvue des conditions hygiéniques les plus élémentaires, où se trouvent entassées quatre fois plus de détenues qu'elle n'en saurait contenir. Mais c'est peu de chose en comparaison de ce qu'elle

représente au point de vue moral; c'est là qu'on emprisonne les prostituées, arrêtées à cause de leur impudence scandaleuse et de leurs façons cyniques et débraillées. Il suffit de se rappeler que la police de La Havane a toujours été la plus complaisante, presque protectrice de tout ce qui est attentatoire aux mœurs, pour en déduire à quel degré d'abaissement et de corruption sont arrivées ces misérables créatures.

» C'est dans cette maison qui est la honte d'un peuple civilisé et qui à elle seule fait la critique et l'accusation de tout un régime que, par un raffinement de cruauté, ont été enfermées des dames habituées au confort ou à l'aisance dans leur honnête foyer. Voyez plutôt ce que dit à cet égard le correspondant du *New-York Herald*, qui a été admis en compagnie du consul général des Etats-Unis, M. Lee — car il faut dire qu'une de ces dames, madame Rodríguez, est américaine, — à visiter les malheureuses :

« La petite chambre assignée à madame Adam » est occupée par quatre de ses malheureuses com- » pagnes, dont une sérieusement malade, et quatre » négresses à l'aspect le plus dégoûtant, que la » police de La Havane a arrêtées parce qu'elles » étaient trop sales pour aller dans les rues; quel- » ques-unes de ces dernières ont eu récemment la » petite vérole.

» Madame Adam me raconta que ces négresses

» passent une partie de la nuit à chanter des chan-
» sons obscènes.

» Dans la petite chambre il n'y avait pas de lits, » et une seule petite cuvette pour toutes les neuf » détenues. »

» Ajoutons que plusieurs correspondants des journaux de New-York, pris de pitié pour le sort de ces pauvres femmes, constituèrent un comité pour leur acheter des lits de sangle et des draps qui furent acceptés avec des larmes de reconnaissance.

» Quant à mademoiselle Cosío, elle a le malheur d'être fort belle; son histoire, qu'elle raconte, *est* la plus triste et la plus révoltante. Après avoir envoyé son père à l'Ile des Pins, le gouverneur (préfet) de la province lui promit sa liberté à la condition qu'elle lui accorderait ses faveurs. Elle refusa, et c'est pour se venger de ces *scrupules*, de cette résistance d'une jeune fille, même au prix de la liberté — peut-être la vie — de son père, qu'elle a été envoyée en prison.

» C'est de cette façon indigne que Cánovas et ses complices agissent à Cuba. C'est ainsi qu'ils pensent pacifier ce pays dont même la terre qu'ils foulent aux pieds crie vengeance pour tant de crimes et d'infamies. »

*
* *

La férocité canoviste, déchaînée contre les Cubains, précisément parce que ceux-ci ne peuvent plus la supporter, ne s'arrête pas et ne se tient pas pour satisfaite devant les bagnes horribles où sont envoyés tant de malheureux, coupables seulement de vouloir leur patrie libre. L'inquisition la plus sauvage s'exerce dans ces *presidios*, grâce à la tolérance des nations civilisées de l'Europe dans les Chambres desquelles sont malheureusement bien rares ceux qui ont élevé la voix pour la défense de la justice et de l'humanité outragées par le gouvernement espagnol, ainsi que le prouve la lettre suivante, adressée par un détenu cubain au bagne de *Ceuta* (Afrique espagnole) à un rédacteur du journal *Patria* de New-York, lettre qui a été traduite par *la République cubaine* de Paris :

« Mon cher ami,

» Voici la réponse à la question que vous m'avez posée autrefois : Quelle est la situation exacte dans laquelle se trouvent ici les *politiques* cubains comme on les appelle ?

» Ils forment trois groupes dont la situation particulière demande une explication particulière.

1° *Les déportés :* Ce groupe se compose de quatre-vingt-huit séparatistes ou non, révolutionnaires actifs ou pacifiques ; légalement ils sont *innocents* puisque le gouvernement de Cuba n'est pas par-

venu à réunir contre eux des preuves suffisantes pour les traduire devant ses tribunaux si peu exigeants que soient ces derniers en matière de preuves. En vertu de la loi d'Ordre Public en vigueur à Cuba et à laquelle le gouverneur général devait se reporter pour les exiler, il ne pouvait que les obliger à *changer de domicile* et les envoyer à une distance de plus de 100 kilomètres. Or, non seulement on les a envoyés à 1,600 lieues de leur résidence, mais encore le *changement de domicile* s'est transformé en *relégation* dans une *enceinte fortifiée*, peine sévère que les tribunaux seuls pouvaient infliger. On a fait plus encore. On ne s'est pas borné à les obliger à résider *dans l'enceinte de la place fortifiée de Ceuta*, ce qui était le maximum de peine, grâce à une interprétation violente de la loi; on les force à vivre *prisonniers* dans le fort de Hacho, et on ne les laisse descendre en ville que dans les plus étroites limites, à des heures fixées et avec défense absolue de pénétrer dans l'intérieur des maisons et même de s'asseoir sur les promenades et les places publiques. Ils doivent être toujours, dans les maisons et les établissements, situés de façon *à pouvoir être vus de la rue par la police;* on les suit partout où ils vont; on interdit aux auberges et aux restaurants de leur donner à manger; on défend aux habitants de les traiter avec quelque déférence; on *déporte* en Espagne tous ceux qui entretiennent avec eux de

bonnes relations et ainsi on les réduit à l'isolement. Ceux-là seuls descendent au village qui ont besoin d'acheter les provisions qui leur servent à préparer leurs aliments dans l'intérieur de la forteresse où ils vivent.

» Il importe de noter que les déportés de droit commun, les parricides, les assassins, les voleurs les plus fameux, les bandits les plus redoutables, qui, d'ordinaire, purgent ici leur condamnation, jouissent par tradition, à Ceuta, de certaines libertés. Beaucoup parmi eux sont considérés comme de simples habitants, ont leur maison dans le village et vont jusqu'à exercer des industries comme s'ils jouissaient de leur liberté. Aussi le contraste est-il choquant : les déportés cubains qui, en droit, sont des personnes libres, qui devraient vivre ici comme de simples habitants, dans le village, ainsi que cela a toujours eu lieu, se voient aujourd'hui, par un extraordinaire abus de pouvoir, traités comme on ne traite pas les pires criminels, en ce bagne de féroces repris de justice.

« Ce n'est pas tout. L'autorité ne s'est pas contentée de restreindre peu à peu le cercle dans lequel meurent ces victimes de l'arbitraire. Après les avoir enfermés dans le fort du Hacho, elle a cherché la manière de rendre leur sort plus intolérable encore, et comme si elle avait le désir de provoquer un conflit pour le noyer dans le sang et rendre ainsi *un service* qui serait sûrement récom-

pensé par le gouvernement, elle soumet les déportés à toutes les vexations. Pour un rien, par caprice, pour les exciter à la résistance, on les soufflette et on les bâtonne. Le dernier exploit de l'autorité est tout récent : Deux déportés qui allaient à leurs affaires furent arrêtés par un gardien et conduits à la prévention. Le gardien leur dit : « Ainsi donc, vous vous moquez de moi, hein ? » Et il leur administra un coup de fouet. Le sergent vint qui leur en donna autant ; puis le capitaine : » Ah ! vous vous moquez des soldats ! » et il les roua de coups. Nul prétexte à cette iniquité. Les victimes sont, en effet, fort calmes et tranquilles. La seule idée qui nous est venue est qu'à ce moment les nouvelles de Pinar ne devaient pas être *bonnes* pour l'Espagne. Par contre, nous sommes *bons*, nous Cubains, détenus ici, pour payer les défaites de Weyler dans les plaines déjà historiques de l'Occident. En essayant de faire un tout des bribes de nouvelles qui leur parviennent, les déportés dont je viens de vous faire connaître la situation de fait redoutent que si on les abreuve de vexations, d'injures et de mauvais traitements, si on les soumet aujourd'hui à un régime véritablement arbitraire et inique, la nouvelle d'un échec irrémédiable soit le signal attendu par la soldatesque pour commencer le massacre. Quelques-uns des chefs de la milice de Ceuta ne se cachent pas pour le dire. Il importe donc de

pousser le cri d'alarme. L'Europe, le monde civilisé ne doivent pas se préoccuper exclusivement des massacres de Crète et d'Arménie. Il y a sur le vieux continent une autre Turquie plus fourbe mais aussi cruelle que celle qui se trouve sur les bords du Bosphore. Or, ce serait un crime de lèse-humanité et de lèse-civilisation que de laisser se déchaîner en cette infernale Ceuta la fureur sauvage d'une population à demi mauresque contre les quelques centaines de Cubains qui gémissent là, sans défense.

» S'il en était autrement, après les attentats déjà consommés, les trois cent cinquante Cubains internés à Ceuta pourraient tomber une nuit sous le plomb ou la baïonnette de cette soldatesque humiliée à Cuba par les frères héroïques des détenus et rendue furieuse par la défaite.

» 2° *Les condamnés :* Ceux-ci sont au nombre de deux cent vingt-neuf, et quelques autres, partis de Cadix, sont en ce moment en route. Ils sont confondus avec les détenus de droit commun, dans une des dépendances du bagne, au fort du Hacho. Toute communication avec les déportés et les personnes libres leur est formellement interdite.

» Je ne sais comment commencer la description des horreurs au milieu desquelles ils vivent. J'essaierai, cependant. Au point de vue matériel, ainsi que je l'ai dit, ils sont mêlés avec les pires criminels de la péninsule et soumis en tout au

régime appliqué aux condamnés de droit commun. Lorsque le bagne possède des vêtements, on leur enlève ceux qu'ils portent et on les oblige à se vêtir de l'horrible uniforme du bagne, signe de dégradation et d'opprobre. Les observations qu'on leur fait sont toujours accompagnées d'injures, de soufflets ou de coups de bâton. A la moindre faute, ou à tout acte considéré comme une faute, on les roue de coups, ou on leur met aux pieds une lourde chaîne, ou bien, après les avoir enchaînés, on les attache en *blanca*, châtiment qui consiste à enfermer le patient dans un cachot immonde, avec une chaîne au pied et l'extrémité supérieure du corps fortement liée au mur du cachot. La chaîne a un peu plus d'un mètre. Qu'on imagine le supplice du malheureux qui, dans cette situation, doit s'asseoir, se coucher sur le sol, car il n'a pas de paillasse, manger, pourvoir à toutes ses nécessités, et cela pendant des mois et des mois. Ici, en effet, on sait quand commence le châtiment ; on ne sait jamais quand il finit. L'alimentation consiste en une livre de pain noir et, deux fois par jour, en une écuelle de haricots, de pois chiches et de lard, le tout de si mauvaise qualité et en quantité si insuffisante qu'il est impossible à un homme d'appétit moyen de ne pas avoir faim une demi-heure après le repas. Réglementairement, la nourriture devrait être meilleure et plus abondante ; mais, malheur à qui se plaint

ou réclame! Le fournisseur est un personnage de la localité, et tout ce qu'il vole aux prisonniers il le partage à l'amiable avec les autorités et avec les employés chargés de surveiller sa gestion. En six salles sont entassés environ neuf cents détenus, salles malpropres, mal aérées, sans aucune des conditions voulues pour loger des hommes. A six heures du soir en hiver et à cinq heures en été, on les enferme dans ces étables immondes jusqu'à six heures du matin en hiver et à cinq heures en été. Une fois enfermés, ils sont sous la dépendance des *cabos de vara* (caporaux de verge), individus répugnants, généralement sans éducation, criminels des plus féroces, car ces gardiens sont choisis parmi les prisonniers qui passent pour les plus énergiques, alors qu'ils sont ordinairement les plus serviles et ceux qui obéissent le mieux aux caprices du geôlier. En tout temps et à toute heure, un cordon de soldats entoure les lieux où sont enfermés les prisonniers. Les factionnaires ont ordre de faire feu sur tous ceux qu'ils supposent décidés à prendre la fuite, et il leur est expressément recommandé de maltraiter sur le moindre prétexte les Cubains *politiques*, comme on les appelle.

» Au point de vue moral, nulle humiliation ne paraît pour eux suffisante. La menace est constante, l'injure leur est prodiguée sans mesure. Ils ont besoin de s'armer de patience pour ne pas se laisser

entraîner à des extrémités. A quoi leur servirait, d'ailleurs, de se révolter? Ils iraient à un sacrifice inutile. Ils feraient, sans profit, plaisir à l'ennemi. Cette situation aussi rigoureuse qu'invraisemblable n'est atténuée que lorsqu'on rencontre quelque employé *intéressé* à se montrer juste et tolérant.

» L'élément militaire, par cela même qu'il s'est fait battre à Cuba, se montre on ne peut plus irrité et est tout disposé, ainsi que je l'ai dit, à prendre sa revanche avec les prisonniers. Or, cet élément domine, Ceuta étant une place de guerre en état de siège. Elle est commandée en ce moment par un lieutenant-général, D. Rafael Correa, qui hait cordialement les Cubains et qui recommande la plus grande sévérité à tous ses subordonnés. Parmi ces derniers, certains exagèrent le zèle d'une façon indicible; l'un d'eux est le gouverneur de la forteresse du Hacho, commandant la troupe, qui veut avoir de l'avancement sans aller à Cuba ou aux Philippines et qui donnerait beaucoup pour avoir un prétexte lui permettant de *rendre un service* sans danger pour sa vie. *Cette réduction d'Hudson Lowe* croit que son rôle est aussi grand que celui que joua, à Sainte-Hélène, le gardien de Napoléon... Comme geôlier, il est sans rival. Vous ne pourriez jamais comprendre et je ne pourrais jamais vous dire jusqu'où vont ses petitesses, ses misérables combinaisons pour nuire aux Cubains et les stupides instructions qu'il donne à ses soldats. Si

ceux-ci étaient aussi mauvais que leur chef, ils auraient déjà tué quelque prisonnier.

» Le temps aidant, les soldats eux-mêmes en sont arrivés à avoir pitié des Cubains. Ils leur ont appris qu'on les poussait à leur tirer des coups de fusil ou à les tuer à coups de baïonnette, même sans motif. Un autre fonctionnaire qui hait les prisonniers cordialement est le médecin de l'hôpital. Il refuse absolument de les examiner et de les soigner. Il leur déclare sans ambages qu'au lieu de les soigner il les fusillerait. Il insulte tous les *politiques cubains* qui vont à la visite.

» Voici à peu près le dialogue qui s'engage chaque fois que l'un d'eux se fait conduire à l'hôpital du bagne :

« — Qu'as-tu ? — J'ai la fièvre depuis quelques jours, j'ai perdu l'appétit et je sens des douleurs dans le côté. — D'où es-tu ? — De Cuba. — Pourquoi as-tu été condamné ? — Pour rébellion. — Que demandes-tu ? — Me guérir. — Te guérir ! Il vaut mieux que tu meures ! Allons, file, à l'Hacho ! et si je te revois je te fais attacher en *blanca*. »

» On comprend, après cela, que les Cubains malades préfèrent jeûner et se coucher lorsqu'ils n'ont d'autres remèdes à leur portée.

» Le hasard a voulu qu'aucun médecin n'ait été envoyé ici, alors que toutes les classes de la société cubaine, de la plus haute à la plus humble, y sont représentées.

» En résumé, les prisonniers se trouvent dans un bagne espagnol, entourés de toute l'ordure matérielle imaginable, soumis à un régime de violence et d'arbitraire indescriptible, obligés de coudoyer les êtres les plus immondes de la terre, et cela au milieu d'une corruption telle, que ma plume ne *veut* ni ne peut en donner l'idée. Si j'effleure ce sujet, c'est parce que je tiens à ce que vous voyiez, avec toute la clarté possible, le milieu, l'atmosphère dans lesquels la tyrannie et la barbarie espagnoles obligent à vivre des hommes à l'âme saine comme le sont les jeunes gens cubains qui se trouvent ici, et d'honorables pères de famille, hommes de cœur et d'éducation qui doivent à chaque instant oublier toute honte pour supporter le contact de tant de corruption, de tant d'inconsciente bestialité.

» 3° *Les ñañigos.* Les déportés de situation spéciale et qu'on appelle au bagne les *ñañigos* sont au nombre de 23. Je n'en connais qu'un parmi eux, un pauvre vendeur de journaux de La Havane, qui ne doit pas avoir, j'imagine, la vertu de Caton, mais qui ne méritait ni les honneurs de la déportation simple, ni la sauvagerie dont il est victime. Au fond, la majorité se compose d'individus insignifiants en politique. Ils sont punis parce qu'ils sont Cubains, tout simplement. On les tient pour des individus de « mauvaise vie », audacieux et redoutables. Et on profite de la suspension des

garanties individuelles à Cuba pour les faire partir du pays. Il semblait logique que, n'ayant été condamnés par aucun tribunal, on leur fixât un domicile forcé au gré du gouvernement. Au lieu de cela, on les a envoyés au *bagne*, on leur a fait endosser la casaque que nous portons, nous autres forçats, et on les a soumis complètement au régime pénitentiaire. Ce n'est pas tout : on les a enfermés dans un cachot, à la chaîne, sans leur permettre de communiquer avec les autres détenus et avec les autres déportés. On a été si dur pour eux, on les traite avec tant d'injustice et de cruauté qu'on les a rendus intéressants.

» Notez bien que les autorités qui les ont envoyés au bagne sont criminellement responsables autant que les chefs du bagne qui les ont admis. Le code et les règlements en vigueur en Espagne sont pareils à ceux des pays civilisés. Ils défendent de recevoir au bagne quiconque n'y vient pas avec un certificat de condamnation délivré par le tribunal par lequel la sentence a été prononcée. On en a fait l'observation au directeur de Ceuta. Il en référa au commandant général de la place. Mais celui-ci se retrancha derrière un ordre royal du ministère. En réalité, ce qui leur sert d'excuse à tous, c'est la situation des esprits en Espagne où aucun Cubain, aujourd'hui, ne saurait trouver justice. S'il en était autrement, les pierres ellesmêmes se lèveraient pour protester contre l'injus-

tice commise contre ces malheureux, maltraités pendant tout le voyage par la garde civile, bâtonnés avec la dernière brutalité, sans cause ni raison, et traités comme des bêtes fauves au nom des principes sacro-saints d'une civilisation fausse, puisqu'elle ne s'appuie que sur la garde civile et sur des raisons d'ordre public de la nation espagnole.

» Je vous écris sans toute la tranquillité voulue. Le lieu d'où je le fais n'est pas commode. Je crois toutefois que ce que j'ai dit suffit pour vous donner une idée, imparfaite certes, mais suffisamment exacte de la situation de vos compatriotes. Il m'est impossible de vous donner des détails sans vous écrire trop longuement. Je les omets donc.

» X...

» *P.-S.* — On vient de me dire que cinq déportés vont arriver. Voici leurs noms : le docteur González, Lanuza, et les licenciés Juán Miguel Ferrer, Alfredo Zayas, José Saez Medina et Ignacio Lamar. Ils viennent de Chafarinas et sont en ce moment à Málaga. Les déportés seront donc au nombre de 93, les condamnés au nombre de 229 et les *ñañigos* ou « internés » 23. En tout 345. »

CHAPITRE XI

Interview de M. Pedro Herrera, délégué, en Belgique, du gouvernement provisoire de la République de l'île de Cuba.

CHAPITRE XI

Interview de M. Pedro Herrera, délégué, en Belgique, du gouvernement provisoire de la République de l'île de Cuba.

La *Flandre libérale*, important journal de Gand, publie, dans son numéro du 14 janvier, l'intéressante interview que voici :

« Nous avons eu la bonne fortune de nous rencontrer à Gand avec M. Pedro Herrera, délégué en Belgique du gouvernement provisoire de la République de l'île de Cuba. Il s'est gracieusement mis à notre disposition et nous a fourni les renseignements les plus instructifs sur la longue guerre qui a éclaté entre le peuple cubain et l'Espagne. M. Pedro Herrera est un ardent patriote, encore jeune, l'esprit très ouvert, et qui s'exprime en français avec beaucoup de correction.

« *Maceo est-il mort ?*

» Nous avons commencé par lui poser cette question, qui doit venir naturellement sur les lèvres de tous ceux qui s'intéressent à l'insurrection cubaine :

» — Maceo est-il mort ?

» — Les informations de la délégation que j'ai reçues à titre officiel me prouvent que Maceo n'est peut-être pas mort, mais qu'il est tombé victime d'un assassinat. Il a reçu deux coups de revolver, dont l'un l'a atteint à la tête, l'autre à la poitrine. D'après les dernières nouvelles, Maceo serait transporté aux Etats-Unis pour y achever sa guérison. Il se trouverait à Alquizar, où le combat a eu lieu. Si même sa mort devait survenir, cet événement n'apporterait aucun changement à l'insurrection, car Maceo n'en était pas le chef principal. A ce propos, je vous rappellerai que l'organisateur de la guerre cubaine en 1895 était José Marti. Celui-ci débarqua dans l'île de Cuba pour se mettre à la tête de la révolte, le même jour que le maréchal Martinez Campos arriva dans l'île. Par suite d'une imprudence, Marti tomba au milieu d'un détachement espagnol et, après un combat acharné et une défense héroïque, il succomba, frappé d'un coup mortel.

» Cette mort a été également représentée par l'Espagne comme la fin de l'insurrection. Mais

celle-ci n'a subi aucun changement. En effet, notre organisation n'est pas abandonnée au hasard. Avant de commencer la guerre, José Marti a fait appel à tous les clubs de propagande cubaine qui existaient dans toute l'Amérique. Le but poursuivi était de se constituer en nation et de former une assemblée législative aux Etats-Unis. Tous les clubs y envoyèrent un représentant. Un président fut élu : Salvador Cisneros Betancourt, marquis de Santa Lucia. Une Constitution fut votée qui édicta l'obligation de faire une loi d'organisation militaire. Le général en chef de l'armée cubaine présenta son cadre d'officiers. Remarquez à ce sujet que pendant la guerre de 1868 à 1878, les généraux cubains, après dix ans de lutte, s'étaient formés à la guerre et étaient devenus des tacticiens pratiques et leurs soldats des hommes aguerris. Il suit de là que le remplacement d'un général mort, quel qu'il soit, est aussi facile dans cette armée que dans l'armée belge. C'est ainsi que Maceo, Maximo Gomez, Calixto Garcia, Cabrera ont été des officiers dans la dernière guerre. Ils sont parvenus aujourd'hui au grade de général.

» *L'Espagne sera-t-elle battue?*

« — Donc, vous ne croyez pas à la fin de la guerre?

» — Que de racontars espagnols! Je vous ai déjà

16.

dit qu'une Constitution était approuvée. Or, l'article 1er prescrit que le traité de paix avec l'Espagne doit avoir pour base l'indépendance absolue de l'île. Des mesures très rigoureuses ont été prises par suite des abus commis dans la dernière guerre, laquelle s'est terminée par un pacte entre l'Espagne et certains chefs cubains. Le code de justice militaire décide que toute entente avec un chef cubain, qui n'ait pour base l'indépendance absolue, sera punie de la peine de mort.

» — Mais l'Espagne pourra-t-elle soutenir cette guerre jusqu'au bout?

» — Non. L'état de guerre étant proclamé dans le pays, les Cubains sont parvenus à se rendre maîtres des campagnes et des villages. Les Espagnols ont été réduits à la défensive des grandes villes et des domaines particuliers. Au début, ils envoyèrent le maréchal Martinez Campos. A différentes reprises, celui-ci proposa inutilement la paix au gouvernement cubain. En outre, la conduite de nos compatriotes, soignant les blessés et rendant les prisonniers, détermina de sa part une politique d'expectative qui motiva son brusque rappel. L'Espagne envoya alors le général Weyler, qui préféra le régime de la terreur, les fusillades des vieillards, des femmes et des enfants.

» Aujourd'hui, la presse espagnole elle-même s'élève énergiquement contre lui, l'administration militaire de la Havane étant accusée d'avoir dé-

tourné des sommes destinées aux dépenses de guerre.

» *Comment les Cubains et les Espagnols se battent.*

» La tactique de ce général est la suivante : quand un grand contingent occupe une ville importante, il divise le territoire en sections séparées les unes des autres par des *trochas*, qui ne sont autre chose que des barrières consistant en une série de forts, bâtis de distance en distance sur une ligne qui traverse toute l'île dans sa largeur. Au moyen des *trochas*, on est parvenu à localiser l'insurrection dans tous les départements de l'île. On a prétendu avoir enfermé Maceo dans la province de Pinar del Rio qui est grande comme toute la Belgique, Serafin Sanchez et Cabrera, dans la province de l'Orient grande comme deux fois la Belgique!

» Il va sans dire que ces chefs ne se trouvent aucunement gênés sur ces territoires qui sont, du reste, très accidentés.

» Le nombre des soldats espagnols résidant dans l'île dépasse 250,000, tandis que notre armée ne compte que 75,000 hommes. Mais la tactique suivie par les Cubains leur donne une grande supériorité sur l'Espagne. D'abord, les premiers sont suffisamment fournis pour couvrir toutes les dépenses de guerre. Bien des fois, c'est avec les munitions prises aux convois espagnols qu'ils se défendent. Les contributions sont payées

par les émigrés et les propriétaires du pays.

« De l'aveu même des militaires espagnols, dans tous les villages où passent les Cubains, les gens du peuple leur offrent volontiers les articles de première nécessité, tandis qu'ils les refusent de toutes parts à l'armée espagnole.

» — Comment les Cubains font-ils la guerre ?

» — Lorsqu'ils se trouvent menacés par l'armée des Espagnols, les généraux cubains donnent congé à leurs troupes, après leur avoir fixé un rendez-vous dans un endroit déterminé. Chaque Cubain part de son côté, s'éparpillant et se cachant dans les forêts vierges (*manigua*), et grimpant même dans les arbres pour attendre le passage des troupes espagnoles. Ceci explique comment les troupes espagnoles ayant cerné un point où elles croyaient trouver l'armée cubaine, n'y rencontrent personne, et, au moment de s'attendre à la fin de l'insurrection, sont surprises par une attaque imprévue de leurs adversaires.

» *Les guérillas.*

» — Ne faites-vous pas la guerre des guérillas ?

» — Oui et non, d'après les circonstances. On appelle guérillas, comme vous savez, de petits détachements de l'armée qui agissent indépendamment. Dans la guerre de Cuba, où l'on doit se servir de tout, nous profitons des guérillas quand

nous sommes en petit nombre. La *manigua* prête à nos soldats un très grand secours. Les *maniguas* couvrent de longues étendues de terrains et sont formées d'arbres ou de plantes sauvages entrelacés de manière à les rendre infranchissables. Tout y croît en désordre. C'est la vraie forêt vierge. On peut traverser ce bois, en maniant un couteau spécial appelé *machete*, qui est un sabre court, plus large que d'ordinaire, plus lourd vers le bord qu'à la poignée et fortement aiguisé. C'est dans ces forêts que les guérillas cubaines attendent le passage de l'armée espagnole qu'elles attaquent à l'improviste au cri de *Al machete!* (Sabre au clair!)

» — Comment se fait-il que le peuple vous soit favorable quand vous brûlez les campagnes?

» — Les moyens que nous employons sont rapides et délivreront notre peuple de l'oppression.

» — Pourriez-vous me raconter quelques exemples de la tyrannie espagnole ?

» *Régime de barbarie.*

» Je me souviens, avec une vive tristesse, d'une lugubre histoire qui se passa à la Havane. Au moment où nos maîtres, atteints d'une folie de vengeance, cherchaient à châtier la révolte à Cuba, quelques étudiants en médecine sont tombés victimes de la cruauté espagnole. Avant d'entrer au cours de l'université et tandis qu'ils se prome-

naient au cimetière, ils furent accusés d'avoir profané la sépulture d'un journaliste espagnol, M. Castagnon, mort quelques jours auparavant. Cette imputation mensongère trouva un écho parmi les Espagnols. Les étudiants furent traduits devant un conseil de guerre qui conclut à leur innocence. L'accusation manquait de base, puisqu'on s'opposait à l'exhumation du cadavre. Un nouveau conseil fut cependant réuni, qui, écartant tous les obstacles, condamna huit de ces jeunes gens à la peine de mort et trente-et-un à la prison perpétuelle. Les huit étudiants furent exécutés. Le plus jeune avait 17 ans et le plus âgé 20. Le lendemain, le deuil des familles cubaines était outragé par les fêtes de tous les Espagnols résidant à la Havane. Le 14 janvier 1887, le fils de M. Castagnon se rendit dans cette ville pour y chercher le cadavre de son père. Le docteur cubain Valdés Dominguez présida à l'exhumation du corps et publia solennellement qu'aucun signe des outrages reprochés aux étudiants ne pouvait être constaté. Une lettre authentique du fils de M. Castagnon rendit hommage à la vérité et témoigna de l'innocence des accusés. L'Espagne ne put nier cet assassinat judiciaire. La Havane fut vivement émue en apprenant ces horribles révélations. Des milliers de faits de ce genre se passent aujourd'hui pendant la guerre. »

L'épisode que rappelle M. Herrera est tellement

horrible, que beaucoup de lecteurs pourront douter de son authenticité, d'autant plus que la presse canoviste ne cesse de déclarer tous les jours que les renseignements fournis par les journaux étrangers sont absolument faux.

Afin que ces démentis continuels ne puissent atteindre mes chers confrères du journal gantois, je m'empresse d'affirmer que le fait est indéniable, qu'il y a à Barcelone des personnes qui habitaient la Havane à cette époque et qui pourraient donner leur témoignage. Parmi ces personnes, je me permets de citer M. Joaquin Nin y Tudó, qui, étant directeur du collège catholique *El Santo Angel*, est à l'abri de toute poursuite. M. Nin écrivit même, il y a quelque temps, un fort beau monologue dramatique sur cet épisode, monologue qui fut récité par l'actrice madame Juani au théâtre de la Gran-Via, le soir de la première représentation du drame politique *Liberalismo y odio*, dû à l'éminent écrivain Eusebio Font Moreso. Il y avait dans la salle plusieurs dames cubaines, et l'une d'elles me raconta, les larmes aux yeux, qu'elle avait fort connu deux des victimes de cet horrible assassinat.

CHAPITRE XII

Le Problème philippin.

CHAPITRE XII

Le Problème philippin.

C'est dans les luttes intestines du clergé qu'il faut chercher l'origine de tous les mouvements insurrectionnels qui, depuis trois siècles environ, se succèdent dans les îles Philippines.

Pendant plus de deux cents ans, le clergé régulier a lutté sans trêve contre le clergé séculier, les moines dominicains et augustins contre les jésuites, les archevêques et les proviseurs contre les Hautes-Cours et celles-ci contre le Saint-Office. Il en résultait des tumultes et des révoltes dont profitaient grandement les pirates indiens et mahométans.

Déjà en 1585, les indigènes de Manille et de Pampanga, alliés aux mahométans de Bornéo, ourdirent une vaste conspiration dans le but de s'emparer de la capitale de l'Archipel, de la livrer aux flammes et d'égorger tous les étrangers. Mais une Indienne avertit un soldat espagnol dont elle

était la maîtresse, le complot fut découvert, et les principaux conspirateurs mis à mort.

En octobre 1603, à la suite d'une harangue de l'archevêque de Manille, qui menaçait les mécontents des peines les plus sévères, vingt-cinq mille Chinois prirent les armes (1), s'emparèrent de Binondo, écrasèrent l'armée espagnole commandée par Marinas, qui périt dans la mêlée, et mirent le siège devant la capitale. Mais ils furent battus et vingt-trois mille d'entre eux, qui avaient été faits prisonniers, furent massacrés.

A partir de cette époque, les rébellions se succédèrent. La plus importante fut celle de 1837, qui dura jusqu'en 1841 et fut dirigée par le prêtre Apolinario de la Cruz, soi-disant pape des Philippines et roi des Tagales, lequel fit croire à ses partisans que la Vierge était sa maîtresse et que de ces amours devait naître le premier empereur philippin. Vaincus enfin par le colonel Huet, Apolinario et deux mille de ses compagnons furent fusillés (2).

(1) Une grande partie de la population de l'île de Luçon est composée de Chinois.

(2) Je crois devoir relever quelques erreurs commises par le *Temps* dans le supplément de son numéro du 24 novembre. La plupart des renseignements qu'il donne sur le sergent Samaniego et Apolinario de la Cruz sont inexacts. Ce dernier n'était pas archevêque, comme suppose le *Temps*, mais simplement frère lai de l'hôpital de San Juan de Dios de Manille. Quant au docteur Rizal, le *Temps* affirme qu'il se rendait en

L'insurrection de 1872, qui précéda la révolution actuelle, fut préparée par les prêtres indigènes, jaloux de la toute-puissance des communautés religieuses. Ce mouvement échoua et les curés Burgos, Zamora et Gomez furent mis à mort avec quatorze des principaux chefs. Depuis lors, on n'avait eu à signaler que des tentatives sans importance, dont la dernière fut rapidement réprimée par les généraux Weyler et Arolas. Détail curieux : ces deux militaires, qui ont guerroyé avec succès dans l'archipel, sont chargés de combattre Maximo Gomez ; et c'est précisément les généraux Blanco et Polavieja, les mêmes qui vainquirent le nègre Guillermon à Cuba, qui ont la mission d'étouffer l'actuelle insurrection philippine.

Celle-ci est plus grave que celles dont nous avons précédemment parlé. Toute la province de Cavite est favorable aux insurgés qui sont bien armés et parfaitement organisés. Ils possèdent plus de trente mille fusils achetés en Chine et au Japon, sans compter les vieux Remington vendus dernièrement par l'administration espagnole et qu'un comité secret s'empressa de faire acheter pour son

Espagne, afin de partir pour Cuba où il prétendait servir le gouvernement comme médecin de l'armée espagnole : c'est inexact. Rizal, auteur du fameux livre révolutionnaire *Noli me tangere*, qui a dévoilé au peuple philippin les turpitudes des moines et des autorités espagnoles, était simplement déporté à cause de ses idées séparatistes.

compte. Le peuple philippin, fatigué de la tyrannie monacale, est résolu à se défendre jusqu'au bout. L'assaut des couvents et les massacres encore récents des membres des communautés religieuses démontrent la haine que les indigènes leur ont vouée. C'est tout un passé d'exploitation et de despotisme qui est en jeu aujourd'hui, dans cette situation presque désespérée pour une métropole dont l'art de gouverner se résume depuis quelque temps dans ces deux mots : tyrannie et cruauté. En Orient comme en Occident, ses peuples préfèrent la lutte à une paix intolérable.

L'Espagne n'a jamais su coloniser ; elle n'a jamais eu le tact qu'exigent les rapports avec des races inférieures ou arriérées. Pendant trois siècles, par l'intermédiaire des capitaines généraux, des archevêques et surtout des communautés religieuses, elle s'est contentée de faire peser sur ses malheureuses colonies le poids de son autorité. Voilà pourquoi elle a perdu ses nombreuses possessions, et elle risque fort de perdre également les derniers lambeaux de son vaste empire colonial. Aux Philippines, elle n'a même pas su leur donner, comme à Cuba, un simulacre de liberté : pas de députés, pas de sénateurs, pas de conseils généraux. Elle s'est contentée d'abrutir et de fanatiser les indigènes de la côte, tout en faisant la guerre aux Indiens belliqueux de l'intérieur, sans réussir à dominer ceux-ci ni à se faire aimer de

ceux-là. Elle aurait pu, tout au moins, ménager un troisième élément de la population, influent, riche et éclairé : les métis. Ils auraient été la base et le plus ferme appui de la souveraineté espagnole, si on avait suivi avec eux une politique libérale et expansive ; — ils sont maintenant ses plus dangereux ennemis. L'on compte parmi eux des hommes remarquables par leur talent, des ingénieurs, des médecins, des avocats, des artistes, parmi lesquels le peintre du *Spoliarium*, Luna Novicio, dont on n'a pas oublié à Paris les mésaventures conjugales.

Écrasés d'impôts, exclus de la vie publique, les métis ont compris que le seul moyen d'améliorer leur situation était de s'émanciper de la métropole. Le moment qu'ils ont choisi prouve leur sagacité. Ce sont de terribles adversaires pour un gouvernement éloigné, haï de la population et qui a des rivaux aussi redoutables que les Japonais. Le peuple philippin n'a pas de civilisation historique. Réduit à l'obéissance plutôt que conquis, il a suivi avec une soumission apparente les ordres que le gouvernement lui a donnés, mais toujours avec un sentiment intime de haine et de vengeance. Ce sentiment s'est accru grâce à la conduite des Espagnols qui n'ont pas hésité, dès les débuts de l'insurrection, à confisquer les biens des suspects, à fusiller et à déporter. Cette conduite n'a fait que donner plus de force au mouvement. Le maréchal Blanco l'a si bien compris qu'il a cru

prudent de changer de tactique : il a donc adressé à tous les gouverneurs de provinces une circulaire leur recommandant de n'emprisonner que les personnes dont la participation au mouvement serait parfaitement prouvée.

C'était un pas dans la voie de la pacification. Mais les éléments intransigeants qui avaient fait rappeler de Cuba le maréchal Martinez Campos pour le même motif, et qui sont malheureusement tout-puissants en Espagne et dans ses colonies, entreprirent contre le maréchal Blanco une campagne qui amena la ruine de son prestige. Le 31 octobre, l'archevêque de Manille et les supérieurs des communautés religieuses adressaient au procureur des dominicains à Madrid le télégramme que voici : « Situation grave. Rébellion s'étend. Apathie Blanco inexplicable. Pour conjurer péril, urgent nommer autre chef. Opinion unanime. — Archevêque, supérieurs. » En même temps, l'*Imparcial* recevait cette dépêche : « Si gouvernement ne prend mesures énergiques destituant Blanco et nommant par télégramme un autre général, situation insoutenable. Plus de 25,000 rebelles armés. Province Cavite entièrement soulevée. Insurrection augmente province Batangas. Espagnols prennent fuite et se réfugient à Manille. Prions *Imparcial* avertisse la Reine. » La prière fut exaucée : des ordres sévères furent transmis au maréchal, et le général Pola-

vieja, un second Weyler, fut désigné pour le remplacer. Dès lors, tout espoir de conciliation était perdu et les cruautés reprirent de plus belle. D'après le *North China News*, on massacre les rebelles et les suspects au milieu de fêtes solennelles. Pendant que les indigènes sont fusillés, les musiques jouent des hymnes populaires. A la dernière exécution de mille indigènes, assistaient trente-sept dames espagnoles. Les exécutions ont lieu dans un jardin public, vingt-quatre heures après le jugement (1).

Le journal anglais affirme que les plus riches métis sont accusés sans preuves : on a ainsi l'occasion de confisquer leurs biens. Il ajoute qu'à Nueva Ecija six mille indigènes ont été massacrés pour éviter les frais de transport aux prisons de Manille, et que, pour économiser même les balles, on les précipita par groupes dans le fleuve où ils se noyèrent.

(1) Le nombre des suspects passés par les armes était de 473, le 9 janvier.

Il faut ajouter à ce chiffre sept soldats suspectés d'intelligences avec les insurgés et qui ont été fusillés le 10 janvier.

On assure que les prisonniers internés à Yap ont tous été fusillés sur un simple soupçon. Ils étaient au nombre de cent soixante-quinze.

Le *Daily Mail* ajoute qu'il est démontré aujourd'hui que tous les suspects sont soumis à la torture. Les aveux qui leur sont arrachés au milieu des épreuves atroces qu'ils subissent ont immédiatement pour effet des arrestations et des exécutions.

Les feuilles japonaises nous donnent aussi des détails horriblement intéressants. Les journaux de Tokio nous parlent de prisonniers asphyxiés par la fumée dans les cachots, d'enfants égorgés, de femmes violées, d'indigènes riches qu'on torture pour leur faire déclarer où ils cachent leurs trésors. Elles terminent en demandant à leur gouvernement d'intervenir en faveur des insurgés. Ce langage et le bruit qui court qu'un navire de guerre japonais va se rendre aux Philippines, prouvent que le Japon est destiné à jouer dans l'insurrection de l'archipel un rôle analogue à celui que les Etats-Unis se sont réservé dans la question cubaine.

Le bas clergé n'est pas épargné et les moines profitent des circonstances exceptionnelles pour le persécuter sans relâche. Les prêtres indigènes sont maintenant nombreux dans les prisons de l'archipel, de sorte que le fanatisme pousse à la révolte beaucoup de Philippins que n'y aurait pas poussés l'amour de la liberté.

Dans ces conditions, c'est la guerre à outrance. Quel sera le résultat de la lutte ?

Il est fort difficile, pour ne pas dire impossible, que l'Espagne triomphe par la force. La guerre de Cuba ne lui permet pas d'envoyer en Océanie des troupes considérables. Celles qui sont déjà parties des ports espagnols sont insuffisantes. Dans ces latitudes, le soldat européen perd toutes

ses facultés. A partir de neuf heures du matin, il ne peut résister au soleil, et, s'il cherche un refuge à l'ombre, il est pris inévitablement de fièvres pernicieuses qui l'enlèvent parfois en quarante-huit heures. A Cuba, bien ou mal, les Espagnols parcourent le pays et font des excursions ; aux Philippines, c'est matériellement impossible. On les voyait, pendant la paix, pénétrer dans un bois pour quelque partie de chasse, et en sortir avec d'horribles frissons de paludisme. En temps de guerre, c'est bien pis encore.

Il est curieux de connaître l'opinion du haut clergé sur la solution du problème. C'est lui, en effet, qui est surtout intéressé à l'affaire. Il perçoit une partie des impôts et, de plus, écrase les indigènes sous tout un système de dîmes et de contributions aux frais du culte : de la sorte, les prêtres touchent par an cent treize millions de francs, quand l'Etat n'en touche que soixante-six. Or, voici un extrait d'un article que le frère Martinez Vigil, évêque d'Oviedo, écrit dans le *Liberal* de Madrid : « Rien n'est plus facile que de maintenir les Philippines sous la domination de l'Espagne et, par conséquent, heureuses. C'est facile, grâce à la force morale de la religion catholique que l'Indien aime profondément, au prestige du moine qui est un père pour l'indigène et à l'amour du roi dont il paie les tributs avec dévotion. » Malheureusement, l'indigène n'a point d'amour pour son roi,

ne paie point les tributs avec dévotion, le moine n'est point un père pour l'indigène, l'Indien est parfois superstitieux, mais point religieux, et les Philippines ne sont point du tout heureuses. Ce n'est donc pas chez les évêques que nous devons aller chercher des solutions logiques. Dans les couvents, moins encore : les moines ne se donnent pas la peine de discuter, ils se contentent d'exiger que d'autres défendent leurs privilèges.

Si une détente se produisait et que les Philippines dussent rester au pouvoir de l'Espagne, celle-ci devrait songer sérieusement à réformer son système colonial et à renvoyer les communautés religieuses. L'expropriation des biens du clergé, qui donna en Espagne de si beaux résultats économiques, servirait sans doute à soulager le pays ruiné par la guerre. Qui pourrait nous reprocher de faire dans l'archipel ce que nous avons fait dans la péninsule il y a un demi-siècle? Le prétexte que donna Mendizabal pour accomplir cette importante réforme était la nécessité d'enlever des ressources au prétendant Carlos et de créer en même temps de petits propriétaires fidèles à la cause libérale. On peut faire de même aujourd'hui. Personne n'ignore que les moines de l'archipel ont toujours été les plus fermes soutiens de la cause carliste et que le prétendant a toujours trouvé dans leur bourse les ressources nécessaires à la continuation de la guerre civile. Les moines sont carlistes, presque

sans exception, ce qui n'a rien d'étonnant ; mais ce qui est inconcevable, c'est que le cabinet de Madrid dépense tant de millions et sacrifie tant d'hommes pour soutenir les privilèges de ses ennemis dans une riche colonie qui compte huit millions d'habitants et qui lui rapporte autant de frais et d'ennuis qu'elle rapporte de richesses aux ordres monastiques. La suppression de ceux-ci, accompagnée de l'autonomie politique et administrative aurait pu, dès les débuts du mouvement, nous éviter la perte de cette belle colonie. Je crois que maintenant il est trop tard et que les Philippines, quoi que nous fassions, sont désormais et définitivement perdues pour nous. Si l'on parvient à étouffer momentanément l'insurrection, celle-ci ne tardera pas à renaître de ses cendres, tant que le drapeau espagnol, symbole d'oppression et de sang, flottera sur les murs de Manille.

(*Revue Blanche*).

15 décembre 1896.

F. TARRIDA DEL MARMOL.

Cet article, bien accueilli par la presse démocratique, a été l'objet des plus violentes attaques de la part des chauvins d'Espagne et de Manille, qui croient que le patriotisme consiste à se laisser leurrer par de trompeuses espérances et à cacher

la vérité quand celle-ci n'est point favorable à la patrie.

*
* *

Un rédacteur du *Diario de Manila*, M. William Fradin, a même envoyé à M. Natanson un article-réponse que celui-ci a été désolé de ne pouvoir insérer. Je le fais volontiers à sa place, désirant donner à mon confrère de l'Archipel une preuve de déférence et d'impartialité :

« Manille, le 20 janvier 1897.

» *Monsieur le directeur de la « Revue blanche, »*
1, rue Laffitte, Paris.

» Monsieur, vous avez eu la courtoise obligeance de communiquer au *Diario de Manila* un numéro de votre estimable publication en date du 15 décembre dernier, contenant sur les Philippines et la triste guerre qui les désole actuellement, un article humoristique dont l'auteur pousse la bonne humeur jusqu'à signer d'un nom espagnol. Après en avoir franchement ri et l'avoir trouvé fort spirituellement tourné, quelques amis m'ont fait observer que je devais m'être trompé, que votre Revue était une publication sérieuse et que vous ne souffririez pas que l'on s'y amusât aux dépens

des braves gens qui luttent et meurent ici pour l'intégrité du sol espagnol. J'ai donc relu l'étude en question et, à ma grande stupéfaction, j'ai constaté que mes amis avaient peut-être raison, que votre collaborateur parlait sérieusement et que, même, il était peut-être espagnol, ce qui, à tout prendre, n'est pas absolument extraordinaire, car Maceo l'était aussi. Je me suis alors décidé, comme collaborateur du *Diario* et au nom de ce journal, à vous adresser une courte réponse que votre courtoise communication semblait appeler.

» M. Tarrida del Marmol reproche amèrement à l'Espagne de n'avoir pas su donner aux Philippines même un simulacre de liberté. Hélas ! monsieur, c'est justement le contraire qui est vrai et ce sont précisément les libertés concédées par l'Espagne à une race inférieure, inintelligente et vicieuse, qui ont amené, en grande partie, la situation actuelle. Vraiment, il faut n'avoir jamais mis les pieds aux Philippines, n'avoir pas la moindre notion de ce qu'est le Tagal pour parler de députés, de sénateurs et de conseillers généraux dans un pays où les insurgés, après s'être proclamés en République, ont élu un roi, qui, d'ailleurs, les mène généreusement à coups de trique, régime dont, paraît-il, les sujets se trouvent fort bien.

» Ce que vous dites des métis n'est pas plus exact ni plus juste : non seulement ils ne sont pas

exclus des fonctions publiques, mais les bureaux des grandes administrations en sont encombrés et c'est là qu'ont été recrutés les principaux membres des *Katipunans*. D'ailleurs, Francisco L. Roxas, qui vient d'être fusillé, n'était-il pas conseiller d'administration ? Son cousin Pedro, que vous devez avoir le bonheur de posséder à Paris, est dans le même cas, et tous deux sont traîtres à la patrie qui les a faits ce qu'ils sont.

» Quant à l'énergie déployée au début de l'insurrection par le maréchal Blanco, elle a consisté à faire fusiller quelques pauvres diables qui, d'ailleurs, ne l'avaient pas volé, et à se refuser nettement à prendre les mesures énergiques imposées par la situation. Son successeur ne s'y est pas trompé : du temps du général Polavieja, on ne fusille pas en musique mille indigènes, parce qu'il faudrait, pour cela, acheter à Turpin sa dernière invention ou ressusciter quelques-uns de ces aimables brigands de 1793, Carrier ou quelque hideux personnage dans son genre, spécialiste en massacres; les trente-sept dames dont vous parlez, ce qui démontre un bien joli talent de statisticien de la part de votre correspondant, n'assistent pas aux exécutions, mais il y assiste une foule avide de savoir que l'heure de la justice a enfin sonné : bon et compatissant aux petits, le général Polavieja est impitoyable pour les grands, pour ceux qu'une ambition malsaine a jetés dans une lutte fratricide,

et c'est ainsi qu'il n'a pas hésité à faire fusiller l'apôtre du séparatisme, Rizal, un demi-dieu pour les francs-maçons et autres flibustiers des Philippines.

» Vous parlez de massacres, de viols... Hélas! vous n'avez que trop raison; oui, des crimes abominables ont été et sont commis journellement, mais par ces misérables insurgés non contre l'Espagne, mais contre l'humanité. Heureusement l'heure du châtiment suprême approche ; la province de Cavite, leur dernier boulevard, verra de nouveau flotter, sous peu de jours, les couleurs espagnoles et l'Espagne devra au général Polavieja, avec de nouveaux jours de gloire, l'impitoyable châtiment des coupables et le rétablissement de l'ordre troublé par quelques bandits.

» Veuillez, monsieur, excuser la forme de cette lettre, on vient de me remettre la *Revue blanche* et le courrier va partir ; il ne me reste que le temps de vous prier d'agréer les assurances de mes sentiments les plus distingués.

» WILLIAM FRADIN. »

Je répondrai simplement à mon estimé confrère :

1° Que si j'ai poussé la bonne humeur jusqu'à signer d'un nom espagnol — le mien — lui a poussé la sienne jusqu'à signer d'un nom anglais, ce qui ne fait rien à l'affaire.

2° Qu'il est dans son droit en croyant que je me trompe; mais que je suis dans le même cas vis-à-vis de lui, puisqu'il affirme, le 20 janvier, que la révolution ne doit tarder que peu de jours à être étouffée, et je soupçonne qu'il n'a point été prophète.

3° Que nous ne pouvons être d'accord, puisque j'affirme que ce sont les mauvais traitements qui ont provoqué l'insurrection, tandis qu'il croit que c'est l'excès de liberté et de bonheur qui a poussé les Philippins à la révolte.

Et c'est tout. Le lecteur jugera.

La presse parisienne n'a pas été du même avis que le *Diaro de Manila*. Voici l'article que l'*Intransigeant* publiait à ce propos le 16 décembre :

La Révolution aux Philippines.

« Plus encore qu'à Cuba — et ce n'est pas peu dire — la situation des Espagnols est désespérée aux Philippines.

» Le général Polavieja, qui a pris le commandement, a refusé de se laisser interviewer, ne voulant pas, dit-il, faire la guerre avec des mots, mais avec des faits.

» L'état de siège est rigoureusement appliqué à Manille où les exécutions sommaires sont continuelles. Les effets des récents bombardements sont visibles le long des routes où s'élevaient les

résidences somptueuses des riches Espagnols. Les métis ont tous déserté.

» A Vieux-Cavite, la garnison espagnole qui, sous les ordres du général Aguirre, tient encore dans la ville et la forteresse, est cernée, sauf du côté de la mer où elle est protégée par la flottille.

» Le plus grand danger pour les Espagnols est dans le mécontentement des troupes indigènes qui, au nombre de 2,800, forment un tiers de l'armée. Ces troupes sont braves et terribles dans une guerre de partisans.

» Le général Blanco, dont le clergé a provoqué le départ, ne le trouvant pas assez impitoyable, a déclaré au correspondant du *New-York Herald* que les insurgés étaient au nombre d'au moins cent mille, dont un quart sont armés. Leurs chefs sont en général des métis chinois très habiles.

» Le fait que les Espagnols attendent un nouveau renfort de vingt-cinq mille hommes montre l'extension de la révolte.

» Hier, toute une colonne de soldats indigènes a déserté de Balavan, livrant leurs équipements aux insurgés.

» Dimanche dernier, 170 prisonniers s'échappèrent de Cavite, mais tous furent repris et fusillés.

» Le village de Pasig fut enlevé le même jour par les insurgés, mais ensuite réoccupé par les Espagnols.

» La révolte, causée par l'excès d'oppression des vampires religieux, a un caractère encore plus social que politique. Elle s'organise de jour en jour plus sérieusement. Chaque nouvel adhérent prête serment à la révolution d'une façon saisissante : il se fait une incision au bras sur lequel il inscrit son nom avec son propre sang et, en même temps, jure de tirer vengeance des tyrans.

» Depuis longtemps, les Philippins, pressurés à outrance, soumis à un régime odieux, étaient décidés à secouer le joug. La conspiration, ourdie patiemment, devait faire éclater la révolte le 15 août dernier, lorsque le secret fut dévoilé par une femme à son confesseur, qui, au mépris des lois de l'Église, se hâta d'avertir les autorités.

» Les mesures répressives prises aussitôt firent éclater la lutte prématurément. Au début, les insurgés, mal armés, mal conduits, ne pouvaient hasarder que de petits engagements, en général malheureux. Aujourd'hui, les conditions ont complètement changé et ils possèdent déjà huit mille fusils Mauser.

» Le gouvernement espagnol semble donc condamné sûrement à perdre les Philippines, en même temps que Cuba. C'est, du reste, cè qu'établit dans une très complète étude, publiée par la *Revue blanche*, notre confrère, Tarrida del Marmol, échappé aux griffes de Canovas, et qui a rapidement pris sa place dans la presse parisienne.

» Vienne au plus tôt le jour où, entraînés par l'exemple des Cubains et des Philippins, les Espagnols à leur tour voudront être libres !

» Cosmo. »

CHAPITRE XIII

L'Inquisition aux Philippines.

CHAPITRE XIII

L'Inquisition aux Philippines.

TUNG-TAO

Pirates redoutables, sectaires obstinés, les Malais des Philippines avaient longtemps lutté contre les Espagnols, auxquels ils ne faisaient pas plus de quartier qu'ils n'en attendaient d'eux. La lutte fut obstinée, sanglante, et il fallut toute la ténacité de l'Espagne pour pouvoir, en 1876, planter le drapeau castillan sur les ruines fumantes des places conquises et considérer la piraterie comme écrasée pour toujours. Il y a vingt et un ans de cela, et l'insolente tyrannie des communautés religieuses, aussi bien que la rapacité des gouverneurs, ont amené une nouvelle guerre, plus terrible que les précédentes : les pirates ont été remplacés par les conjurés, et au lieu des écumeurs de mer avides

de rapines, ce sont des citoyens d'un peuple opprimé, citoyens intelligents et avides de liberté et de justice, qui luttent avec une bravoure et une abnégation admirables.

On ne soupçonne guère, en Europe, les atrocités commises par les représentants de la métropole, même sous le commandement du général Blanco que pourtant les moines ont fait disgracier, le trouvant trop tendre, et qui a été remplacé par le sanguinaire Polavieja. Les journaux anglais et japonais nous rapportent bien, de temps en temps, des faits inouïs; mais le gouvernement espagnol s'empresse de donner un démenti et, dans le doute, on préfère croire que de telles monstruosités ne se produisent pas. Écoutons cependant Tung-Tao, un des promoteurs de l'insurrection, évadé à Hong-Kong et faisant lui-même le récit des événements auxquels il a pris part.

Malais par sa mère, Européen par son père, Tung-Tao appartient à la caste des métis, très influente aux Philippines et passionnée pour l'autonomie de l'archipel. Il fut un des organisateurs les plus actifs de l'insurrection et, pendant plus d'une année, il ourdit un complot qui échoua par la trahison d'une vieille Malaise. « Elle nous inspirait pourtant une grande confiance, dit Tung-Tao. Bien que convertie au catholicisme, elle avait prouvé son dévouement à notre cause. Pendant plus d'un an nous nous rencontrâmes chez elle,

nous tenant au courant de l'irritation croissante des indigènes. Cette femme partageait nos haines et était au courant de notre plan de révolte. Un jour elle alla se confesser au monastère d'Imus. Les prêtres la circonvinrent, et elle leur dit tout. A son retour, d'elle-même, elle nous avoua sa trahison et nous demanda la mort. Nous la tuâmes et, laissant son cadavre en pâture aux animaux sauvages, nous donnâmes à nos hommes le signal attendu. Ils accoururent se ranger sous nos ordres. Le monastère fut emporté d'assaut. Deux seulement des prêtres qui s'y trouvaient réussirent à s'échapper et nous nous emparâmes de grands approvisionnements de riz et de munitions. Je ne pris aucune part personnelle à l'exécution des prisonniers, mais je la commandai et la dirigeai. Ils furent pendus ou noyés, mort douce à tout prendre. Seul, le confesseur de la vieille fut découpé en morceaux.

» Fortifiés dans le monastère, les insurgés attendirent l'ennemi de pied ferme. Et la lutte s'engagea, lutte sans quartier. Les Espagnols égorgeaient leurs captifs, nous crucifiions les nôtres ; ils nous écorchaient vifs, nous les brûlions vivants. »

Tung-Tao, dit M. de Varigny, à qui nous devons une partie de ces renseignements, donne des détails émouvants sur sa capture, son incarcération dans le *Black Hole* (caverne noire) de Manille et son évasion. Son récit met en relief saisissant les

horreurs de cette guerre où l'on semble avoir perdu toute notion d'humanité et où sont déchaînés les instincts les plus féroces.

« En août, dit Tung-Tao, je faisais à cheval, avec un détachement d'une centaine de mes métis, une reconnaissance dans la forêt aux abords de Manille. J'avais près de moi mes frères Tung-Illin et Tung-Dow. Nous nous heurtâmes à un détachement de cavalerie espagnole plus nombreux que le nôtre et dûmes battre en retraite. Elle nous était coupée par une colonne d'infanterie. Nous luttâmes corps à corps, buttant sur les blessés, aveuglés par la fumée, quand je perdis connaissance, frappé d'un coup de sabre à la tête. Lorsque je revins à moi, nombre de mes hommes gisaient morts ; les autres déchiraient leurs vêtements en lanières pour panser leurs blessures. En face, assis sur le cadavre d'un cheval, quatre Espagnols fumaient. Je leur demandai un peu d'eau à boire. Ils me refusèrent avec des rires insultants, et l'un d'eux, se levant, vint à moi et me rejeta par terre d'un coup de poing au visage. Je ne dis rien... Un métis se tait, mais se venge.

» Mes frères étaient garrottés à mes côtés. En tout, nous étions soixante-dix prisonniers. Les plus grièvement blessés furent achevés sur place à coups de bâton. On ne me tua pas parce que, étant un chef, les inquisiteurs me réservaient une mort plus lente et plus affreuse. Attachés deux à

deux, nous fîmes notre entrée à Manille attachés à la queue des chevaux. »

Tung-Tao raconte ensuite qu'une centaine d'autres prisonniers attendaient sur la place. Le convoi, composé de cent soixante-dix hommes, fut conduit, sous bonne escorte, à un donjon adossé aux fortifications et auquel donnait accès une porte étroite et doublée de fer. Au centre du plafond, une trappe à barreaux de fer permettait de surveiller l'intérieur. L'air manquait dans cet espace restreint : les prisonniers étouffaient et se tassaient près de la porte pour respirer, à tel point que l'entrée en était obstruée. Ce que voyant, les bourreaux fermèrent la porte. Mais, au-dessus des victimes, la trappe s'ouvrit, donnant passage au corps d'un blessé, puis d'un autre, et d'autres encore, une dizaine environ, auxquels ils durent faire place, resserrant encore leurs rangs. Quelques heures après, la porte s'ouvrit. Une bouffée d'air respirable pénétra dans la prison, mais les malheureux qui, agonisant dans l'atmosphère empestée, tentèrent de se rapprocher de l'issue, furent repoussés à coups de sabre.

On emmena le frère d'Han-Kai, l'un des plus braves chef métis de Batangas. Une heure plus tard, on le rejetait par la trappe ; *il avait les yeux arrachés et la plante des pieds brûlée*. En reconnaissant son frère, Han-Kai avait poussé un cri de rage. Hissé sur les épaules de ses compagnons, il atteignit

l'un des barreaux de la trappe et s'y cramponna. Un lieutenant espagnol veillait et se pencha pour lui faire lâcher prise ; mais Han-Kai, de son bras libre, l'étreignit par le cou et l'étouffa. Cependant des soldats remontèrent, hachèrent de coups de sabre les mains et les bras de Han-Kai qui retomba tout sanglant et la gorge ouverte, entraînant avec lui le cadavre du lieutenant.

Les prisonniers continuaient à râler dans leur caveau sans air. On n'ouvrit la porte que le lendemain. Cinquante-quatre Philippins étaient morts asphyxiés tandis que les autres, en proie au délire, s'achevaient mutuellement, cherchant dans la mort la cessation de leurs intolérables souffrances. Quant à Tung-Tao, témoin, acteur et narrateur de ce drame épouvantable, il feignit d'être mort. On le crut tel et on le jeta dans le charnier, où s'empilaient les cadavres. Quand la nuit vint, il sortit de ce trou infect, se traîna jusqu'au port et réussit à se cacher à bord d'un navire en partance pour Hong-Kong.

Lorsqu'il fut guéri de ses blessures et qu'il eut repris des forces, il repartit pour rejoindre les insurgés, jurant bien qu'on ne le reprendrait pas vivant.

Que ce soit à Barcelone, à la Havane ou à Manille, on retrouve toujours la malheureuse Espagne soumise au joug honteux des inquisiteurs modernes.

Portsmouth, 25 janvier 1897.

CHAPITRE XIV

La mort de Rizal.



CHAPITRE XIV

La mort de Rizal.

Le docteur Rizal n'avait point pris part directe à la lutte, mais il avait puissamment contribué, par ses écrits, à réveiller l'enthousiasme endormi de ses compatriotes. Traduit devant un conseil de guerre, il fut condamné à mort.

Il marcha au supplice sans défaillance et mourut comme un martyr.

José Rizal avait longtemps habité l'Europe. Il fit ses études médicales à Manille, Madrid, Londres, Paris, Saint-Pétersbourg et Berlin. Il séjourna aussi à Heidelberg, d'où il se rendit en 1886 à Wilhelmsfeld, où il passa deux mois, se perfectionnant dans la connaissance de la langue allemande, et travaillant à son livre, *Noli me tangere,* qu'il termina et publia à Berlin. Sous la forme d'une

nouvelle, ce livre flagelle la domination du gouvernement et du clergé espagnols sur les Philippines. Rizal était un érudit de premier ordre : il parlait dix langues, notamment le latin, le grec et l'hébreu. C'était un esprit pratique et énergique, un homme d'une extrême amabilité et plein d'amour pour son pays. Quant à l'Espagne, il la haïssait, et voilà de longues années qu'il déclarait que l'insurrection contre la tyrannie le verrait au premier rang. Un jour, en 1886, comme on rapportait un propos des Espagnols : « Nous posséderons peut-être encore les Philippines pendant cinquante ans », il avait dit : « Ils ne les posséderont plus pendant quinze ans ! » Et maintenant les balles espagnoles ont mis un terme à la jeune existence de cet homme remarquable, qui ne voulait que ce qu'ont toujours voulu les meilleurs parmi un peuple opprimé.

La *Gazette de Cologne* reproduit une lettre que le docteur Rizal adressait, le 8 juin 1888, de Londres au pasteur Ullmer :

« J'ai reçu votre amicale lettre du 12 mars, retour des Philippines. Car j'ai quitté mon pays le 3 février : j'ai voyagé, depuis, en Chine, au Japon, en Amérique, et suis arrivé ici à la fin du mois dernier. J'y passerai probablement une couple d'années. J'espère que nous nous reverrons peut-être l'année prochaine : j'irai en Belgique, chercher

une nouvelle patrie (provisoire), je remonterai alors le Rhin, à partir de Rotterdam, et viendrai sûrement vous visiter, vous et votre famille, au milieu de laquelle j'ai passé de si douces et si cordiales journées.

» C'est à cause de mon livre que j'ai dû quitter mon pays : le gouverneur m'avait fait appeler pour m'en demander un exemplaire ; les prêtres étaient très excités. On voulait me poursuivre, mais on ne savait comment s'y prendre, tout ce que j'ai écrit étant historique, vrai et fidèle ; l'archevêque voulait m'anathématiser, etc. Je vis ici dans une excellente famille. J'écris un nouveau livre. Le public des Philippines a fait très bon accueil à *Noli me tangere ;* l'édition est complètement épuisée. Le gouvernement et le clergé l'ont sévèrement interdit ; on ne l'en lit que davantage.

» Le récit de mon retour serait trop long à faire, et trop difficile à comprendre pour ceux qui ne connaissent pas de près ce que c'est que la vie aux Philippines. Ma famille m'empêchait d'accepter à dîner chez n'importe qui, de peur qu'on m'empoisonnât. Amis et ennemis me lisaient : ceux-ci brûlaient les exemplaires de mon livre, ceux-là les payaient jusqu'à cinquante dollars l'un. Les libraires y ont gagné beaucoup d'argent. Moi seul je n'ai rien gagné. Tous les prêtres réclamaient mon bannissement, mais le gouverneur leur répondait qu'ils n'avaient qu'à me déférer à la justice, qui

dirait s'il y avait quelque chose à me reprocher. C'est pourquoi, afin de donner quelque tranquillité à mes parents, je quittai mon pays.

» Me voici de nouveau sur une terre libre, respirant la libre atmosphère de l'Europe. Mes compatriotes m'estiment heureux d'avoir pu revenir vivant des Philippines. Je pense au plongeur de Schiller : j'ai vu des choses horribles, des monstres m'ont étreint dans leurs anneaux, mais avec l'aide de Dieu, me voici de nouveau à la surface.

» Mais je recommencerai ! »

Il recommença, en effet, et l'on sait sa fin tragique. Passons, dit la *Gazette de Cologne*, sur les scènes émouvantes qui se passèrent dans la prison, où Rizal fit ses adieux à ses amis, et devant le palais du gouvernement, lorsque ses sœurs se jetèrent implorantes aux pieds de Polavieja. D'un pas ferme, le condamné se dirigea vers le lieu de l'exécution, où étaient réunis une foule d'Espagnols et de métis. Il refusa de s'agenouiller et de se laisser bander les yeux. Ses derniers mots furent : *Consumatum est !* Un détachement de troupes indigènes formait le peloton d'exécution. Lorsque le condamné tomba, des vivats éclatèrent en l'honneur de l'Espagne et de Polavieja. Le corps fut refusé à la famille. La presse cléricale couvre le gouverneur de louanges, et l'exhorte à faire « place nette ». On fait tout ce qu'on peut pour accomplir

ce vœu, et le conseil de guerre prononce jugement sur jugement. En satisfaisant ainsi un clergé avide de sang, l'Espagne consolide-t-elle sa domination sur les Philippines ? Il est permis d'en douter.

CHAPITRE XV

Conclusion.



CHAPITRE XV

Conclusion.

J'ai pu aisément démontrer que le gouvernement espagnol, poussé et soutenu à la fois par le clergé, tient pour l'instant le record de la férocité pour la répression. A Barcelone, à Cuba, aux Philippines, il persécute, torture, assassine sans relâche, rétrogradant jusqu'à l'époque barbare de l'Inquisition.

Dans la Péninsule aussi bien que dans les colonies, les libertés sont inscrites dans la Constitution, mais elles disparaissent dans la pratique. La presse est rigoureusement poursuivie. Les journaux peuvent parfois discuter théoriquement, mais lorsqu'ils veulent dénoncer des abus ou citer des noms, ils sentent se poser sur eux la lourde main des dominateurs : témoin les six feuilles — dont quatre monarchistes — qui furent dernièrement poursuivies à Madrid pour avoir dénoncé les scan-

dales administratifs de la Grande Antille et les abus du gouvernement. Une de ces feuilles, le vaillant journal républicain *El Pais*, avait osé publier, quelques jours auparavant, à propos du procès de Montjuich, l'entrefilet suivant :

« Si nous nous sommes tus quelques jours sur cette affaire, nous n'avons pas oublié cependant que notre devoir de journalistes, épris de la vérité, nous impose de plaider la cause de la justice et du droit. Aujourd'hui, comme toujours, *le Pays* est disposé à élever la voix pour toutes les causes humaines. Le procès de Montjuich est une de celles-là et nous nous efforcerons, par tous les moyens, de porter la torche dans tous les coins et les recoins de cette bien obscure affaire.

» Parmi les prisonniers qui souffrent le plus injustement, se trouvent les citoyens Juan-B. Ollé et Francisco Gana, ce dernier républicain, et qui n'a rien à voir avec les doctrines anarchistes ! Entre autres aussi, Juan Alsina qui, allant de Barcelone à Malaga, pour chercher du travail, fut arrêté et jeté en prison comme un des complices de l'explosion.

» Nous ne prétendons pas délivrer des brevets d'innocence, ce que nous voulons, c'est qu'on fasse justice et surtout que ce ne soient pas quinze défenseurs qui viennent à Madrid, mais qu'ils y soient tous, parce que tous les accusés ont le droit

de se défendre, tous sans exception, vous entendez, et il faut qu'on le fasse.

» Pour quel motif agit-on ainsi ?

» Est-ce qu'on ne veut pas qu'on sache la vérité ?

» Eh bien ! même si le Conseil de guerre et tous les Conseils réunis d'Espagne et des Asturies ne veulent pas qu'on la sache, on la saura. Beaucoup d'Espagnols veulent la savoir. Il y a des choses qui ne peuvent pas rester dans l'oubli.

» On la saura. »

El Pais a appris, à ses dépens, qu'on n'a pas le droit, en Espagne, de dire ce qu'on pense.

La liberté de réunion est aussi illusoire que la liberté de la presse. Chaque fois qu'après avoir prévenu les autorités les habitants s'assemblent, on leur adjoint un fonctionnaire qui peut, quand bon lui semble, suspendre la séance. Ce qui n'empêche pas des citoyens d'être emprisonnés, poursuivis et torturés pour avoir assisté, plusieurs mois ou même plusieurs années auparavant, à des réunions légalement organisées et dans lesquelles le délégué de l'autorité n'avait rien trouvé à redire.

Quant au suffrage universel, il faut avoir de la naïveté pour y croire. Quel que soit le cabinet que la Couronne appelle aux affaires, il y a toujours la même proportion : 250 ministériels, une cinquantaine de monarchistes dynastiques d'opposition et

une douzaine de carlistes et de républicains. Canovas aura beau être impopulaire, les électeurs auront beau s'abstenir de déposer leurs bulletins dans les urnes, le gouvernement aura toujours une majorité écrasante, et c'est chose courante en Espagne de voir élus par quelques milliers de voix des députés d'un arrondissement dont quelques douzaines d'électeurs à peine daignent se déranger.

Les partis républicains sont rongés par les ambitions personnelles et, à l'exception du vénérable Pi Margall, les chefs ne comptent plus sur la confiance du peuple.

Le clergé profite de la situation pour s'imposer et, non content de sa toute-puissance, il favorise l'agitation carliste pour s'emparer tout à fait du pouvoir. En attendant, il ne cesse de prêcher l'intransigeance. Dans les principales villes de la Grande Antille, aussi bien qu'à Manille et à la Havane, sont pratiquées toutes les tortures de l'inquisition espagnole. Dans des cachots infects, dépourvus d'air et de lumière, sont jetés les prisonniers de guerre et les personnes arrêtées comme *suspectes ;* nul ne peut connaître ensuite la destinée de ces malheureuses victimes qui sont lâchement torturées puis assassinées par douzaines et par centaines de diverses façons. Parmi les modes de supplice imaginés par les barbares, l'un des moyens fréquemment employés pour se débar-

rasser des prisonniers est la noyade. Les victimes sont portées à bord d'une barque pendant la nuit; les uns sont jetés à la mer avec une charge de lingots de plomb aux pieds ; d'autres sont simplement précipités à l'eau où on les achève à coups de revolver.

Les lecteurs pourront vérifier l'authenticité de ces faits en consultant la presse des Etats-Unis et de Londres, voire même *L'Echo du Mexique*, journal cependant favorable à l'Espagne, en date du 25 décembre 1896.

Dans ces conditions, la lutte menace de s'éterniser. Pendant que j'écris ces lignes, on se bat dans les rues de Manille et ce mouvement local ne sera réprimé que pour renaître ailleurs. Quant à Cuba, les réformes n'ont satisfait personne. Elles sont à peine promulguées qu'éclate le plus discordant de tous les concerts.

Romero Robledo, ancien ministre dans le cabinet Canovas, a déclaré dans une interview que l'insurrection de Cuba doit être combattue par les armes.

Il a ajouté que les réformes publiées par la *Gazette* n'amèneront pas la paix. (Ce en quoi il ne se trompe nullement.)

M. Labra, autonomiste, approuve les réformes pour Cuba, mais regrette qu'elles ne soient pas appliquées immédiatement.

M. Llorens, carliste, déclare qu'avec de telles ré-

formes, la métropole devient une colonie et *vice versa*. Ces réformes seraient, prétend-il, l'abdication de la souveraineté de l'Espagne.

L'ancien ministre des affaires étrangères, Moret, a refusé de faire des déclarations ; il laisse, dit-il, au gouvernement toute la responsabilité des réformes projetées.

M. Silvela se montre pessimiste et croit que les réformes, telles qu'elles sont proposées, seront la cause de conflits.

Le marquis d'Apezteguia, chef du parti espagnol et conservateur de Cuba, estime que les réformes proposées donneront raison à l'Espagne vis-à-vis de l'étranger, mais il ne croit pas que le général Weyler soit assez habile pour en faire l'application à Cuba ; aussi paraît-il favorable à son rappel.

D'autre part, M. d'Apezteguia est d'avis que le général Weyler n'arrivera pas à franchir la trocha de Jucaro, et qu'en tout cas pareille tentative pourrait peut-être causer un insuccès à l'arrière-garde.

M. Canovas a bien déclaré dans une interview qu'il était satisfait, mais les insurgés ne le sont point, comme le prouve le récent manifeste de Maximo Gomez, qui est loin de faire espérer des solutions pacifiques.

Voici ce document :

Quartier Général. — Armée Libératrice de Cuba.

« El Saltadero, Sancti Spiritus, 15 janvier 1897.

« Lorsque je publiai, avec le grand José Marti, le manifeste de Monte Christi, le 25 mars 1895, je n'imaginais guère que je devrais de nouveau ratifier les principes que je proclamais alors devant le monde. Je pensais moins encore que je devrais le faire en vue de réduire à néant une déclaration du représentant suprême d'un peuple auquel nous sommes unis par mille liens et qu'on pouvait supposer instruit de notre situation actuelle en tant que gouvernement.

» Notre lutte a pris des proportions telles qu'elle peut être considérée comme le fait le plus culminant de la fin du siècle. Il ne m'appartient pas de répondre aux allégations que le Président Cleveland émet en son important document. Je ne suis pas autorisé à parler au nom des Cubains soulevés en armes en ce qui concerne des points importants dudit document, mais il y a été fait des allusions tellement directes à ma personne, qu'il me devient nécessaire, en ma qualité de général en chef de l'Armée Libératrice et pour rendre justice à la cause à laquelle je consacrerai les derniers jours de vie qu'il plaira à Dieu de m'accorder, de rectifier des idées fausses contenues dans le message.

Mon silence, en effet, serait préjudiciable à la cause qui représente l'idéal du peuple cubain.

» Le message laisse croire que nous avons pris les armes dans le but d'obtenir certaines réformes politiques. Il dit aussi que nous n'avons aucune autorité, sauf celle de l'officier commandant un district donné. Mais les raisons qui poussèrent les Cubains à sacrifier leur vie et leurs biens à la patrie ont été exposées d'une façon très claire dans le manifeste de Monte Christi.

» Nos déclarations d'alors ont été ratifiées par tous les documents que nous avons publiés depuis cette époque pour éclairer l'opinion. Les Américains en particulier savent bien quelles sont nos plaintes et nos aspirations. Nous n'avons pas demandé à l'Espagne ce qu'elle ne pouvait jamais nous accorder. Nous avons déclaré que nous ne tolérerions pas plus longtemps sur Cuba une souveraineté qui a été la source de tous nos malheurs. Cette souveraineté n'est pas compatible avec la civilisation et les droits d'un peuple qui est un modèle d'abnégation et de vertus civiques.

» Tout ce que nous demandons à l'Espagne, c'est de faire un retour sur elle-même, d'abaisser les injustes et insoutenables prétentions et de laisser à Cuba le libre *contrôle* de ses destinées. Nous avons fait connaître que nous ne briserions pas la tyrannie espagnole pour la remplacer par une dictature militaire, mais que nous poursuivons le but

noble et généreux d'établir une véritable république démocratique.

» Dans l'Assemblée Constituante de Jimaguayu, nous avons proclamé solennellement la séparation de Cuba et de l'Espagne ; une constitution provisoire fut adoptée et l'Armée Libératrice, que je m'honore de commander, jura de la défendre. En vertu de cette constitution, le contrôle de notre organisation révolutionnaire fut confié au Conseil de Gouvernement.

» Le Président Cleveland peut accorder à ce Conseil la considération qu'il croira convenable, mais il est, pour les Cubains en armes, l'autorité constitutionnelle suprême, par eux élue librement et spontanément. Il n'est pas vrai que j'aie, en ma qualité de général en chef de l'armée, invité le Conseil à renoncer à l'exercice des fonctions qui lui sont fixées par la Constitution. Il n'est pas vrai, non plus, que le Conseil ait délégué ses pouvoirs.

» Le gouvernement civil opère dans la sphère qui lui est assignée par la Constitution. Il commande et compte sur le respect absolu du général en chef de l'Armée.

» Les suppositions erronées sur lesquelles M. Cleveland appuie ses allégations ne doivent pas servir d'obstacle aux Pouvoirs constitués du monde pour reconnaître notre belligérance et notre indépendance et pour accorder à Cuba la

place qui lui est légitimement due parmi les nations.

» Cette déclaration, je la fais pour tous et spécialement pour ceux qui montrent quelque intérêt pour nous, afin qu'ils ne voient pas d'obstacles où il n'en existe pas et qu'ils nous accordent la reconnaissance qui nous est due au nom de l'humanité, du droit et de la justice.

» Bien que cette reconnaissance ne nous soit pas indispensable pour le triomphe de notre cause, elle serait la bienvenue à la condition qu'on nous l'accorderait en vue de l'honneur et de la future prospérité de la République de Cuba. Qu'ils aient cela présent à l'esprit ceux qui sympathisent avec nous et qui désirent nous accorder leur appui sur quelque point du globe qu'ils se trouvent : les Américains dont les bons offices nous sont offerts et les Cubains.

» Qu'on me permette d'ajouter, comme conclusion, que notre seul et unique but est l'indépendance exclusive de Cuba, notre seule pensée, la constitution d'une république démocratique, libre et souveraine.

» M. GÓMEZ. »

Voici du reste ce que dit à propos de la situation à Cuba, dans son numéro du 28 février, le journal

hebdomadaire *Le Cri de Paris*, l'un des mieux renseignés en fait de politique extérieure :

« Les Cubains ont été fort éprouvés, surtout depuis la disparition de Maceo, mais l'Espagne est à bout de ressources, malgré les efforts gigantesques que font quelques puissants financiers pour soutenir l'Extérieure et, avec elle, le crédit du gouvernement d'Alphonse XIII.

» La révolution cubaine coûte à l'Espagne cinquante millions par mois. Or, la récolte du tabac a été, l'année dernière, de 80,000 balles, contre 500,000 balles en 1895, et l'on trouve 100,000 tonnes de sucre contre 1,2000,000 en 1894. Les 400 millions du dernier emprunt intérieur sont totalement épuisés. On pourra encore faire un emprunt de 250 millions et même un troisième un peu plus tard, en faisant un appel désespéré au clergé et aux membres de la puissante Association des Pères de famille, dont quelques-uns sont plusieurs douzaines de fois millionnaires, comme le marquis de Comillas, président de ladite Association, quoiqu'il n'ait jamais eu d'enfants.

» Mais ce troisième emprunt, dont le succès est problématique, sera sans doute la dernière ressource du Trésor espagnol. Les chemins de fer de la péninsule ont été construits avec des capitaux étrangers, et la durée de la concession est de 99 ans. Quant aux célèbres mines d'Almaden, les Roths-

child les ont affermées. Et c'est tout, à moins qu'on ne songe à l'émission de nouveaux billets à cours forcé, ce qui serait la ruine complète du crédit national.

» Quant aux troupes, ce qui reste des 250,000 soldats est journellement éprouvé par le climat, bien plus que par les balles cubaines.

» Il y a quelques jours, le 15 février, 504 soldats arrivaient à Cadix à bord du paquebot *Don Alvaro de Bazan*. Voici quelques chiffres sur leur état de santé, d'après le rapport *officiel :* 130 étaient atteints d'anémie, 125 de phtisie, 113 de fièvre paludéenne, 69 de dysenterie, 58 de maladies diverses et 9 seulement arrivaient en bonne santé. Si l'on tient compte que l'on ne mentionne pas ici la fièvre jaune qui est, de beaucoup, le plus meurtrier de tous les fléaux pour les Européens habitant Cuba, on ne doit pas s'étonner du besoin incessant de nouveaux renforts. Mais où les trouver ? Il y a bien encore 128,000 hommes en Espagne, mais le gouvernement en a besoin pour maintenir l'ordre intérieur, surtout en ce moment, où les Carlistes s'agitent et s'organisent d'une façon inquiétante.

» Il y a aussi cinquante mille hommes aux Philippines, mais ils sont encore insuffisants pour dominer l'insurrection de l'archipel. Il y a enfin six mille hommes au Maroc, mais on ne peut pas disposer de ces forces, surtout si l'on se souvient que, dernièrement encore, les tribus africaines

du Riff attaquèrent les troupes espagnoles de Melilla, les vainquirent et tuèrent leur chef, le général Margallo, qui préféra succomber sur le champ de bataille, que survivre à sa défaite. Donc, point d'argent et pas assez de troupes.

» Maximo Gomez, de son côté, dispose de 43,500 hommes parfaitement armés et de 75,000 de réserve, qui n'attendent que des fusils pour entreprendre la lutte. »

L'Espagne traverse donc en ce moment une crise pénible. Le temps passe, et loin de s'améliorer, la situation s'aggrave de plus en plus.

Aujourd'hui comme hier, écrit mon ami Ricardo Mella, de pauvres ignorants, tels des moutons dociles, marchent à la boucherie où les Weyler et les Polavieja exercent à merveille, en bourreaux bien payés par la réaction et le clergé.

Aujourd'hui comme hier les tortures inquisitoriales, protégées par le mutisme de la masse abêtie, continuent leur carrière triomphante ; rien n'a changé.

Cependant, grâce à la persistance d'un tel état de choses, des effets désastreux surviennent. La Catalogne, contrée industrielle par excellence, voit se fermer ses usines les plus importantes et des milliers d'ouvriers sont ainsi plongés dans la plus atroce misère. La Galicie, les Asturies et l'antique royaume de Léon se dépeuplent rapide-

ment, leurs habitants envahissant les paquebots en partance pour l'Amérique et dans peu de temps les effets de la fermeture des fabriques et de l'émigration se feront sentir par toute l'Espagne, que ravagera le fléau de la faim.

De Cuba et des Philippines arrivent aussi les échos de la misère qui envahit tout. Aussi bien aux colonies qu'en la métropole, la vie semble fuir et seuls s'entendent les cris de souffrance des meurt-de-faim et les lamentations de ceux qui pleurent les êtres chers, sacrifiés à une cause qui bien peu leur importe.

Il faut ajouter à tout cela que les assassinats en masse et les cruautés sans nom que la réaction cléricale inspire et que le militarisme exécute ont produit une tension d'esprit telle que bien aveugle serait celui qui ne verrait s'approcher le cataclysme venant violemment mettre fin aux infamies et aux massacres de la monarchie restaurée.

L'agitation carliste est une preuve de ce que nous avançons : — comme toujours, alors qu'à l'horizon apparaît l'aurore de la Révolution, les bandes de Carlos VII se préparent à entrer en campagne. Quelques hommes armés se sont déjà montrés en Espagne, mais que le lecteur ne croie pas que ces individus ont été assassinés lâchement comme les républicains de Novelda. Les réactionnaires sont loups d'une même portée ; carlistes et conservateurs ne se mangent pas entre eux.

La guerre civile passée était fomentée autant par les carlistes que par les monarchistes aujourd'hui nos maîtres, et lorsque aux uns et aux autres il convint de ne plus la continuer, la paix se fit. Aujourd'hui, devant le danger, les conservateurs et les libéraux de la monarchie restaurée, guidés en cela par un très naturel instinct de conservation, aideront comme autrefois les sectaires de l'absolutisme.

Le cléricalisme s'est emparé des institutions; les armées sont commandées par des généraux apparnant à la moinocratie et le ministre de la guerre est un jésuite.

Sur tout cela la vague s'avance. Les insurrections de Cuba et des Philippines couronnant l'édifice, les carlistes en campagne; les séparatistes biscayens et catalans sur le qui-vive; les républicains détrônant leurs chefs, impatients de se lancer dans la lutte révolutionnaire que ces derniers enrayaient; les travailleurs chassés des usines, promenant leur misère par les rues ; les paysans andalous pillant les boulangeries et les magasins de blé; les ouvriers militants du socialisme pourrissant dans les prisons et, pour tout couronner, un assassinat consommé et des centaines de travailleurs au bagne ou déportés.

Eh bien ! Il y a encore beaucoup d'hommes disposés à la lutte. Il y a aussi dans tous les partis espagnols, même dans le conservateur, des élé-

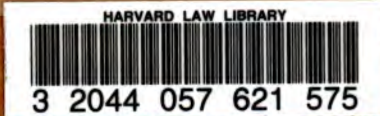
ments honnêtes et dignes de respect, mais qui sont impuissants à empêcher les crimes des hommes néfastes qui ont ressuscité l'Inquisition. Le plus immédiat et le moins violent des remèdes serait l'union de tous les Espagnols de bonne volonté pour secouer le joug du cléricalisme triomphant et faire entrer leur patrie dans une voie nouvelle de liberté et d'expansion, la seule qui pourrait lui faire pardonner les fautes passées. Si l'on ne se dépêche pas de suivre cette tactique, la prochaine secousse sera terrible.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

ÉMILE COLIN — IMPRIMERIE DE LAGNY




HARVARD LAW LIBRARY
3 2044 057 621 575


SIGILLVM ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV ANG
CHRISTO ET ECCLESIAE
VE RI TAS